

Guide pour l'intégration du genre dans les opérations du secteur de l'eau



MARS 2016



WORLD BANK GROUP
Water



WATER
PARTNERSHIP
PROGRAM

© 2016 Banque internationale pour la reconstruction et le développement / La Banque mondiale
1818 H Street NW
Washington DC 20433 Téléphone : 202-473-1000
Internet : www.banquemondiale.org

Cet ouvrage est le produit du personnel de la Banque mondiale avec des contributions extérieures. Les observations, interprétations et conclusions présentées dans ce document ne reflètent pas nécessairement les vues de la Banque mondiale, des membres de son Conseil d'administration ni des gouvernements qu'ils représentent.

La Banque mondiale ne garantit pas l'exactitude des données incluses dans ce document. Les frontières, couleurs, dénominations et autres informations figurant sur les cartes contenues dans la présente publication n'impliquent de la part de la Banque mondiale aucun jugement quant au statut juridique d'un territoire ni l'approbation ou l'acceptation de ces frontières.

Cette édition est la traduction de la version originale publiée par la Banque mondiale en anglais sous le titre *Toolkit for Mainstreaming Gender in Water Operations*, en mars 2016. En cas de divergence entre la version traduite et la version originale, l'original prévaut.

Droits et autorisations

Le contenu de ce document est protégé au titre des droits d'auteur. La Banque mondiale encourage la diffusion de ses travaux, et le contenu de cette publication peut donc être reproduit, en tout ou en partie, à des fins non commerciales pourvu que les auteurs soient dûment mentionnés.

Toute autre demande concernant les droits et autorisations, y compris les droits dérivés, devra être adressée par courrier au Bureau des publications, La Banque mondiale, 1818 H Street NW, Washington, DC 20433, USA ; par fax au : 202-522-2625 ; ou par courriel à : pubrights@worldbank.org.

Couverture conçue par : Takayo Muroga Fredericks

TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS	ii
ABBRÉVIATIONS, ACRONYMES ET TRADUCTIONS	v
RÉSUMÉ	vi
INTRODUCTION	1
PARTIE I.	
HUIT DÉFIS TRANSVERSAUX CLÉS LIÉS AU GENRE EN MATIÈRE D'ACCÈS À L'EAU	4
PARTIE II.	
CONSEILS AUX PROJETS POUR L'AMÉLIORATION DES RÉSULTATS DE DÉVELOPPEMENT PAR LA PRISE EN COMPTE DE LA QUESTION DU GENRE	8
A. ANALYSE DU GENRE	14
B. SUIVI ET ÉVALUATION	20
C. CIBLAGE ET PARTICIPATION DES FEMMES	30
D. SENSIBILISATION DU PUBLIC ET MARKETING SOCIAL	38
E. RENFORCEMENT DES CAPACITÉS ET DÉVELOPPEMENT ORGANISATIONNEL	44
ANNEXE I.	
QUEL EST LE RAPPORT ENTRE LE GENRE ET MON TRAVAIL DANS LE SECTEUR DE L'EAU ?	50
ANNEXE II.	
INDICATEURS PROPOSÉS POUR UN SUIVI ET ÉVALUATION SENSIBLE AU GENRE	54
ANNEXE III.	
ÉVALUATION ET ACTIONS POUR LE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS RELATIVES AU GENRE DANS LES OPÉRATIONS	58
ANNEXE IV.	
MODÈLES DE TERMES DE RÉFÉRENCE POUR LES SPÉCIALISTES DU GENRE DANS LES PROJETS DU SECTEUR DE L'EAU	62
ANNEXE V.	
BIBLIOGRAPHIE ANNOTÉE	66

REMERCIEMENTS

Le présent guide a été préparé sous la direction générale d'Ousmane Dione (Responsable spécialisé) et Charles Feinstein (ancien Responsable sectoriel), avec l'appui financier du Programme du partenariat pour l'eau (Water Partnership Programme). L'équipe est dirigée par Toyoko Kodama (Spécialiste en Développement urbain), et composée de Sandra Meryl Ruckstuhl (Spécialiste du Genre, Consultante), Huong Mai Nguyen (Analyste opérationnelle, Consultante), Cameron Wilson (Analyste opérationnel, Consultant) et Demilour Reyes Ignacio (Assistante du programme), avec la contribution de Gillian Brown et de Karen Jacob.

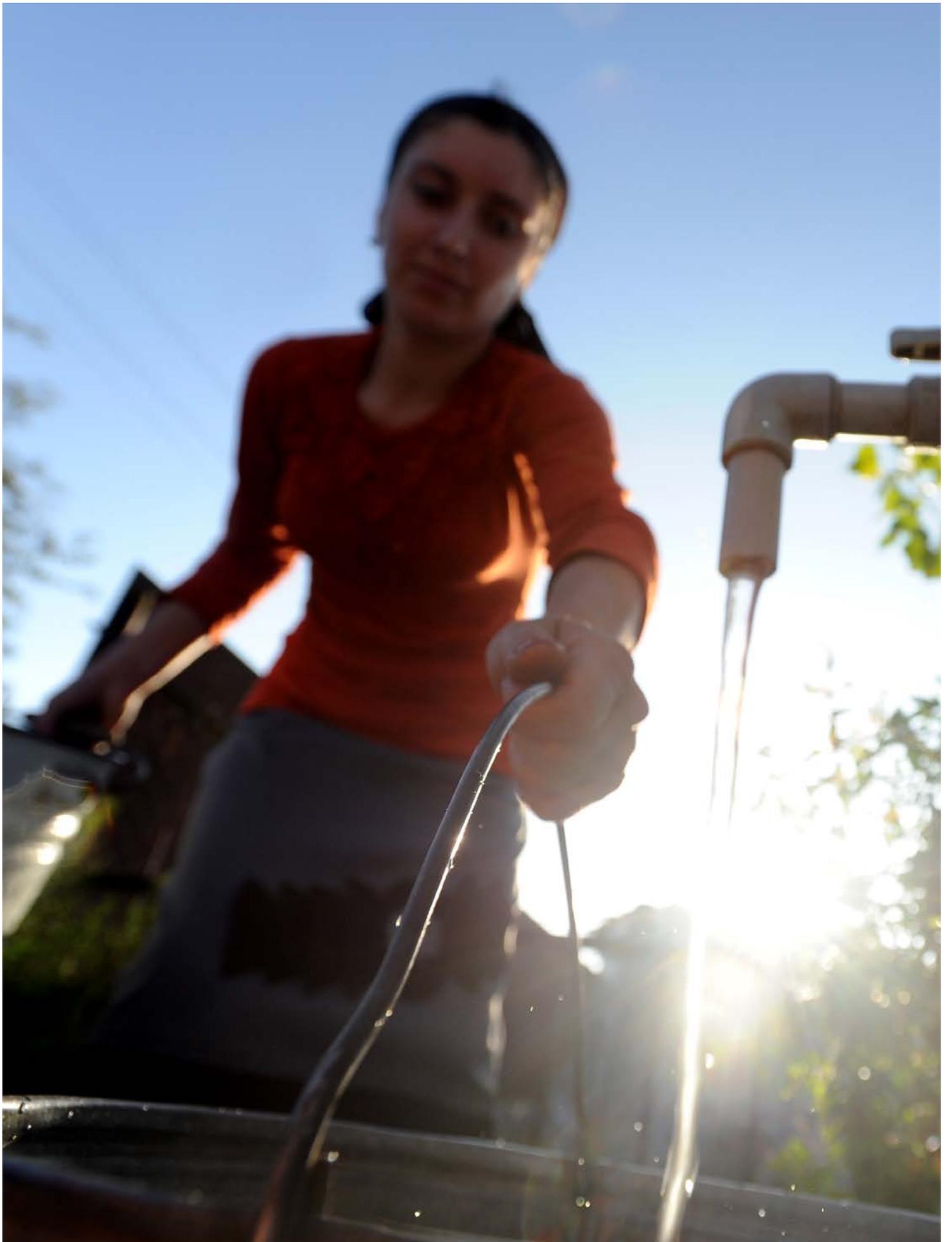
L'équipe aimerait remercier les collègues qui ont contribué à la présente étude, à savoir Isabel Blackett (Spécialiste principale en Eau et Assainissement), Tuan Anh Le (Spécialiste en Développement social), Penny Dutton (Spécialiste du Genre), Rosemary Rop (Spécialiste en Eau et Assainissement), et Helle Buchhave (Spécialiste du Genre), et exprimer toute sa gratitude à Ella Lazarte (Spécialiste en Eau et Assainissement) et Shahina Zahir (Consultante), pour leurs commentaires écrits.

L'équipe a également bénéficié de l'appui de plusieurs membres du personnel de la Banque mondiale, Meskerem Brhane (ancienne Chef d'équipe), Yasmeen Tabbaa (ancienne membre de l'équipe), Diego Juan Rodriguez (Économiste principal), Mari Clarke (Spécialiste du Genre), Sanna Liisa Taivalmaa (Spécialiste principale du Genre), Ingrid Marie Pierre Mollard (Consultante), ainsi que d'autres collègues du secteur de l'eau, qui ont répondu à nos interviews et ont apporté de précieuses observations.

CRÉDITS PHOTOS

<https://www.flickr.com/photos/worldbank/sets/>

Toyoko Kodama, Demilour Reyes Ignacio, équipe de la Pratique Mondiale Eau au bureau de la Banque mondiale à Manille





ABRÉVIATIONS, ACRONYMES ET TRADUCTIONS

AEPAR	L'approvisionnement en eau et l'assainissement en milieu rural	P4R	Programme en vue des Résultats (Program for Results)
ASA	Services consultatifs et analytiques (Analytical Services And Advisory)	PAD	Document d'évaluation du projet (Project Appraisal Document)
AT	Assistance technique	PAG	Plan d'action sur le genre
AUE	Association des usagers de l'eau	PAR	Plan d'action de réinstallation (Resettlement Action Plan)
Cap-Net	Renforcement des capacités en matière de gestion durable des ressources hydrauliques	PNUE	Programme des Nations unies pour l'Environnement
CPF	Cadre de partenariat pays (Country Partnership Framework)	PPAR	Rapport d'évaluation de la performance du projet (Project Performance Assessment Report)
CPS	Stratégie de partenariat pays (Country Partnership Strategy)	S&E	Suivi et évaluation
CUEA	Comité d'usagers de l'eau et de l'assainissement	SAR	Région d'Asie du Sud (South Asia Region)
DPL	Prêt de politique au développement (Development Policy Loan)	SCUEP	Syndicat communautaire des usagers d'eau potable
DSRP	Document stratégique sur la réduction de la pauvreté	SEP	Suivi et évaluation participatif (Participative Monitoring and Evaluation)
EAP	Région de l'Asie de l'Est et du Pacifique (East Asia and Pacific Region)	TDR	Termes de Référence
ECA	Région d'Europe et Asie centrale (European and Central Asia Region)	TIC	Technologies de l'information et de la communication
FIDA	Fonds international de développement agricole	TTL	Chef d'équipe (Task Team Leader)
GIRE	Gestion intégrée des ressources en eau	VDP	Volonté de payer
GWA	Alliance Genre et Eau (Gender Water Alliance)	VWSCs	Comités villageois de l'eau (Village Water Committees)
ICR	Rapport d'achèvement de projet (Implementation Completion and Results Report)	WASH	Eau, assainissement et hygiène (Water, Sanitation and Hygiene)
IPF	Financement de projet d'investissement (Investment Project Financing)	WBG	Groupe de la Banque mondiale
ISR	Rapport d'avancement de la mise en œuvre (Implementation Status and Results Report)	WPP	Programme du partenariat pour l'eau (Water Partnership Program)
NCP	La Note de conception du projet	WRM	Gestion des ressources en eau (Water Resource Management)
O&M	Opération et maintenance	WSS	Services d'approvisionnement en eau et d'assainissement (Water Supply and Sanitation)
ODP	Objectifs de développement du projet	WWAP	Programme mondial des Nations unies pour l'évaluation des ressources en eau
ONG	Organisation non gouvernementale		

RÉSUMÉ



Résumé

Les initiatives de développement sont rarement « neutres sur le plan du genre ». Il est souvent avancé qu'un projet favorable aux pauvres répond équitablement aux besoins et des hommes et des femmes. Cette hypothèse largement répandue limite toutefois le potentiel de réalisation optimale des résultats de développements en généralisant les défis et priorités spécifiques de ces deux groupes d'individus. Nous retrouvons la même approche généralisée dans une revue globale du portefeuille portant sur 1 400 projets achevés entre 2000 et 2014. Pour une large majorité, les projets se sont contentés des hypothèses existantes ou d'informations anecdotiques pour décrire les avantages et les impacts d'un projet sur les femmes bénéficiaires.

Les généralisations selon lesquelles « pro-pauvre signifie pro-femme » affaiblissent les résultats des investissements pour le développement pour trois raisons. Premièrement, les hommes et les femmes ont des priorités différentes, et parfois contradictoires, en matière d'utilisation de l'eau. Deuxièmement, ils ont des niveaux variables d'accès aux ressources d'eau et pourraient tirer différemment profit de nouveaux investissements dans ce secteur. Troisièmement, sans attention particulière aux besoins et préoccupations liés au genre, le projet pourrait renforcer des iniquités en termes d'opportunités d'accès à l'eau, de gouvernance, voire de normes sociales contre les femmes.

Le présent guide a pour objectif d'orienter les équipes de projet afin d'améliorer la généralisation de la prise en compte du genre dans la conception, la mise en œuvre et l'évaluation des projets. Il se concentre sur les responsabilités et rôles respectifs des hommes et des femmes afin de s'assurer que les préoccupations et les priorités des deux sexes sont prises en considération. Le guide examine également la manière dont les équipes de projet peuvent veiller à ce que les objectifs de développement du projet prennent en compte de façon équitable les intérêts spécifiques et communs des hommes et des femmes tout au long du projet.

Le présent guide est divisé en deux parties. La première partie, intitulée « Huit défis transversaux clés liés au genre en matière d'accès à l'eau », est la description de huit problèmes généralement rencontrés en matière d'accès à l'eau dans les

différents sous-secteurs, notamment l'approvisionnement et l'assainissement, l'irrigation et la gestion des ressources. La deuxième partie, « Conseils aux projets pour améliorer les résultats de développement par la prise en compte de la question du genre », développe cinq critères caractérisant l'intégration du genre dans la conception et la mise en œuvre d'un projet :

1. **Analyse du genre** : identification des questions, besoins et facteurs contextuels affectant les parties prenantes hommes et femmes.
2. **Suivi & évaluation** : suivi et évaluation des progrès dans la réalisation des buts et objectifs afin d'améliorer la prise en compte du genre.
3. **Ciblage et participation** : implication et participation active des bénéficiaires et autres parties prenantes dans la conception et la mise en œuvre d'un projet sensible au genre.
4. **Sensibilisation du public et marketing social** : information et contribution au changement de comportement parmi les usagers de l'eau en matière d'accès et de gestion des ressources partagées.
5. **Renforcement des capacités et développement organisationnel** : possibilité pour toutes les parties prenantes du secteur de l'eau – des agences de mise en œuvre aux bénéficiaires – de développer les compétences et les connaissances requises pour des services et une gestion des ressources d'eau sensibles au genre.

Des ressources supplémentaires sont présentées dans les cinq annexes du présent guide.

- Annexe I.** Quel est le rapport entre le genre et mon travail dans le secteur de l'eau ?
- Annexe II.** Indicateurs proposés pour un suivi & évaluation sensible au genre
- Annexe III.** Évaluation et actions pour le renforcement des capacités relatives au genre dans les opérations
- Annexe IV.** Modèles de termes de référence pour les spécialistes du genre dans les projets du secteur de l'eau
- Annexe V.** Bibliographie annotée



SYNTHÈSE DE LA PREMIÈRE PARTIE

Huit défis transversaux clés liés au genre en matière d'accès à l'eau

La littérature existante et les experts en la matière citent souvent huit défis courants liés au genre dans le domaine de l'accès à l'eau. Ceux-ci sont résumés ci-dessous.

- 1. Contraintes de temps en raison de modes d'approvisionnement en eau intermittents et peu sûrs et de services d'assainissement de mauvaise qualité.** Le coût d'opportunité lié à la collecte et à la purification de l'eau est particulièrement élevé pour les femmes qui ont généralement la charge de l'approvisionnement en eau dans les foyers. Les impacts de développement associés à un accès à l'eau et à un assainissement limités peuvent ainsi s'avérer plus prononcés pour les femmes et les jeunes filles que pour les hommes et les garçons.
- 2. Risques physiques et sociaux associés à la collecte de l'eau ou à l'utilisation de latrines non protégées.** Le fait de parcourir de longues distances jusqu'aux points d'eau ou d'utiliser des toilettes communes hors des habitations présente des dangers pour les hommes comme pour les femmes. Mais les femmes sont plus exposées aux violences liées au genre, qui sont exacerbées en période de conflits armés et à la suite de catastrophes naturelles.
- 3. Responsabilités en matière de qualité de l'eau et de soins de santé.** Il incombe souvent aux femmes de déterminer si l'eau collectée aux fins domestiques est potable et propre à la consommation ou non, tout comme elles ont la responsabilité de fournir les soins aux membres de la famille affectés par des contaminants hydriques. Cependant, l'information concernant ces risques est souvent méconnue des hommes et des femmes, et la qualité de l'eau peut s'avérer une variable que ni les uns ni les autres ne maîtrisent.
- 4. Gestion du soin des enfants.** Les responsabilités liées au soin des enfants imposent une charge additionnelle aux femmes, qui s'ajoute aux difficultés de collecte de l'eau et de gestion de son utilisation. Cela les empêche de participer aux activités de développement, de gouvernance et de formation sur l'eau et limite leur contribution à l'amélioration des services et des infrastructures d'approvisionnement en eau.
- 5. Inégalité de la distribution de l'eau et de l'influence sur les services.** Trois raisons principales entravent l'accès des femmes à l'eau : l'absence d'influence au sein des structures de gouvernance existantes (faisant d'elles des parties prenantes sous-estimées) ; l'absence de pouvoir d'achat et un accès limité aux sources de financement (faisant d'elles des consommateurs sous-estimés) ; la perception selon laquelle leurs activités liées à l'utilisation de l'eau contribuent peu aux moyens de subsistance de la famille (faisant d'elles des usagers sous-estimés).
- 6. Accès limité à la propriété foncière et aux droits de propriété.** Dans de nombreux pays, il est interdit aux femmes d'accéder à la propriété foncière, notamment en milieu rural. Leur accès limité aux ressources en eau est lié à leur accès limité à la terre. Ceci limite, en retour, leur participation aux structures de gouvernance telles que les associations d'usagers de l'eau, ainsi que leur accès aux financements destinés à des améliorations technologiques ou des infrastructures (par exemple, les systèmes d'irrigation).
- 7. Production alimentaire domestique : priorités et pouvoir décisionnaire.** Dans nombre de pays, les femmes sont impliquées dans l'agriculture pluviale et l'entretien de potagers pour la consommation alimentaire des ménages, tandis que les hommes sont généralement responsables des cultures génératrices de revenus, ainsi que de la gestion des marchandises et des terres irriguées. Les activités agricoles des hommes sont souvent considérées comme prioritaires par rapport à celles entreprises par les femmes.
- 8. Inégalité d'accès à l'information, la formation et la technologie.** Les multiples demandes qui grèvent le temps des femmes (imposées par leurs responsabilités ménagères, par exemple) contraignent leurs possibilités d'acquérir des compétences et de suivre des formations. Ceci limite leur participation à l'utilisation de nouvelles technologies hydrauliques et les avantages qu'elles pourraient en tirer. En outre, les bailleurs pensent toujours que les hommes, en tant que chefs de famille, informeront les femmes des nouvelles technologies liées à l'utilisation des équipements hydrauliques, mais l'expérience a démontré que de telles hypothèses ne sont pas entièrement fiables et peuvent contribuer à renforcer la dépendance des femmes vis-à-vis des hommes au sein de la communauté.



SYNTHÈSE DE LA DEUXIÈME PARTIE

Conseils pour l'amélioration des résultats de développement par la prise en compte de la question du genre dans la conception et la mise en œuvre des projets



A. ANALYSE DU GENRE

Une analyse efficace de la question du genre permet de générer des données ventilées par sexe et de comprendre la construction sociale des rôles assignés en fonction du sexe, la répartition et la valorisation du travail, ainsi que les comportements des hommes et des femmes dans des contextes donnés. Il s'agit également d'un processus d'analyse de données sur la répartition entre les hommes et les femmes des bénéfices issus des projets de développement pour s'assurer que les retombées sont équitables et pour anticiper et éviter tout impact négatif sur les femmes.

L'analyse de la question du genre peut être incorporée dans la préparation des projets relatifs à l'eau de trois manières :

- Elle peut faire partie intégrante d'évaluations sociales plus larges (par exemple, *les évaluations d'impact environnemental et social et les évaluations des mesures de sauvegarde sociales*), qui doivent ventiler les besoins des usagers de l'eau et définir la portée des impacts potentiels de développement.
- Elle peut faire partie d'une enquête sur la volonté de payer (VDP) ou d'une étude de faisabilité des investissements : ces analyses peuvent révéler des processus de prise de décision très différenciés selon le sexe, pouvant conduire à des comportements de choix également très différenciés selon les activités de développement, par exemple les réformes tarifaires.
- Une composante relative à l'opinion sociale peut être introduite dans l'évaluation technique d'un projet pour la conception des infrastructures. Les résultats de ce type d'analyse peuvent aider à bâtir une stratégie visant une évolution des comportements sexo-spécifiques ou ciblés sur le genre.

Trois normes essentielles caractérisent la bonne pratique dans l'analyse du genre :

- Dès la phase initiale de conception, il faut maintenir un paradigme analytique permettant d'identifier les impacts positifs et négatifs sur les hommes et les femmes pour que les progrès réalisés touchent les hommes comme les femmes.
- Partir des données, recherches et analyses existantes ventilées par sexe pour conserver les ressources et éviter les doublons.
- Documenter régulièrement les données, les difficultés et les réalisations liées au genre dans les rapports de projet (par exemple rapports d'avancement de la mise en œuvre, aides mémoires et revues à mi-parcours) afin de permettre un suivi tout au long du projet.



B. SUIVI & EVALUATION

Cette section constitue un guide détaillé d'élaboration d'un plan de S&E pour les projets de la Banque mondiale en liaison avec les conseils pour la prise en compte du genre.

Suivre et évaluer les objectifs sexo-spécifiques des projets permet d'éviter que les questions de genre ne soient perdues de vue au cours du cycle du projet parmi les autres préoccupations techniques, financières et opérationnelles.

Les priorités de développement et leurs bénéfices diffèrent chez les hommes et les femmes. C'est pourquoi les interventions doivent être conçues délibérément pour prendre en compte ces différences, et la mesure des progrès doit être ventilée par sexe. Par ailleurs, un processus de suivi qui implique à la fois les hommes et les femmes permet que celui-ci devienne un outil inclusif d'autogestion plutôt qu'un instrument de contrôle.

Quelques approches de S&E sensibles au genre sont présentées ci-après :

- *Le suivi participatif* est un moyen d'impliquer les parties prenantes dès le début pour identifier les activités et les indicateurs, participer au suivi lui-même et analyser les résultats en vue d'améliorer les processus futurs – il permet de renforcer l'appropriation des projets par les participants.

- *Le S&E externe* permet un regard indépendant, extérieur sur les progrès accomplis et les résultats.
- *Les évaluations d'impact* permettent de déterminer si un programme a eu l'impact souhaité et s'il y a eu des effets non anticipés.
- *Les audits sur le genre* sont différents des évaluations habituelles dans la mesure où ils s'appuient sur une auto-évaluation faite par un projet, une organisation ou un ministère afin de déterminer comment la question du genre a été intégrée dans les programmes et les processus organisationnels internes.

Dans la conception du cadre de S&E, il importe de collecter les données de référence. L'établissement d'une situation de référence permet à l'équipe de mesurer les progrès vers les objectifs de développement du projet (ODP) et les résultats intermédiaires.

Outre l'évaluation quantitative (voir en Annexe II la liste des indicateurs sexo-spécifiques), **il est nécessaire de procéder à une évaluation qualitative pour comprendre les impacts des projets de développement selon le sexe.** Voici quelques exemples d'indicateurs qualitatifs communément utilisés :

- L'impact des activités visant à répondre aux besoins concrets spécifiques des femmes et des hommes - par exemple, leurs besoins en nouvelles compétences, connaissances, ressources, débouchés ou pour des services, dans le contexte de leurs rôles actuels en tant qu'hommes et femmes
- L'impact des activités conçues pour accroître l'égalité homme-femme, en matière d'égalité des chances, d'influence ou de bénéfice - par exemple, des actions ciblées pour accroître la contribution des femmes à la prise de décision ou pour l'ouverture de nouveaux débouchés pour les hommes et les femmes dans des domaines de compétence non-traditionnels.
- L'impact des activités conçues pour sensibiliser et développer les compétences en matière de genre du personnel impliqué dans la prise de décision, la gestion et la mise en œuvre.
- L'impact des activités pour promouvoir une plus grande égalité homme-femme au sein du personnel et de la culture organisationnelle des institutions de développement - par exemple, l'impact des politiques de discrimination positive.





C. CIBLAGE ET PARTICIPATION DES FEMMES

Le ciblage et la participation basés sur le genre permettent des résultats de développement plus inclusifs, car ils prennent en compte les priorités respectives des hommes et des femmes par rapport à l'utilisation de l'eau et les différents bénéfices qu'ils retirent des investissements. Cela garantit ainsi l'adéquation et la durabilité des installations construites et des services fournis. Des risques significatifs surviennent lorsque la participation des femmes n'est pas considérée comme prioritaire durant la phase de conception du projet. Une erreur courante est de penser que la composition du ménage est unitaire, et que tous les bénéfices et les ressources sont mis en commun puis partagés équitablement. Souvent, ce n'est toutefois pas le cas, et les projets qui n'intègrent pas ces considérations pourraient prolonger des situations marquées par le manque d'efficacité ou la mauvaise gouvernance.

Une participation significative nécessite que tant les hommes que les femmes soient entendus et représentés correctement, et puissent avoir un engagement équitable tout au long du projet, mais les femmes rencontrent de nombreux obstacles. Une stratégie efficace d'implication des parties prenantes s'appuie sur une évaluation rapide et simple des défis que pose la participation des femmes, à savoir :

- Double obstacle à la voix et à la participation des femmes : auto-perçue (la peur de participer qu'ont les femmes elles-mêmes) et imposée de l'extérieur (telle que l'interdiction par les autorités masculines)
- Résistance à la participation des femmes en raison du manque de sensibilisation et d'appréciation des avantages qui peuvent découler d'une participation ouverte
- Qualité inégale de la participation des femmes en raison des styles de communication et des normes comportementales
- Statut socio-économique des femmes : les enjeux sont différents et l'accès à la participation est meilleur pour les hommes et pour les femmes d'un statut social supérieur que pour les femmes au statut moins élevé.

Pour évaluer si la participation est sensible au genre, il faut utiliser des indicateurs sexo-spécifiques durant les phases de conception et d'exécution des activités et des investissements relatifs à la gestion de l'eau. L'Annexe II propose un échantillon d'indicateurs quantitatifs pour mesurer la sensibilité au genre des efforts participatifs.

Il faut suivre la qualité (et non seulement la quantité) de la participation des femmes. Une évaluation qualitative produit des informations plus utiles et nuancées pour élaborer des stratégies correctives et garantir une véritable implication des femmes en suivant des critères plus exigeants tout au long du projet.

Promouvoir les identités collectives des femmes permet d'encourager leur participation et leur autonomisation. Dans les projets qui remettent en cause les rôles traditionnels basés sur le sexe, par exemple, à travers les réformes visant l'utilisation de l'eau et la participation aux projets relatifs à l'eau, former les bénéficiaires en présentation et en négociation ou encore créer des organisations de femmes sont autant d'initiatives capables d'autonomiser les femmes et de rendre les réformes plus durables.

Il faut former des alliances avec des organisations locales pour institutionnaliser le soutien à la voix et à la participation des femmes. Les connaissances locales dont disposent les organisations non gouvernementales (ONG) et les instituts de recherche peuvent servir à améliorer la participation des parties prenantes et à déterminer des canaux efficaces de consultation des femmes.



D. SENSIBILISATION DU PUBLIC ET MARKETING SOCIAL

Un obstacle commun à la généralisation de la prise en compte du genre tient à une compréhension limitée par le public de la valeur et des avantages de l'intégration des besoins des femmes, de leurs connaissances et de leur participation lors des prises de décisions relatives à la gestion de l'eau. Ceci conduit à considérer trois problèmes clés auxquels sont confrontées les équipes de projets relatifs à l'eau :

- Les parties prenantes locales — du niveau ministériel aux ménages — qui ne comprennent pas la nécessité de traiter de la question de la marginalisation des femmes dans la prise de décision relative à la gestion de l'eau et l'accès à cette ressource peuvent se montrer réticents aux activités et initiatives prenant en compte la question du genre.
- Sans une communication efficace, des messages intégrant la question du genre n'atteindront pas le public cible.
- Dans la mesure où les hommes et les femmes peuvent percevoir différemment le message sur le changement de comportement, il est vital d'adapter ce message et de le façonner selon leurs intérêts et préoccupations spécifiques.

L'expérience révèle plusieurs manières de « faire le lien » pour convaincre les sceptiques de la relation entre la contribution des femmes et les résultats de développement. Il s'agit pour cela de :

- Expliquer comment la gestion collective des ressources impliquant les deux sexes produit des résultats macro- et micro-économiques positifs.
- Expliquer comment la participation des deux sexes à l'économie productive va de pair avec la sécurité des moyens de subsistance et la durabilité financière. Par exemple, la participation des femmes aux chaînes de valeur du secteur, telle que la transformation alimentaire et les services de santé, peut avoir un impact positif sur les moyens de subsistance.
- Expliquer comment de petits investissements domestiques et dans les infrastructures répondant aux besoins des deux sexes, par exemple pour des installations privées d'eau et d'assainissement, sont associés à un statut social plus élevé.
- Expliquer comment les investissements dans le secteur de l'eau qui visent l'amélioration de la sécurité physique des femmes et des jeunes filles peuvent également contribuer aux campagnes pour la justice sociale et contre la violence liée au genre.

Porter des messages prenant en compte la question du genre est important pour susciter une évolution des comportements en matière de participation et d'utilisation de l'eau. La participation et l'utilisation de l'eau sont deux

domaines cibles courants pour les projets relatifs à l'eau. L'introduction de changements dans ces domaines nécessite différentes tactiques pour toucher les hommes et les femmes parce qu'ils ont différentes manières de recevoir les informations qui peuvent influencer leurs comportements :

- La communication pour promouvoir la participation des femmes doit sensibiliser ces dernières (et ceux qui peuvent les influencer) aux avantages liés à cette participation afin de les dissuader de se tenir à l'écart.
- La communication pour promouvoir le changement de comportement dans l'utilisation de l'eau et l'assainissement doit déterminer les priorités des bénéficiaires hommes et femmes avant d'assurer une bonne communication vers ces publics pour induire les changements de comportement souhaités.

Pour communiquer effectivement avec la population cible, il faut choisir de façon stratégique les outils médiatiques. La façon dont les parties prenantes obtiennent les informations étant susceptible d'évoluer tout au long du projet, les questions suivantes peuvent être utilisées pour réévaluer régulièrement le choix des outils médiatiques et envisager de réviser les plans et stratégies de communication.

- Comment les hommes et les femmes obtiennent-ils l'information (en l'occurrence, l'information relative à l'eau) ?
- Quel est le taux d'alphabétisation respectif des hommes et des femmes composant le public cible ?
- Y-a-t-il des changements en cours ou envisagés quant à la manière dont les hommes et les femmes obtiennent l'information relative à l'eau ?
- Le projet affectera-t-il la manière dont les individus obtiennent l'information relative à l'eau, par exemple, à travers de nouveaux investissements ?



E. RENFORCEMENT DES CAPACITÉS ET DÉVELOPPEMENT ORGANISATIONNEL

Les institutions vraiment sensibles à la problématique du genre ne se définissent pas par le seul nombre de femmes qui participent aux réunions du conseil de la régie des eaux ou le nombre de cadres féminins qui travaillent dans

la compagnie des eaux. La durabilité d'une gouvernance de l'eau intégrant le genre dépend du bon équilibre de la participation et de la représentation des hommes et des femmes. La qualité de leurs contributions respectives aux résultats de développement du projet ne peut être atteinte que si les capacités sont renforcées pour toute une variété de parties prenantes des deux sexes et représentant divers groupes socio-économiques.

Pour bien gérer les questions relatives au genre, les équipes de projet ont intérêt à s'appuyer sur les connaissances et l'expérience relevant de quatre domaines :

- Connaissance du rôle des femmes et des hommes et des dynamiques existant dans le pays
- Une expérience concrète de la mise en œuvre de stratégies intégrant le genre, de la mise en place d'activités participatives et consultatives et de la conduite du suivi et évaluation
- Une expérience en recherche et analyse du genre
- Une expérience de travail dans différents secteurs

L'expérience acquise dans des projets antérieurs met l'accent sur trois manières clés de gérer les lacunes en termes d'expertise sur la question du genre :

- *Maximiser le rôle du spécialiste des mesures de sauvegarde sociale.* Cet expert peut jouer un rôle de garant de l'observation des bonnes normes en termes de sensibilité au genre et apporter des connaissances locales de première main sur les questions relatives au genre dans les domaines du projet.

- *Travailler en partenariat avec des organisations justifiant de connaissances et d'expériences locales dans la mise en œuvre des initiatives sexo-spécifiques.* Le cas échéant, il ne faut pas hésiter à contacter les organisations locales dont l'expertise doit permettre à l'équipe de soulever efficacement les questions relatives au genre avec le client et les autres partenaires.
- *Faciliter l'apprentissage sur le tas.* L'équipe du projet peut utiliser de simples outils pédagogiques disponibles en ligne — par exemple, le cours sur l'importance du genre (*Why Gender Matters*) développé par *Capacity Development in Sustainable Water Management* (Cap-Net) et l'Alliance Genre et Eau (GWA), en partenariat avec le Programme des Nations Unies pour le Développement.

La sensibilité au genre et les capacités en termes de connaissances des institutions locales peuvent être évaluées et améliorées en examinant leurs programmes de travail et leurs cultures. L'Annexe III propose une matrice de questions pour identifier les lacunes et les activités de renforcement de capacités que l'équipe peut intégrer dans le projet pour les combler.

Quelles sont les capacités dont disposent les femmes bénéficiaires et dont elles ont besoin pour participer efficacement aux systèmes de gouvernance, en tant que citoyennes instruites et en tant que professionnelles ?

L'expérience démontre que les projets relatifs à l'eau qui comportent des activités de soutien comme les formations techniques, de gestion, d'alphabétisation, de développement de la confiance en soi et autres, sont davantage susceptibles de réussir que les projets qui n'ont pas de tels appuis à répondre aux préoccupations des femmes et à les impliquer dans les activités des projets.



INTRODUCTION

Introduction

En 2006, La Banque mondiale a lancé son Plan d'action sur le genre intitulé *Gender Equality as Smart Economics* pour renouveler son engagement face à l'intégration du genre dans la conception et la mise en œuvre des projets d'investissement qu'elle finançait dans le secteur de l'eau. Depuis lors, elle a fait la promotion d'actions en faveur de la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), notamment le troisième objectif relatif à « l'égalité des sexes et l'autonomisation de la femme », dans le cadre de tous ses projets. Cet engagement vise à garantir une prospérité partagée et un développement équitable qui convergent avec les constats et recommandations contenus dans l'important Rapport 2012 sur le développement dans le monde intitulé *Égalité des sexes et Développement*. Ce rapport montre que l'implication des femmes et des hommes dans les initiatives liées aux ressources en eau et les décisions relatives aux investissements est associée à une meilleure durabilité des résultats de développement. Très récemment, en décembre 2015, la Banque a publié une ambitieuse stratégie en matière de genre pour la période 2016–2023, intitulée *Égalité des sexes, réduction de la pauvreté et croissance inclusive*, fixant de nouveaux objectifs et même des normes plus élevées pour aider les clients à atteindre l'égalité des chances, la sécurité partagée et la prospérité pour les hommes et les femmes.

Bien que de nombreuses initiatives de développement soient considérées comme étant « neutres sur le plan du genre », l'expérience montre que c'est rarement le cas dans la pratique. Il est souvent dit, par exemple, qu'une « approche pro-pauvre est bonne pour les hommes et les femmes », ou que « les besoins des ménages, et par conséquent ceux des femmes, sont pris en compte » dans le cadre du projet. Ces hypothèses font fi des différents défis et priorités des parties prenantes masculines et féminines et limitent en conséquence la possibilité d'optimiser les résultats des investissements.

Par ailleurs, ces généralisations affaiblissent les résultats de développement pour trois raisons principales. D'abord, les parties prenantes masculines et féminines ont souvent des priorités distinctes, parfois contradictoires en matière d'utilisation de l'eau. Ensuite, les hommes et les femmes ont différents niveaux d'accès aux ressources en eau et sont susceptibles de bénéficier différemment de nouveaux investissements dans les projets d'eau. Enfin, en n'accordant pas suffisamment d'attention aux besoins et

préoccupations selon le sexe, le projet est susceptible de renforcer les inégalités en termes de possibilités d'accès et de gouvernance de l'eau entre les hommes et les femmes, voire les normes sociales défavorables aux femmes. *In fine*, cela risque d'exacerber les disparités de genre existant dans les indicateurs de développement.

Le présent guide s'inspire des points de vue recueillis sur la base d'un examen exhaustif de plus de 1 400 projets de la Banque mondiale achevés durant la période de 2000 à 2014¹. Cette revue a permis de documenter le niveau d'intégration de du genre dans la conception et la mise en œuvre des projets. Il en ressort que seuls 55 projets, soit approximativement 4 pour cent, faisaient référence à, ou comportaient des données probantes attestant de l'intégration du genre dans la conception ou les activités de mise en œuvre, le suivi et évaluation (S&E) ou la supervision. La plupart des projets s'appuyaient sur des hypothèses largement admises ou des indications anecdotiques pour décrire les impacts et les bénéfices générés en faveur des femmes bénéficiaires. Certains documents affirmaient même que les projets ne comportaient aucun aspect explicitement lié au genre, ni de thématique sur la réduction de la pauvreté ou le développement social.

Ces constats conduisent à poser la question suivante : *Étant donné les efforts de la Banque pour appuyer l'intégration du genre au niveau de l'institution et des pays, qu'est ce qui a empêché les équipes opérationnelles de reconnaître et de traiter les questions de genre ?*

Bien que la réponse à cette question soit variée et complexe, les cinq obstacles clés suivants ont été identifiés à travers des entretiens menés avec les chefs des équipes de projet intervenant dans le secteur de l'eau :

- Sensibilisation et compréhension inadéquates de la question du genre de la part des décideurs politiques et du personnel des projets
- Manque d'engagement pour faire face aux défis sexospécifiques lors des phases de conception et de mise en œuvre du projet
- Manque de capacités et de compétences des équipes de projet pour utiliser les outils pertinents
- Absence de données ventilées par sexe

¹ L'examen du portefeuille a évalué les projets dont les composantes relatives à l'eau représentaient au moins 20 pourcent des engagements nets totaux.

- Prévalence de normes culturelles et sociales au sein des institutions de gouvernance des clients

À la lumière de ces obstacles, on peut défendre de manière convaincante la nécessité d'un guide pratique pour améliorer l'intégration du genre dans la conception et la mise en œuvre des projets du secteur de l'eau.

OBJECTIF ET PORTÉE DU GUIDE

Le présent guide vise à fournir aux équipes opérationnelles des conseils pour améliorer l'intégration du genre dans la conception, la mise en œuvre et l'évaluation des projets. Pour ce faire, il ne s'arrête pas seulement à la question « *Qu'en est-il des femmes ?* », mais pose également la question « *Quel est le rôle des hommes ?* », c'est-à-dire : « *Que peuvent faire les hommes pour inclure les femmes dans le projet et prendre en compte leurs préoccupations et priorités plus efficacement ?* ». Le public visé est constitué des chefs d'équipe (TTL) et des membres des équipes opérationnelles, y compris les personnes focales dans ces équipes chargées de la question du genre.

Durant notre revue et analyse du portefeuille, nous avons évalué les projets et interrogé les TTL pour solliciter des réponses à la question: « *Quelles sont les réussites que nous pouvons retenir de l'implication des hommes dans les efforts de prise en compte de la question du genre ?* ». Les expériences réussies de quelques projets sont relatées dans ce rapport et décrivent comment les TTL ont, grâce à diverses approches, autonomisé les hommes et les femmes pour qu'ils œuvrent ensemble à une recherche de bénéfices partagés du développement. Ainsi, telle qu'elle est présentée dans ce guide, l'intégration du genre vise à s'assurer que les objectifs de développement du projet prennent en compte de manière équitable les intérêts spécifiques et partagés des hommes et des femmes tout au long du projet, en maximisant ainsi les impacts de développement du projet dans la durée².

COLLECTE DE DONNÉES ET APPLICATION AUX DIVERS INSTRUMENTS DE PRÊT DE LA BANQUE MONDIALE

L'élaboration de ce guide s'est appuyée sur trois sources principales : des entretiens avec le personnel opérationnel, la revue d'un portefeuille de 1 400 projets et un examen de la documentation.

Dans un premier temps, pour identifier les principaux défis auxquels sont confrontées les équipes de projet et veiller à la pertinence de la conception du guide par rapport à leurs besoins et intérêts en tant qu'acteurs du développement, nous avons procédé à des entretiens semi-structurés avec le personnel opérationnel de la Pratique mondiale Eau dans la région de l'Asie de l'Est et du Pacifique (bien qu'il faille noter aussi les points de vue et exemples fournis par les personnes basées dans d'autres régions).

Deuxièmement, nous avons produit ce guide en adoptant une approche basée sur des données probantes, dans laquelle nous avons documenté et évalué les données empiriques fournies par la revue du portefeuille des 1 400 projets relatifs à l'eau achevés entre les années fiscales 2000 et 2014. Cet examen a permis de relever les diverses approches utilisées et les enseignements tirés de l'intégration du genre dans les précédents projets de la Banque.

Troisièmement, l'examen de la documentation a permis de documenter les analyses existantes sur le genre en lien avec l'eau et les cadres d'intégration du genre dans les projets de développement. Nous avons également fait l'inventaire des guides et ressources disponibles dans chaque sous-secteur relatif à l'eau. Nos résultats sont présentés sous forme de bibliographie annotée (voir en Annexe V).

Ce guide comprend deux parties. La Partie I discute des défis transversaux clés liés au genre en matière d'accès à l'eau. Elle décrit huit défis courants liés à l'accès dans les différents sous-secteurs de l'approvisionnement en eau, l'assainissement, l'irrigation et la gestion des ressources en eau.

La Partie II présente cinq aspects de la prise en compte du genre dans la conception et la mise en œuvre d'un projet : (A) analyse du genre, (B) suivi et évaluation, (C) ciblage et participation, (D) sensibilisation du public et marketing social, et (E) renforcement des capacités et développement organisationnel. Les annexes ci-après se réfèrent aux ressources additionnelles pour les professionnels du développement :

Annexe I.—Quel est le rapport entre le genre et mon travail dans le secteur de l'eau?

Annexe II.—Indicateurs proposés pour un suivi & évaluation sensible au genre

² Voir l'Encadré 2 pour des conseils d'intégration des aspects liés au genre dans les étapes de la vie du projet.

Annexe III.—Évaluation et actions pour le renforcement des capacités en matière de genre dans les opérations

Annexe IV.—Modèle de termes de référence pour les spécialistes du genre dans les projets du secteur de l'eau.

Annexe V.—Bibliographie annotée

Enfin, ce guide entend fournir des orientations sur les aspects liés au genre des programmes relatifs à l'eau dans

les sous-secteurs de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement en milieu rural et urbain, de l'irrigation, de la gestion des ressources en eau, de la gestion des risques d'inondation et de l'énergie hydroélectrique. Il peut être modulé et adapté à un certain nombre de produits et d'instruments de la Banque, notamment les Financements de programmes d'investissement (IPF), les Prêts de politique au développement (DPL), les Programmes en vue des Résultats (P4R), et les Services consultatifs et analytiques (ASA).

ENCADRÉ 1

Définitions des termes clés utilisés dans ce guide

Genre : concept à la fois biologique et social qui s'applique aux hommes et aux femmes. Au niveau biologique, il se réfère au fait qu'une personne est de sexe masculin ou féminin, tel que déterminé à la naissance, ce qui lui assigne un statut donné. Au niveau social, il se réfère à des rôles, des comportements et des attentes établis par la société et conditionnés comme tels pour les hommes et les femmes. Dans toutes les cultures, les différences biologiques entre les hommes et les femmes se traduisent dans des croyances concernant les types de comportements et d'activités propres à chaque sexe, ainsi qu'en termes de droits, de ressources et de pouvoir. Ainsi, le genre détermine souvent les chances de chacun et les rôles dans le foyer, la société et l'économie.

Egalité des sexes/homme-femme : ce concept renvoie d'abord à la manière dont les attributs culturels, les attentes et les normes déterminent les interactions entre les hommes et les femmes ; il renvoie ensuite aux différences qui en résultent dans leurs rapports de force.

Analyse du genre : c'est le processus d'analyse des données visant à s'assurer que les bénéfices inhérents au développement et les ressources profitent effectivement et équitablement aux hommes et aux femmes et à éviter et anticiper tout impact négatif des interventions de développement sur les femmes ou sur les relations entre les hommes et les femmes.

Un plan d'action sur le genre (PAG) en faveur de l'égalité des sexes

à l'échelle d'un projet est un outil pour aider les clients et les équipes à planifier et mettre en œuvre de façon stratégique des activités spécifiques pour renforcer l'égalité des sexes au sein des groupes cibles du projet. Un PAG n'est pas une composante à part du projet. En tant que stratégie globale, il fait partie intégrante de la conception du projet et s'appuie sur l'évaluation ou l'analyse sociale effectuée pour le projet. Un PAG est souvent intégré dans une analyse du genre ou d'autres documents de sauvegarde préparés par les clients. Il comporte un résumé des activités liées au genre, des étapes, un calendrier et des mesures à entreprendre par les agences d'exécution du projet. Il inclut également des indicateurs pour permettre aux équipes de projet de suivre les progrès de sa mise en œuvre durant le cycle du projet. Un PAG introduit la dimension du genre dans la gestion du projet, les opérations, les mesures de sauvegardes environnementales et sociales, ainsi que dans les modalités institutionnelles. Comme il contribue, au final, à renforcer l'efficacité et l'efficacités des investissements, ainsi qu'à atténuer les risques sexo-spécifiques durant la mise en œuvre, il contribue directement à la réalisation des objectifs de développement du projet.

Source: Banque mondiale, *Égalité des sexes, réduction de la pauvreté et croissance inclusive (2015)*, *Rapport sur le développement dans le monde (2012)*, p.46 ; *Analyse sociale de la sensibilité au genre : Une note d'orientation (2005)*, p.28 ; *Développement social et Infrastructures (2010)*, p.2 ; *Plans d'action sur le genre de la Banque asiatique de développement au sein des projets de la BAD (date)*.

PARTIE I.
HUIT DÉFIS
TRANSVERSAUX
CLÉS LIÉS AU
GENRE
EN MATIÈRE
D'ACCÈS
À L'EAU

En matière d'accès à l'eau, on recense couramment huit défis liés au genre³. Les prendre en compte lors de la conception des investissements dans le secteur de l'eau peut renforcer l'équité, l'efficacité et les bénéfices de l'accès à l'eau pour les hommes et les femmes. La Partie II du guide donne des orientations pratiques pour y répondre par des approches intégrant le genre dans la conception et la mise en œuvre des projets.

1. CONTRAINTES DE TEMPS EN RAISON DE MODES D'APPROVISIONNEMENT EN EAU INTERMITTENTS ET PEU SÛRS ET DE SERVICES D'ASSAINISSEMENT DE MAUVAISE QUALITÉ

Les tâches associées à la collecte et à la purification de l'eau prennent un temps qui pourrait être consacré à des activités productives. Les longues distances à parcourir jusqu'aux points d'eau, le faible débit qu'ils fournissent et le manque de prévisibilité de sa qualité exacerbent les contraintes de temps pour les personnes chargées de la collecte de l'eau, en milieu urbain comme en milieu rural. La mauvaise gestion des services d'assainissement et des ressources en eau pollue ou réduit la disponibilité de l'eau dans un périmètre proche et augmente le temps dédié aux trajets pour la collecte de l'eau. Lorsque l'eau destinée à la consommation n'est pas potable, il faut plus de temps et d'argent pour la purifier : carburant et tablettes de chlore, faire bouillir l'eau et la conserver sont alors nécessaires.

Dans de nombreux endroits, de telles situations affectent principalement les femmes et les jeunes filles, qui sont chargées d'apporter l'eau nécessaire à l'ensemble du ménage. Dans certains pays, elles peuvent parcourir jusqu'à six kilomètres environ chaque jour pour aller chercher de l'eau. En milieu urbain, les longues queues qui se forment tôt le matin devant les salles communes pour les ablutions ou les toilettes publiques sont une source de stress supplémentaire pour les hommes et les femmes, qui doivent être à l'heure à leur travail éloigné. Mais pour beaucoup de femmes, c'est une pression qui s'ajoute aux tâches ménagères du matin et à la corvée d'eau.

Les impacts sur le développement liés à un accès et un assainissement déficients peuvent par conséquent être plus prononcés chez les femmes et les jeunes filles que chez les hommes et les garçons. Ceux-ci se traduisent

notamment par une mauvaise fréquentation scolaire, des résultats académiques moindres, des revenus plus bas, ainsi qu'une plus faible participation ou un plus faible niveau de représentation des femmes dans la vie publique, dans les organes de gouvernance de l'eau et les associations d'utilisateurs. Les mêmes risques de développement s'appliquent aux hommes et aux garçons quand la responsabilité de la collecte de l'eau leur incombe, bien que ce soit moins souvent le cas.

2. RISQUES PHYSIQUES ET SOCIAUX ASSOCIÉS À LA COLLECTE DE L'EAU OU À L'UTILISATION DE LATRINES NON PROTÉGÉES

Parcourir de longues distances jusqu'aux points d'eau ou aux latrines non protégées à l'écart des habitations présente des dangers pour les hommes et les femmes. Les femmes sont toutefois particulièrement exposées aux violences liées au genre lorsqu'elles se rendent dans ces lieux, surtout si l'éclairage est inadéquat le long du parcours. Un contexte de conflits armés ou de suite de catastrophes naturelles accroît le danger pour les femmes et les jeunes filles qui doivent parcourir de longues distances pour aller chercher l'eau ou utiliser les latrines.

L'accès à l'eau (ou le manque d'accès) peut également être associé aux risques de santé. Le fait de transporter de l'eau sur de longues distances durant les années de croissance peut être préjudiciable au développement musculo-squelettique des garçons et des filles. Les femmes, notamment si elles sont enceintes, malades ou âgées, peuvent être très affectées par les charges à transporter. Au sein des ménages, les hommes ne comprennent pas nécessairement le temps supplémentaire et les efforts additionnels qui pèsent sur les femmes et les jeunes filles à cause de la corvée d'eau, par exemple lorsque la distribution ou la qualité ne sont pas assurées et qu'elles doivent se rendre à d'autres points d'eau. Ces incompréhensions peuvent parfois susciter des punitions que les hommes vont infliger aux femmes et aux filles aux motifs infondés d'irresponsabilité et d'attitudes sociales inappropriées.

La conception et l'emplacement des latrines peuvent contribuer à améliorer ou exacerber les questions de discrétion ou de sécurité chez les femmes et les jeunes filles. L'absence d'installations sanitaires peut conduire les femmes à pratiquer la défécation en plein air, loin du foyer. Dans certaines cultures, les femmes n'utilisent pas les

³ Le résumé des défis indiqués dans la Partie I provient des informations recueillies lors d'entretiens et de l'exploitation de documents inclus dans la liste des références en Annexe V.

latrines partagées ou non protégées en plein jour, de peur d'être aperçues ou parce qu'elles ne sont pas autorisées par les hommes à sortir de la maison. Lorsqu'elles attendent la nuit pour aller seules aux latrines, elles courent le risque d'agressions physiques. Un corpus d'études examine actuellement les impacts sur la santé du fait de « se retenir » pendant de longues périodes et de se priver de nourriture et de boisson dans le but d'éviter d'avoir à uriner ou déféquer. Ces privations pourraient notamment conduire à des difficultés pour tomber enceinte et à une augmentation des risques de fausses couches.

En milieu scolaire, lorsque les installations sanitaires sont mixtes ou lorsqu'il n'y a pas d'endroit pour se laver, les jeunes filles en période de menstruation sont susceptibles de manquer l'école, ce qui a un effet négatif sur leur assiduité, leur apprentissage et leurs performances scolaires.

3. RESPONSABILITÉS EN MATIÈRE DE QUALITÉ DE L'EAU ET DE SOINS DE SANTÉ

Les femmes ont souvent la responsabilité première de collecter l'eau pour le ménage et de déterminer si celle-ci est propre à la consommation, tout comme elles ont la charge de prodiguer des soins de santé aux membres de la famille affectés par des contaminants hydriques. Toutefois, garantir la qualité de l'eau pour l'usage domestique est souvent hors de leur portée, et elles ne sont pas toujours au courant des dangers sanitaires que peut comporter un point d'eau donné. Par ailleurs, la mauvaise qualité de l'eau et du contrôle de cette eau, par exemple en provenance de sources éloignées dans une zone rurale ou de camions-citernes en milieu urbain, peuvent comporter de sérieux risques pour la santé, les consommateurs restant vulnérables et méconnaissant ces risques. En milieu rural par exemple, notamment en saison sèche, les femmes collectent l'eau d'irrigation pour l'usage domestique alors qu'elle est parfois contaminée par des pesticides agricoles. Ces problèmes sont exacerbés dans des zones sujettes aux catastrophes naturelles et inondations, qui peuvent aggraver les risques et créer d'autres problèmes en termes de qualité de l'eau.

4. GESTION DU SOIN DES ENFANTS

La responsabilité du soin des enfants impose aux femmes des contraintes supplémentaires liées à l'eau. Elles sont parfois obligées d'emmener les jeunes enfants quand elles vont chercher de l'eau, ce qui complique le trajet de retour, car il faut porter l'eau sur des terrains souvent ingrats. La collecte

de l'eau d'irrigation en fin de journée peut aussi interférer avec le moment où elles doivent s'occuper des enfants.

En outre, la garde des enfants et les tâches domestiques peuvent empêcher les femmes de participer aux activités de développement, de gouvernance et de formation sur les questions relatives à l'eau. En conséquence, elles peuvent manquer les possibilités de contribuer à la conception et à la planification de services d'eau et d'infrastructures d'approvisionnement plus sensibles au genre susceptibles de mieux répondre à leurs besoins.

5. INÉGALITÉ DE LA DISTRIBUTION DE LEAU ET DE L'INFLUENCE SUR LES SERVICES

En termes de distribution locale, trois raisons principales sont susceptibles d'entraver l'accès des femmes à l'eau. D'abord, elles peuvent manquer d'influence au sein des institutions existantes de gestion de l'eau, ce qui limite leur aptitude à changer la redistribution du pouvoir et à influencer les décisions. Deuxièmement, elles peuvent avoir un pouvoir d'achat trop limité (peut-être signe d'un problème plus grave d'accès aux finances) pour utiliser les livraisons par camion-citerne et être desservies correctement par les opérateurs de distribution d'eau. Troisièmement, leurs activités liées à l'eau sont perçues comme contribuant moins que celles des hommes aux moyens de subsistance de la famille.

6. ACCÈS LIMITÉ À LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE ET AUX DROITS DE PROPRIÉTÉ

Dans nombre de pays en développement où le droit coutumier confère un droit foncier aux hommes et non aux femmes, l'accès limité des femmes aux ressources en eau peut être étroitement lié à leur accès limité à la terre, notamment en milieu rural. Dans des projets d'irrigation, par exemple, les femmes cultivent souvent la terre qui appartient légalement à leurs époux, et cela les rend vulnérables. De plus, sans sécurité foncière, elles sont susceptibles de ne pas être admises comme membres des associations agricoles et d'usagers de l'eau (AUE), ce qui limite la portée de leur avis sur le besoin de réformes de la gouvernance de l'eau d'irrigation. Les normes sociales et culturelles peuvent aussi empêcher les femmes d'obtenir les crédits nécessaires pour acquérir les technologies et les équipements, tel que du matériel d'irrigation, leur permettant une utilisation de l'eau plus efficace (voir l'Encadré 11 pour plus d'informations sur les questions de genre au sein des AUE).

7. PRODUCTION ALIMENTAIRE DOMESTIQUE : PRIORITÉS ET POUVOIR DÉCISIONNAIRE

C'est parce que le rôle des femmes et celui des hommes au sein d'un même ménage ou communauté diffère à divers niveaux de la production agricole que leurs priorités pour l'eau d'irrigation diffèrent également. Ceci peut influencer leurs décisions sur la manière et le moment d'utiliser l'eau dans leur propriété pour faire des cultures de qualité. Par ailleurs, dans beaucoup de pays, les femmes sont impliquées dans l'agriculture pluviale et les potagers familiaux pour la consommation domestique. Les hommes sont eux généralement responsables des cultures commerciales génératrices de revenus, ainsi que de la gestion des marchandises et des terres irriguées. Ils ont ainsi tendance à donner priorité aux activités qu'ils conduisent par rapport à celles entreprises par les femmes.

L'expérience montre, par exemple, que la distribution d'eau pour des activités agro-commerciales à plus grande échelle passe souvent avant les besoins domestiques en eau alimentaires et sanitaires, qui sont essentiellement gérés par les femmes.

Les femmes disposent souvent de connaissances tacites précieuses en matière de production agricole, de sol et de biodiversité qui peuvent favoriser les décisions sur l'utilisation des ressources en eau et conduire à des pratiques innovantes. Ces connaissances risquent d'être perdues s'il ne leur est pas donné l'occasion de les partager ou si elles n'ont pas la possibilité d'accéder aux formations susceptibles de les aider à appliquer leurs idées en vue d'améliorer les pratiques d'irrigation. En outre, les normes sociales, souvent renforcées par des institutions de gestion de l'eau dominées par les hommes, excluent souvent les femmes du processus de décision concernant l'allocation des ressources et de nouvelles approches de gestion de l'eau pour l'agriculture. Ne pas consulter ou associer les femmes aux décisions conduit à la conception de projets dont la performance ne sera pas optimale.

8. INÉGALITÉ D'ACCÈS À L'INFORMATION, LA FORMATION ET LA TECHNOLOGIE

La plupart des femmes des pays en développement assument, au sein du ménage, les responsabilités liées à la collecte de l'eau, au soin des enfants et à la préparation des repas. À cause de ces tâches astreignantes, elles n'ont souvent pas le temps de participer à d'autres activités hors du foyer, par exemple une formation sur la vulgarisation agricole. Cela

leur enlève des chances précieuses d'acquérir les nouvelles connaissances dont elles ont besoin pour améliorer les pratiques d'irrigation et la production des cultures. Ces inégalités dans la possibilité d'acquérir des compétences et de se former limitent également leur utilisation des nouvelles technologies hydrauliques et l'accès aux bénéfices qu'elles pourraient en tirer. Les bailleurs de fonds peuvent penser que les hommes, qui dominent souvent les institutions de gouvernance, transmettront aux femmes, en tant que chefs de famille, les nouvelles informations ou connaissances sur l'utilisation des installations d'eau, mais l'expérience montre que cela n'est pas toujours le cas.

Le niveau d'accès à l'information et la formation sur les améliorations technologiques déterminent qui a accès à l'eau. Lorsque les femmes n'ont pas été formées au bon usage des nouvelles technologies introduites pour améliorer les systèmes d'irrigation, elles sont non seulement empêchées de profiter du surplus d'eau disponibles ; elles peuvent aussi rester dépendantes des hommes pour l'accès à l'eau, car ce sont eux qui sont généralement responsables du fonctionnement des pompes et de leur entretien. D'autre part, si les équipements tombent en panne, ce sont elles qui auront à aller chercher de l'eau pour irriguer.

Les conseils présentés dans la partie suivante et les annexes en fin du guide offrent une base aux équipes de projet pour améliorer l'intégration du genre dans leurs programmes et répondre aux défis décrits ci-dessus.



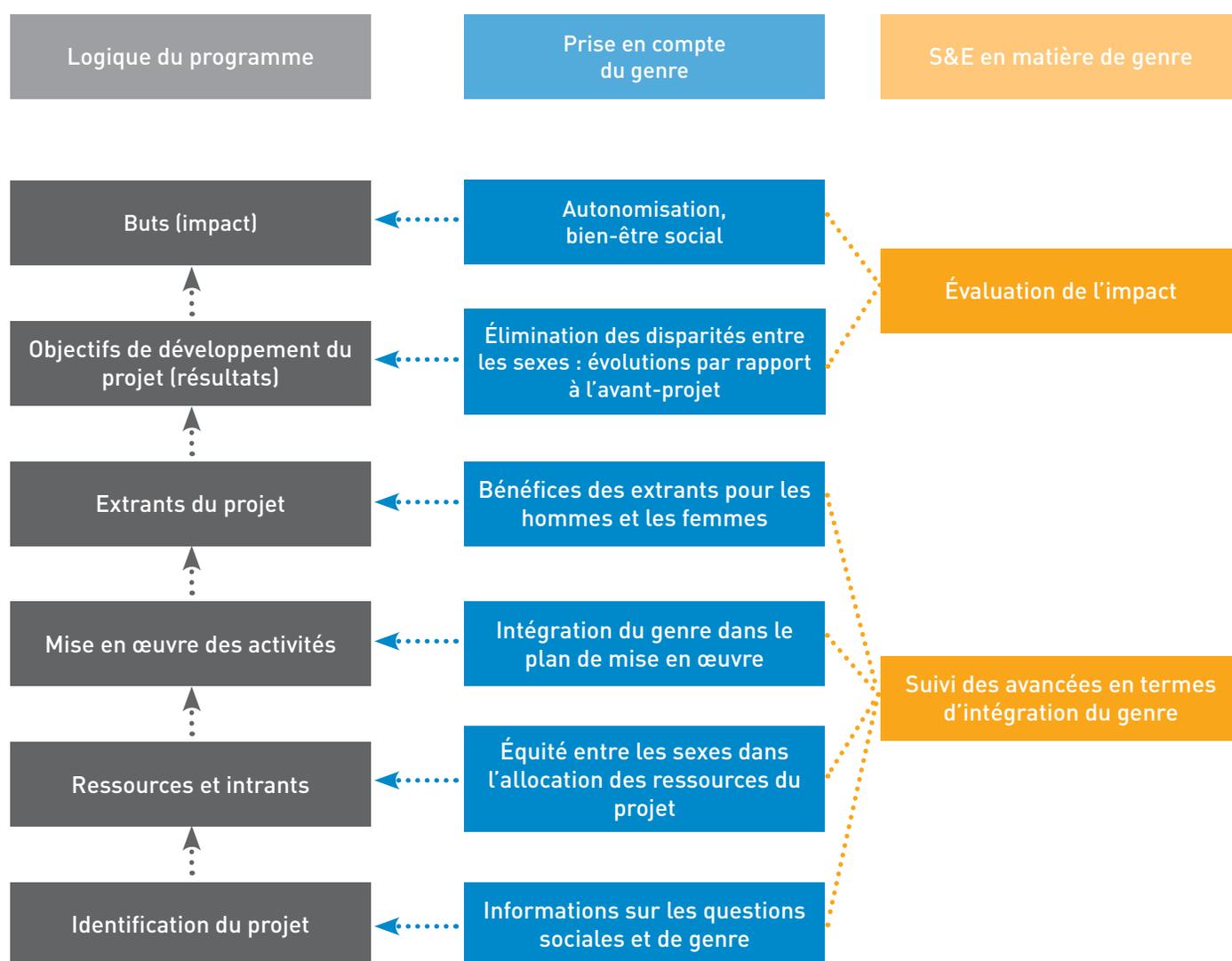
PARTIE II.

**CONSEILS AUX
PROJETS POUR
L'AMÉLIORATION
DES RÉSULTATS DE
DÉVELOPPEMENT
PAR LA PRISE
EN COMPTE DE
LA QUESTION DU
GENRE**

La section suivante fournit un cadre conceptuel, ainsi que des suggestions pratiques qui peuvent être incorporées dans la logique du programme et la conception du projet en vue d'améliorer les résultats de développement par la prise en compte de la question du genre. Même si ce guide est principalement utile à la personne en charge de la question du genre au sein de l'équipe du projet, il convient de souligner qu'il a pour vocation d'aider également les membres de l'équipe qui ne sont pas des experts du genre.

À la lumière de la multitude de défis auxquels sont confrontées les femmes qui sont indiqués dans la Partie I du document, une logique claire du programme peut aider l'équipe du projet à concevoir un projet sensible au genre adéquat, à faire le suivi des progrès vers la réalisation des résultats intermédiaires et des objectifs de développement du projet (ODP), et enfin, à évaluer la durabilité des impacts de développement du projet. La Figure 1 illustre la manière dont les ODP peuvent orienter la logique d'un programme prenant en compte la question du genre.

FIGURE 1 : INTÉGRATION DU GENRE DANS LA LOGIQUE DU PROGRAMME



Source: Banque mondiale, *Integrating a Gender Dimension into Monitoring & Evaluation of Rural Development Project (2001)*

Outre le fait d'avoir des ODP sensibles au genre, l'intégration du genre peut se faire à travers les étapes énumérées ci-dessous, conformes au cycle du projet dans les opérations de la Banque mondiale⁴.

ÉTAPE 1

Examen rapide de la question du genre dans l'opération proposée au stade de l'identification ou de la conception.

Avec l'appui d'un spécialiste en développement social justifiant d'une expertise en matière de genre, l'équipe du projet entreprend un examen rapide de la question du genre afin d'identifier les principaux problèmes et les risques potentiels associés. Des consultations avec les hommes comme avec les femmes peuvent fournir des informations pertinentes. Les résultats de cet examen peuvent être documentés dans la note de conception du projet (NCP).

ÉTAPE 2

Analyse sociale de sensibilité au genre (comprend l'analyse du genre). Dans un projet, le gouvernement homologue entreprend souvent une évaluation sociale et / ou environnementale, particulièrement lorsque les politiques de sauvegarde sont déclenchées. L'équipe de la Banque émet des commentaires sur les termes de référence (TDR) et appuie les enquêtes de terrain, ainsi que le processus consultatif d'intégration du genre. Les résultats de l'analyse du genre indiquent les actions et indicateurs possibles dans un PAG au niveau du projet et peuvent être incorporés dès la phase de conception du projet, ainsi que dans le document d'évaluation du projet (PAD) de la Banque, y compris le cadre de résultat. Des consultations avec les femmes et les associations de femmes peuvent aider à établir les priorités en termes d'actions clés à incorporer. Un plan ou un cadre en matière de genre, avec des activités, un budget et un objectif peut également être développé pour le suivi des progrès et la documentation des résultats.

ÉTAPE 3

Soutien à la mise en œuvre. L'équipe de la Banque fournit un soutien régulier à la mise en œuvre des activités et fait le suivi des progrès en se servant des indicateurs établis dans le cadre de résultats, qui sont généralement enregistrés dans chaque rapport d'avancement de la mise en œuvre. En cas de besoin, un soutien pour le renforcement des capacités peut être fourni à la partie gouvernementale et aux agences d'exécution.

ÉTAPE 4

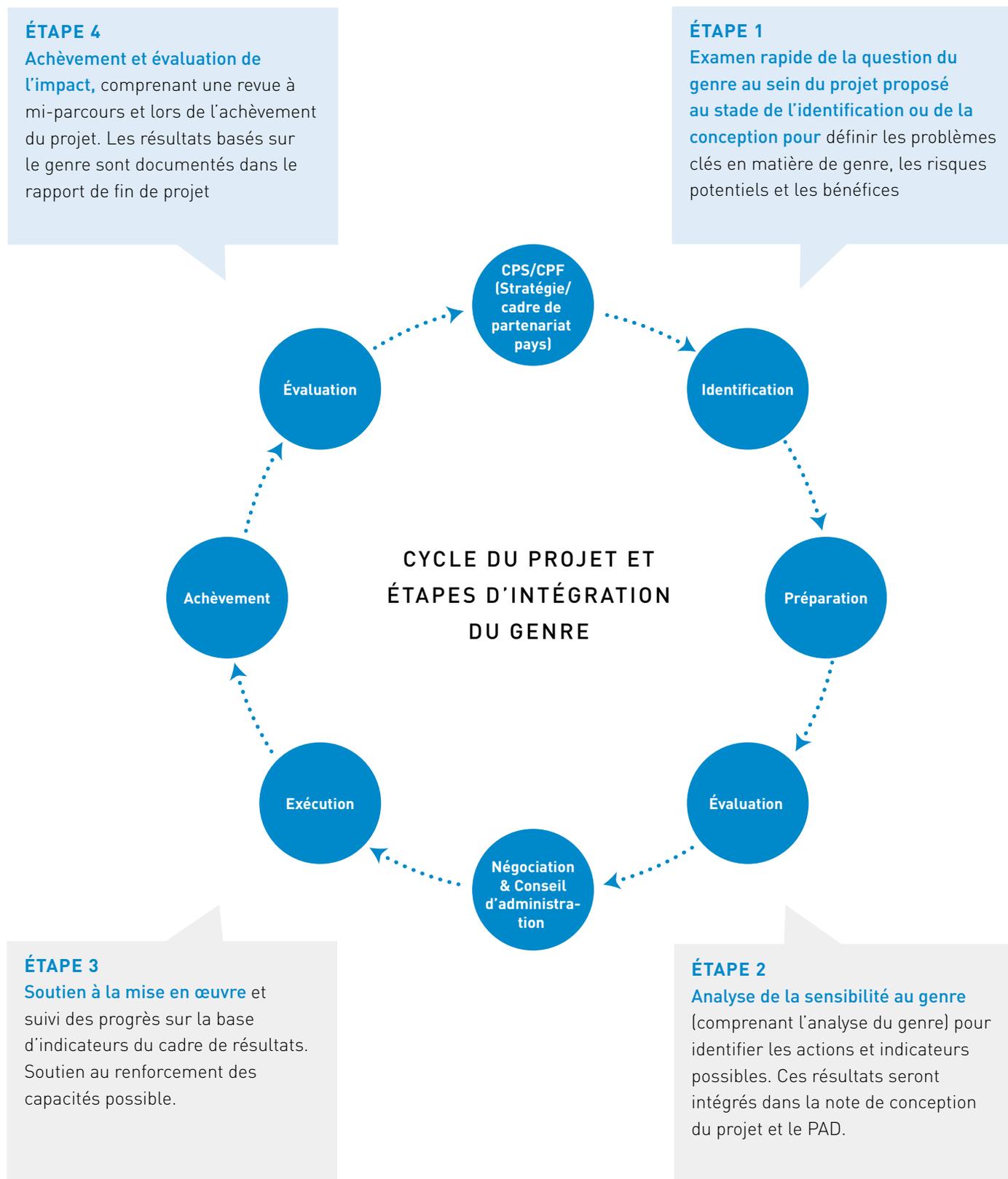
Achèvement et évaluation de l'Impact. L'équipe de la Banque peut soutenir une revue à mi-parcours sexo-spécifique et une évaluation en fin de projet afin d'aider à documenter les résultats basés sur le genre dans le rapport de mise en œuvre, d'achèvement et des résultats (ICR).

En se fondant sur cette approche en quatre étapes, les sous-parties de la Partie II énumérées ci-dessous présenteront cinq aspects clés de la conception et de la mise en œuvre d'un projet identifiés comme ayant un intérêt particulier grâce aux entretiens avec les équipes des projets relatifs à l'eau :

- A. Analyse du genre :** Identification des questions, besoins et facteurs contextuels qui affectent les acteurs masculins et féminins
- B. Suivi et évaluation :** Suivi et évaluation des progrès vers la réalisation des buts et objectifs pour améliorer la sensibilité au genre
- C. Ciblage et participation :** Implication significative des bénéficiaires et autres parties prenantes dans une conception et une mise en œuvre sensibles au genre des projets
- D. Sensibilisation du public et marketing social :** Information et initiation des changements de comportement chez les usagers de l'eau dans la manière d'accéder et de gérer les ressources collectives
- E. Renforcement des capacités et développement organisationnel :** Autonomisation de toutes les parties prenantes impliquées dans l'approvisionnement en eau, des agences d'exécution aux bénéficiaires, pour développer les compétences et connaissances requises pour une gestion des services et des ressources en eau sensible au genre.

⁴ **Source:** Banque mondiale, *Social Development and Infrastructure: Making Water Supply and Sanitation Work for Women and Men* (2010); pp. 2-3.

FIGURE 2: CYCLE DU PROJET ET ÉTAPES D'INTÉGRATION DU GENRE



PLANIFICATION, SUIVI ET ÉVALUATION SENSIBLES AU GENRE

Une première étape nécessaire pour une planification, conception et mise en œuvre inclusive dans un projet relatif à l'eau est la reconnaissance des divers besoins et préférences des femmes et hommes pauvres, des petits propriétaires fonciers marginalisés, des presque sans terres et des locataires, ainsi que de ceux dépourvus de titres de propriété établis. Cette reconnaissance déplace le centre d'intérêt du projet de la notion d'un ménage unitaire géré par l'homme à une perspective plus désagrégée qui tient compte des préoccupations des autres membres du ménage, notamment des femmes, en ce qui concerne l'accès et l'utilisation de l'eau.

La question du genre doit faire l'objet d'attention dès le début du cycle de projet et être incorporée dans la planification, la conception, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation de ce dernier. Les questions clés des approches sensibles au genre, qu'il s'agisse de nouvelles

interventions ou de projets de rénovation, sont celles qui cherchent à déterminer les éléments suivants : Quels sont les groupes cibles ? Quels sont les intérêts promus ou les objectifs poursuivis, et qui sera gagnant ou perdant dans le processus ? Comment incorporer la diversité sociale et économique au sein des populations cibles dans les approches de planification et de conception du projet ? Et, en conservant toutes ces notions à l'esprit, comment développer des stratégies de promotion et de réussite en termes de justice et d'équité entre les sexes pour le projet ?

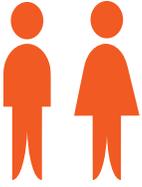
Enfin, en utilisant des indicateurs de suivi et évaluation sensibles au genre, le projet peut évaluer son impact sur le bien-être des populations rurales pauvres, notamment des femmes, ainsi que la possible nécessité de modifier sa conception.

Source : *Gautam et Kuriakose, 2008. Gender-Sensitive Planning, Monitoring and Evaluation in Agricultural water Management.*



ANALYSE DU GENRE

A.



Qu'entendons-nous par l'analyse du genre et pourquoi est-elle importante ?

« L'analyse du genre » se réfère à la méthodologie de collecte et de traitement des informations relatives au genre. Elle fournit des données ventilées par sexe et une compréhension de la construction sociale des rôles selon le sexe, ainsi que la façon dont est réparti et évalué le travail. Elle vise à documenter les comportements des hommes et des femmes dans des contextes donnés. Étant donné que ces comportements sont susceptibles de varier selon les cultures, l'origine ethnique, la classe sociale, le niveau de revenus, l'éducation et le temps, l'analyse du genre ne traite pas les femmes comme un groupe homogène ni les caractéristiques liées au genre comme étant immuables.

L'analyse du genre est également un processus d'analyse des informations pour s'assurer que les ressources dédiées et les bénéfiques des interventions de développement visent efficacement et équitablement les femmes et les hommes, ainsi que pour anticiper et éviter les éventuels impacts négatifs sur les femmes ou sur les relations entre les deux sexes. Une analyse du genre correctement menée permet de fournir des données sur la base desquelles les problèmes soulevés lors de la conception des projets et dans celle-ci peuvent être efficacement traités. En accédant aux connaissances dont disposent aussi bien les hommes que les femmes, ainsi qu'à leurs compétence et expertise, l'analyse du genre améliore l'efficacité des projets et l'efficacité du développement.

Plusieurs approches peuvent être adoptées pour intégrer l'analyse du genre dans la préparation d'un projet. Premièrement, il peut s'agir d'une composante faisant partie intégrante de l'évaluation sociale au sens plus large, qui doit ventiler les besoins en eau selon l'utilisateur et la portée des impacts potentiels en termes de développement ; cette approche peut nécessiter des discussions importantes avec les groupes ou communautés concernés par le projet. Comme l'ont montré les pratiques récentes au Vietnam,

l'analyse du genre peut servir de base à un plan d'action sur le genre (PAG) afin de soutenir le processus d'évaluation du projet. L'Annexe V propose une bibliographie annotée des cadres et approches d'analyse du genre existants, qui ont été utilisés par diverses organisations internationales pour chaque sous-secteur de l'eau.

Deuxièmement, l'analyse du genre peut être un élément clé de l'enquête sur la volonté de payer (VDP) ou d'une étude de faisabilité des investissements, susceptible de révéler des processus de prise de décisions très différenciés selon le sexe, et les impacts potentiels sur les comportements de choix à la lumière de politiques telles que les réformes tarifaires. Les femmes peuvent faire preuve d'une VDP inférieure pour les services de l'eau et les bénéfices environnementaux pour diverses raisons, tels que le niveau de revenu, la situation matrimoniale, voire le but et les plans d'utilisation de l'eau (Dupont, 2000). Pour que le planificateur prenne efficacement en compte ces aspects dans les plans d'investissements, une évaluation préalable des comportements de choix selon le sexe est requise. Par exemple, même si les femmes ont un intérêt général pour l'eau courante pour son aspect pratique, les normes sociales ou économiques auxquelles elles sont soumises, ainsi que leurs préférences peuvent les amener à choisir plus fréquemment que les hommes d'utiliser des sources d'eau gratuites ou à coût réduit.

Le point important à noter ici est que les fournisseurs de services doivent connaître les usagers de l'eau avant la construction de systèmes d'approvisionnement, car ceux-ci sont susceptibles de ne pas toujours préférer l'utilisation d'une source unique, de haute qualité, à un coût plus élevé. En cas de moyens financiers limités par exemple, les usagers cesseront d'utiliser un service payant et préféreront puiser l'eau d'un ruisseau ou d'un puits ; ou bien, si la salubrité de l'eau n'est pas une préoccupation majeure (par exemple, si l'eau est à utiliser plutôt pour laver que pour boire), ils sont susceptibles de compléter leur stock par des sources alternatives d'approvisionnement à bon marché.

En conséquence, les valeurs totales (non ventilées) de la VDP peuvent surestimer l'utilisation potentielle d'un service payé par les hommes et les femmes, ce qui peut conduire à la conception d'un système surdimensionné. Les enquêtes sur la volonté de payer et les études de faisabilité des investissements peuvent fournir un éclairage essentiel pour des investissements correctement ciblés et à l'échelle des utilisateurs hommes et femmes.

BONNES PRATIQUES D'ANALYSE DU GENRE POUR L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT EN MILIEU RURAL EN TANZANIE (P047762)

Ce projet a permis d'illustrer comment une solide analyse entreprise au cours de la phase de préparation peut éclairer la conception et la mise en œuvre d'un projet. L'analyse du genre a été incorporée dans deux activités clés : des groupes de discussions par sexe avec les membres de la communauté pour évaluer la qualité des services d'approvisionnement en eau, et des entrevues semi-structurées auprès d'informateurs clés avec les membres du personnel de gestion des infrastructures de l'eau pour analyser les modalités financières, techniques, et institutionnelles sur chaque site du projet.

Les interventions du projet et l'engagement communautaire se sont structurés sur la base de l'éclairage apporté par ces activités sur les relations entre les sexes au sein des communautés. À titre d'exemple, les gens semblaient faire davantage confiance aux femmes qu'aux hommes, ce qui impliquait une meilleure représentation des femmes au sein des comités de l'eau pour un fonctionnement et une gestion

des fonds plus efficaces. De plus, les organisations non gouvernementales (ONG) ont appuyé leur engagement auprès des services communautaires de vulgarisation sur la compréhension acquise des dynamiques de genre, ce qui leur a ensuite permis d'évaluer systématiquement les besoins et les vulnérabilités des groupes les plus pauvres au sein des communautés et de leur assurer l'accès aux activités et bénéfices du projet.

Cette approche méthodologique adoptée par le projet a permis d'assister à l'émergence des femmes comme piliers des activités d'approvisionnement et d'assainissement dans les villages. Plus d'un demi-million de personnes ont pu avoir accès à l'eau, et le temps et la distance parcourue pour s'approvisionner en eau ont été considérablement réduits. En outre, par l'examen attentif des contraintes particulières auxquelles les femmes et les filles se trouvaient confrontées, le projet a contribué à une réduction significative du risque de viol ou d'attaque par des animaux sauvages sur le chemin des sources d'eau.

Source: Banque mondiale, ICR du Projet pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement en milieu rural en Tanzanie (2008).

Une troisième approche à l'intégration de l'analyse du genre dans la préparation d'un projet consiste à inclure une composante relative à l'opinion sociale dans l'évaluation technique destinée à la conception de l'infrastructure. Ce type d'analyse peut informer une stratégie d'évolution des comportements en matière de genre liée à la stratégie d'investissement. Une évaluation technique peut élucider les différences en termes d'intérêt et d'utilité des services d'assainissement entre les hommes et les femmes, par exemple, que les efforts de marketing peuvent ensuite prendre en compte.

Éléments clés de l'analyse du genre

Alors que l'analyse du genre est un processus itératif, il y a trois éléments clés que les professionnels de l'eau doivent prendre en considération dans sa préparation. Il s'agit

notamment d'examiner l'impact sur le genre dès la phase de conception du projet, de produire et de prendre en compte des données existantes ventilées par sexe, d'assurer le suivi et de documenter dans les rapports clés du projet les progrès des actions relatives au genre. Ces éléments clés sont largement applicables dans un éventail de sous-secteurs de l'eau, tel qu'indiqué ci-dessous. Pour les professionnels intéressés par des approches spécifiques à des sous-secteurs donnés, l'Annexe V fournit des documents de référence supplémentaires pour l'eau et l'agriculture (irrigation), l'approvisionnement en eau et l'assainissement, la gestion des ressources en eau et la gestion des risques de catastrophes.

1. EXAMINER L'IMPACT SUR LE GENRE DÈS LA CONCEPTION DU PROJET

L'analyse du genre doit commencer le plus tôt possible dans le cycle du projet et ne doit pas être considérée comme un

élément pouvant être introduit durant des étapes ultérieures de la planification de projet ni comme une composante additionnelle. La note de conception du projet (NCP) constitue un endroit approprié pour identifier les questions relatives au genre liées à un projet proposé. Des problèmes sociaux éventuels liés aux différents domaines du projet peuvent être identifiés à ce stade, ainsi que des mesures pour atténuer les impacts négatifs sur les personnes concernées par le projet proposées. Il convient de souligner que le but de l'analyse du genre n'est pas de traiter ces impacts négatifs potentiels, mais plutôt d'explorer les possibilités d'améliorer les impacts positifs. Outre les effets escomptés du projet, les possibilités pour la population locale de participer de façon significative aux phases de préparation, de mise en œuvre et de suivi et évaluation du projet peuvent également être considérées comme des impacts positifs.

Les principales conclusions de l'analyse du genre constituent une contribution importante pour le projet et une base de concertation continue avec les homologues du gouvernement tout au long de l'exécution du projet. À cet égard, il est recommandé que le spécialiste du domaine social chargé de l'évaluation sociale puisse également participer à l'élaboration du plan d'action de réinstallation (PAR) ou d'un PAG au niveau du projet. L'objectif de cette approche, appliquée dans certains projets de la Banque, est de s'assurer que les résultats clés des analyses du genre et sociale soient pleinement intégrés dans la préparation du document d'évaluation du projet (PAD). En outre, il permet de s'assurer que les problèmes relatifs au genre qui se dégagent de l'analyse sont reflétés dans les dialogues en matière de politique entre le client et la Banque⁵.

2. PRODUIRE ET S'APPUYER SUR DES DONNÉES EXISTANTES VENTILÉES PAR SEXE

La phase d'identification doit être guidée par une approche fondée sur des données probantes et appuyée par une évaluation des données qualitatives et quantitatives existantes. Le spécialiste du genre ou du domaine social peut envisager un certain nombre de sujets :

- Le rôle traditionnel des hommes et des femmes dans le secteur et dans des projets similaires dans le pays (comme en témoignent, par exemple, le pourcentage de la contribution du travail des femmes dans l'agriculture, des exploitations agricoles dirigées par des femmes et

des espaces cultivés gérés par des femmes, ainsi que la taille moyenne des exploitations agricoles dirigées par des femmes par rapport à celles dirigées par des hommes)

- Les relations entre les sexes telles qu'exprimées dans la division du travail entre les hommes et les femmes (qui fait quel travail ; qui a accès aux ressources et qui en assure le contrôle)
- Les impacts différentiels d'une initiative de développement déjà identifiée sur les hommes et les femmes, et les problèmes éventuels à traiter
- Les facteurs qui favorisent ou entravent la participation respective des femmes et des hommes dans le projet
- La présence d'organisations importantes actives dans la zone du projet, en particulier celles œuvrant pour les intérêts des femmes, qui peuvent être impliquées pour comprendre le contexte et les normes en matière de genre

En dressant premièrement le bilan des données disponibles, l'équipe du projet peut éviter le redoublement de temps et d'efforts et s'appuyer sur les connaissances et la recherche existants. Les questions clés à se poser sont, entre autres, les suivantes :

- Quels sont les préoccupations ou problèmes liés au genre fréquents dans cette localité ou sur le site du projet, tels qu'identifiés par la documentation existante ou la recherche ?
- Quels sont les indicateurs sensibles au genre qui peuvent soutenir les résultats de développement du projet ?
- Quelles sont les sources ou les types de données de référence potentiels pour évaluer ces indicateurs ?
- Quelles sont les méthodes ou mécanismes utilisés pour la collecte de ces données ? Si les données existent déjà, sont-elles ventilées par sexe ?
- Quels sont les difficultés éventuelles rencontrées dans la collecte de données ventilées par sexe pour un indicateur particulier ? Comment peuvent-elles être atténuées ?
- Quelles sont, le cas échéant, les contraintes d'ordre juridique, culturel, religieux, susceptibles de limiter la participation des femmes et / ou des filles au projet ?

⁵ For details about how to prepare gender action plans, *Making Water Supply and Sanitation Work for Women and Men: Tools for Task Teams* (2010) (pp. 11-12) has useful information.

- Comment le projet pourrait-il affecter différemment les sous-groupes de bénéficiaires, tels que les femmes pauvres, les femmes handicapées et les autochtones ?
- Quel est le niveau d'implication des femmes et des hommes dans le projet, en tant qu'utilisateurs et / ou gestionnaires ?
- Quel élément pourrait freiner les agences d'exécution ou de mise en œuvre des projets dans l'implication des femmes et des filles ?
- Comment la législation en vigueur dans le secteur de l'eau améliore-t-elle ou aggrave-t-elle la discrimination liée au genre ?
- Quelle est la forme que peut prendre une consultation séparée par sexe et par quels moyens peut-elle s'effectuer ?
- L'analyse du genre a-t-elle correctement pris en compte les différences culturelles et les sensibilités des bénéficiaires du projet ?
- De quelle manière le programme ou le projet proposé pourrait-il améliorer ou entraver directement ou indirectement l'accès aux services de l'eau, aux ressources et / ou autres biens des ménages (par exemple, les droits fonciers ou les moyens de subsistance) selon le sexe ?

- De quelles manières la conception du projet peut-elle intégrer le genre et cibler la participation efficace et équitable des femmes et / ou des jeunes filles ?

Ces questions tiennent compte de la réalité, ainsi que des difficultés qui y sont associées, selon laquelle l'analyse du genre est essentiellement un processus dynamique. En d'autres termes, les bénéficiaires sont susceptibles de ne pas répondre selon ce qui est attendu, ce qui pourrait signifier que l'équipe du projet, en collaboration avec le spécialiste en matière de genre, devra peut-être revoir l'approche afin qu'elle demeure pertinente et efficace. Dans ce processus itératif, le Plan d'action sur le genre doit refléter de nouvelles connaissances et remarques.

La liste des questions posées ci-dessus, ainsi que l'analyse ci-dessous, sont tirées de principes reconnus en matière de généralisation de la prise en compte de la question du genre dans les secteurs d'infrastructure et soulèvent des questions pertinentes à considérer désormais lors de la conception d'un projet.

Pour que l'analyse du genre puisse être adéquate, il est recommandé d'associer à l'équipe du projet, un(e) spécialiste en matière de genre ou du domaine social ayant une bonne connaissance du secteur de l'eau. Comme point de départ, l'Annexe IV fournit des modèles de termes de référence (TDR) pour aider les équipes à identifier les experts possédant des compétences pertinentes pour des services de conseil lors



de l'analyse et des actions de suivi, ainsi que pour la stratégie en matière de genre.

3. ASSURER LE SUIVI ET DOCUMENTER LES AVANCÉES RÉALISÉES DANS LE CADRE DES ACTIONS RELATIVES AU GENRE DANS LES RAPPORTS CLÉS DU PROJET

Les résultats, les faits, les données, ainsi que les enseignements tirés de l'analyse du genre doivent être documentés dès le début du cycle de projet. À titre d'exemple, en documentant de manière continue ces informations dans le rapport d'avancement de la mise en œuvre (ISR) et dans les aides mémoires (AM), l'équipe de projet peut veiller à ce que les enseignements soient intégrés dans le projet. La revue à mi-parcours constitue une autre étape importante pendant laquelle les résultats du processus d'intégration du genre doivent être revus afin d'évaluer si le Plan d'action sur

le genre est conforme aux objectifs du projet. Le processus de documentation peut également fournir une trace des approches innovatrices sensibles au genre utilisées dans le cadre de l'analyse, au profit d'autres chefs d'équipes cherchant à améliorer les approches adoptées pour leurs propres projets.

Une évaluation finale du niveau de prise en compte du genre devra également être entreprise dans le cadre du rapport d'achèvement de projet (ICR) afin d'établir si le plan d'action sur le genre a été exécuté tel que prévu et de déterminer dans quelle mesure sa mise en œuvre aura contribué à la réalisation des objectifs du projet. Au titre d'avantage secondaire, cette approche aidera l'évaluateur à apprécier la portée des différentes actions dans l'obtention de résultats équitables, à savoir une prospérité partagée pour les hommes comme les femmes, notion d'une importance capitale à la mission de la Banque.

ENCADRÉ 4

BONNE PRATIQUE POUR LA PRÉPARATION D'UN PLAN D'ACTION SUR LE GENRE AU VIETNAM (P152309)

Le genre constituait un aspect clé du processus d'évaluation de l'impact social préparé pour le Projet de réhabilitation de la centrale hydro-électrique et d'amélioration de la sécurité (P152309) réalisé dans trente-six provinces du Vietnam. L'analyse du genre a été réalisée en vue d'examiner les questions sous-jacentes relatives au genre dans la perspective de l'impact du projet, promouvoir l'égalité des sexes au sein de la communauté locale, et finalement, améliorer l'efficacité de l'ensemble du projet. Étant donné la portée de l'impact potentiel du projet, un plan d'action et un plan de suivi sur le genre ont été élaborés pour la réalisation des objectifs relatifs au genre.

Le plan d'action sur le genre avait pour but de « faciliter la participation active de toutes les femmes à la phase de conception du projet en leur offrant l'opportunité d'accroître leurs revenus sans alourdir le fardeau qui pèse sur leur vie, et en les aidant à promouvoir leur rôle et leur statut dans les zones du projet ». Douze objectifs spécifiques liés au genre, notamment les objectifs suivants, ont été identifiés :

- Les femmes devront constituer au moins 30% des travailleurs employés par des artisans locaux dans les services d'entretien, de construction et de réparation.
- Pour le même type de travail, les femmes devront gagner le même salaire que les hommes.
- Les conditions de sécurité devront être les mêmes pour les hommes et les femmes.
- Les femmes devront bénéficier de formation et de renforcement des capacités pour leur implication dans les instances publiques décisionnaires et les sous-projets (avec par exemple, une formation sur la participation, les compétences en négociation, le marketing, les mathématiques et l'alphabetisation).
- Les services de vulgarisation agricole devront être conçus pour les femmes et leur seront proposés.

Le PAG comprenait également un tableau indiquant clairement les différents domaines de réalisation, les tâches et les indicateurs, les personnes responsables, ainsi que le calendrier de mise en œuvre.

Source: Banque mondiale, *Évaluation de l'impact social (Social Impact Assessment – Subproject: Repair and Upgrading for the Safety of Da Teh Reservoir in Lam Dong Province)* (2015); pp.54–57.

SUIVI ET ÉVALUATION

B.



Pourquoi le genre est-il important dans le processus de Suivi & évaluation ?

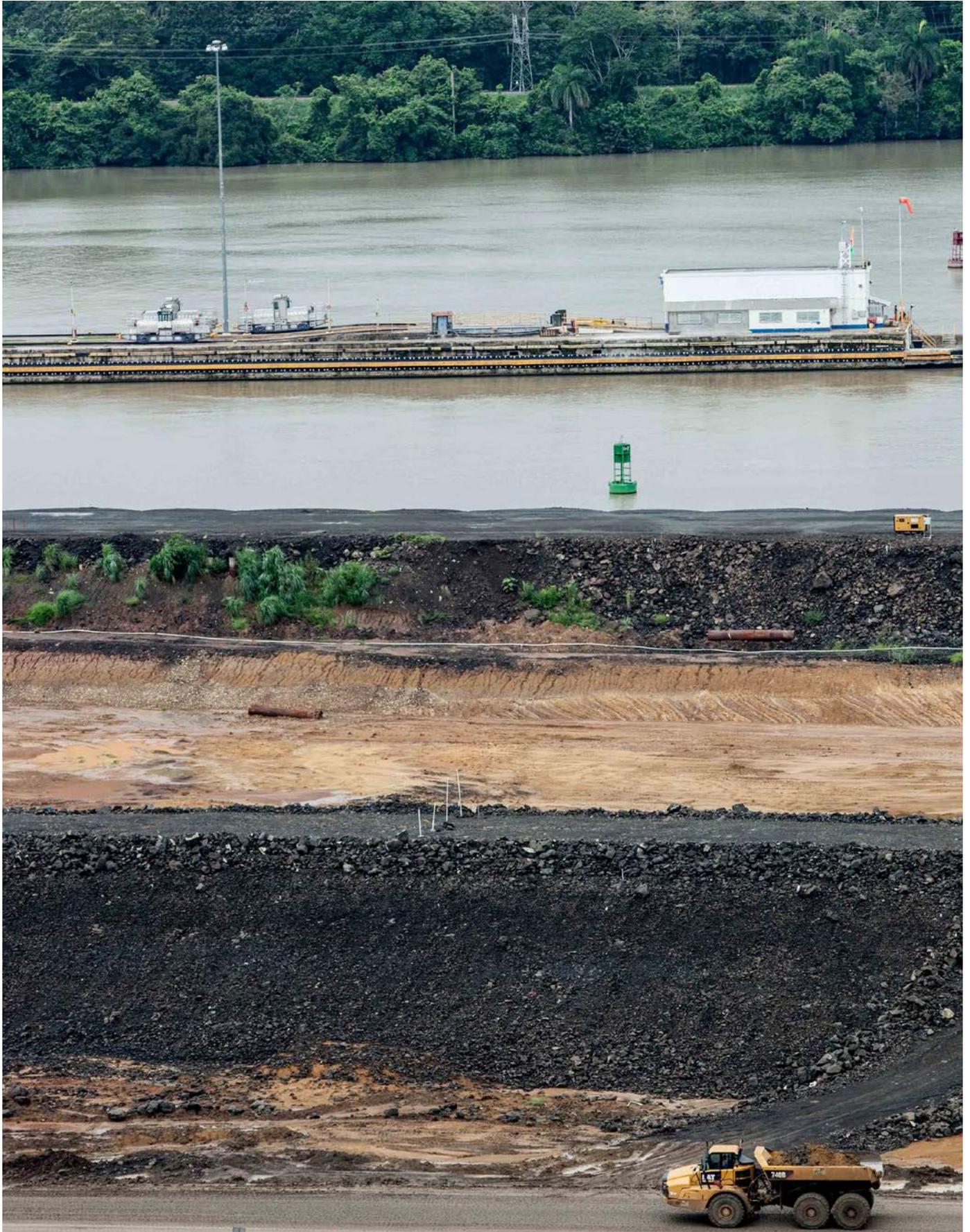
Le Suivi & évaluation est une activité de gestion interne et externe des projets visant à déterminer le niveau de progrès accompli dans la réalisation des objectifs et à évaluer si un projet a atteint ou non les objectifs initialement définis. Tel que mentionné précédemment, de nombreuses données probantes indiquent que la question du genre doit faire l'objet d'une attention particulière pour s'assurer de l'obtention de bons résultats dans les projets et que les bénéficiaires touchent la population cible. Le Suivi & évaluation joue un rôle capital dans la démonstration de ces bénéfices. En outre, les bailleurs de fonds et les agences de financement étant désireux de savoir si leur argent est utilisé de manière efficace et efficiente, l'agent d'exécution (c'est-à-dire les emprunteurs et les unités chargées de la mise en œuvre du projet), y compris l'administrateur du prêt (c'est-à-dire la Banque mondiale) sont chargés de traiter ces questions dans la perspective de la gestion du projet. Utilisé efficacement durant le processus de mise en œuvre des projets, le Suivi & évaluation pourrait être un outil utile aux décideurs pour que ceux-ci s'assurent que le projet est en bonne voie.

Des objectifs des projets sensibles au genre contribuent à maintenir la perspective du genre comme partie intégrante du cycle du projet, parmi toutes les autres préoccupations d'ordre technique, financier et opérationnel. L'intégration du genre nécessite une évaluation des implications respectives de toutes les actions planifiées sur les hommes et les femmes, notamment les projets, programmes et politiques de développement. En raison des priorités et des bénéfices liés aux interventions de développement, qui sont respectivement différents pour les hommes et les femmes en termes d'accès aux ressources, d'opportunités de travail, d'utilisation de l'eau et de droit sur l'eau, les actions planifiées sont susceptibles de les affecter différemment.

Il est possible que ces différences n'apparaissent pas évidentes au cours de la mise en œuvre, et c'est la raison pour laquelle l'intervention doit être délibérément conçue en les prenant en compte, et les mesures, ventilées par sexe.

Les ODP et les différents indicateurs sensibles au genre doivent être préparés en lien étroit avec tout PAG. La mise en œuvre rapide des actions relatives au genre, ainsi que la collecte systématique des données ventilées par sexe, aident à informer les agents de mise en œuvre et les autres parties prenantes des bénéfices relatifs à l'intervention pour les femmes et les hommes ou de ses effets défavorables sur l'un ou l'autre groupe. Dans ce dernier cas, les conclusions tirées à partir de différentes données permettent à l'équipe du projet de revoir la conception de ce dernier en vue d'améliorer de manière générale l'efficacité du développement. De plus, un processus de S&E comprenant des indicateurs sensibles au genre et impliquant également les hommes et les femmes, non seulement comme informateurs, mais également en tant que participants dans la conception et la mise en œuvre, contribuera à une meilleure compréhension de qui, au sein de la communauté, aura été bénéficiaire et qui aura assumé le coût, tout en déterminant les motivations des différents groupes d'individus à agir et à changer leur comportement.

Un processus de suivi impliquant aussi bien les hommes que les femmes devient un outil inclusif d'autogestion plutôt qu'un instrument de contrôle, et donne ainsi lieu à une action collective. Si la collecte de données n'est pas ventilée par sexe ou toute autre caractéristique pertinente, il sera difficile d'évaluer les effets positifs ou négatifs du programme sur les femmes et les hommes, les jeunes et les personnes âgées, les riches et les pauvres. Or, cela est nécessaire pour guider les décisions d'une programmation éclairée. À titre d'exemple, un système d'approvisionnement en eau dans les bidonvilles du milieu urbain, qui aide à alléger le poids que représente la collecte de l'eau pour les femmes et les filles, permet à ces dernières d'avoir du temps libre pour aller à l'école et faire leur travail scolaire. Ce résultat positif ne saurait être évalué sans collecte de données ventilées par sexe. De même, si les services d'approvisionnement en eau permettent aux femmes défavorisées d'avoir du temps libre pour s'impliquer dans des activités génératrices de revenus, ces résultats présentés sans données ventilées par sexe ne pourront être utilisés comme données probantes et demeureront anecdotiques.



ENCADRÉ 5

LA BONNE PRATIQUE DU SUIVI ET ÉVALUATION SENSIBLE AU GENRE DU PROJET DE GESTION DU BASSIN HYDRAULIQUE DE L'UTTARKHAND, INDE (P078550)

L'approche de gestion des ressources naturelles adoptée par le projet de gestion du bassin hydraulique décentralisé de l'Uttarkhand a permis de promouvoir la participation équitable de tous les groupes grâce à un soutien des femmes, des propriétaires fonciers marginalisés, des populations sans terres, ainsi que des autres groupes vulnérables dépendant essentiellement de ressources communes pour l'alimentation, les combustibles et les produits forestiers.

Ce projet constitue l'un des bons exemples de projets comportant des indicateurs sensibles au genre ayant permis de produire des données probantes sur la manière dont le projet a influencé les femmes et les hommes bénéficiaires tout au long de sa mise en œuvre. Les indicateurs des résultats ont également été d'une importance capitale pour la modification de la portée du projet afin de mieux répondre aux besoins des bénéficiaires. Une revue à mi-parcours a permis d'identifier la nécessité de changements, notamment un appui renforcé des femmes et d'autres groupes vulnérables allant au-delà des groupes autogérés pour inclure des activités d'entrepreneuriat. Tous les six mois, les femmes et les hommes autochtones de la région réalisaient des activités de Suivi & évaluation participatif (SEP), un processus qui a joué le rôle d'outil de responsabilité sociale et d'apprentissage tout en offrant la possibilité de traiter les plaintes. Ce SEP s'est focalisé sur la sensibilisation, l'inclusion, l'équité, la transparence, la responsabilité, la gestion financière, la performance

des comités et des groupes, les contributions de diverses équipes multidisciplinaires, la réparation des torts et la mise en œuvre de la stratégie de retrait. Les enquêtes réalisées dans le cadre de l'évaluation finale du projet étaient basées sur la comparaison entre les groupes expérimentaux et les groupes témoins, en utilisant des données récoltées auprès des bénéficiaires dans le cadre des résultats ventilés par sexe et niveau socioéconomique du groupe.

Les constats ont montré des bénéfices significatifs et une autonomisation des femmes. Cinquante pourcent des bénéficiaires des activités de développement de moyens de subsistance étaient des femmes. Le nombre de jours consacré par les femmes à la corvée de collecte du bois de chauffage est passé de 120 à 35 jours par an. La participation des femmes dans les réunions des assemblées communautaires a été multipliée par cinq. L'implication active des femmes dans les activités du projet a contribué à leur participation accrue dans l'administration publique locale. Cinquante pourcent des représentants de l'unité administrative locale (Gram Panchayat) étaient des femmes (alors que la moyenne au niveau national est de 33 pourcent). Aux élections de Panchayat, 304 membres du personnel du projet au niveau du village (animateurs de village ou assistants comptables), ainsi que du projet Self Help Group ou de l'association d'agriculteurs (Farmer Interest Group) ont été élus aux différents postes dans les institutions de Panchayat Rai ; 73% des élus étaient des femmes.

Source: Banque mondiale, ICR du Projet de gestion décentralisée du bassin hydraulique de l'Uttarkhand (2014).

Conception d'un cadre de S&E sensible au genre

Qu'il soit basé sur une étude analytique ou une intervention antérieure, un projet d'investissement doit présenter un plan d'exécution clair mettant en évidence les conditions et le niveau d'achèvement à travers une série d'étapes vers la réalisation des objectifs. Ces étapes nécessitent que l'équipe du projet définisse, dans les documents du projet, la situation actuelle du secteur dans le lieu donné ; identifie toutes les lacunes en matière de développement et ce que le projet ou le programme compte faire pour combler ces lacunes. Ceci permettra de définir un ODP qui devra être soutenu par des résultats et des extraits clairs du projet.

Une fois l'objectif de développement du projet et les activités clairement définis, l'équipe aura besoin d'établir une méthodologie de S&E. Il s'agit, entre autres de définir les indicateurs pertinents afin de mesurer les résultats intermédiaires et au niveau des objectifs de développement du projet ; de déterminer la stratégie de collecte de données (par exemple, la source de données, la fréquence, l'agence responsable et le budget) ; de s'assurer des capacités et de la responsabilité de l'agence en charge pour la réalisation du suivi ; de mener la collecte de données de référence et d'établir les valeurs cibles en collaboration avec l'agence de mise en œuvre. Le moyen le plus efficace de réussir la dernière étape de définition de la portée et de collecte des données de référence relatives au genre est de le faire durant l'analyse du genre précédent le projet (voir la section A ci-dessus). La méthodologie de collecte de données doit être en harmonie avec le plan d'action sur le genre (PAG) et être intégrée dans le document d'évaluation du projet (PAD).

Il est impératif de préparer le cadre de S&E durant la phase de préparation du projet. Pour concevoir un S&E sensible au genre, l'équipe devra se poser certaines questions susceptibles de l'orienter⁶:

- Quels sont les niveaux de participants et ou parties prenantes impliqués dans le processus de S&E ?
- Quels sont les instruments les plus appropriés pour la collecte de données ?
- L'intégration du genre doit-elle se faire au niveau de l'institution et de toutes les autres composantes du projet,

ou doit-elle tout simplement constituer une composante spécifique focalisée sur le genre ?

- Quel est le niveau de participation approprié ?
- L'attention doit-elle être portée sur des résultats à court terme ou des effets à long terme ?
- Comment l'activité de S&E sera-t-elle financée ?

La collecte des données de référence est essentielle pour la conception du cadre de S&E, car elle permet à l'équipe de déterminer le niveau de progrès atteint par le projet dans la réalisation des objectifs de développement du projet et des résultats intérimaires. Même si des indicateurs sensibles au genre sont ajoutés durant la phase de la mise en œuvre du projet, la bonne pratique préconise d'avoir des données de référence ventilées par sexe. D'autre part, l'équipe de projet devra veiller à ne pas trop surcharger les plans de S&E. Bien que la préparation du projet ait tendance à être ambitieuse, le nombre total des indicateurs doit rester raisonnable pour que les agences de mise en œuvre du projet s'y engagent et par souci de faisabilité.

Élaboration d'indicateurs de suivi efficaces

Les bons indicateurs de suivi aideront l'agence de mise en œuvre à évaluer, au fil du temps, le niveau de performance du projet par rapport aux résultats souhaités. De bons indicateurs doivent être SMART.

Spécifiques :
clairement et directement liés au résultat, sans ambiguïté.

Mesurables :
faisables pour être quantifiés

Acceptables :
pouvant être atteints et réalisables

Réalistes :
valides pour mesurer les résultats ou les produits de l'intervention

Temporellement définis :
référéncés dans le temps, avec un début et une fin

⁶ **Source:** Banque mondiale, 2009. *Gender in Agriculture: Sourcebook*.

Ces indicateurs, qui peuvent être aussi bien quantitatifs que qualitatifs, ont chacun des avantages et des inconvénients. Les indicateurs quantitatifs sont communément utilisés pour mesurer les intrants et les extrants, et peuvent être recueillis par des méthodes structurées de collecte de données, telles que les enquêtes auprès des ménages et celles sur le revenu national. Les indicateurs qualitatifs sont eux plus couramment utilisés pour évaluer l'efficacité ou l'efficience des processus, dont la collecte peut se faire dans des entretiens approfondis, par des méthodes d'observation,

l'examen de documents, des évaluations et des enquêtes participatives.

L'équipe du projet doit déterminer le moyen le plus efficace et économique pour mesurer les résultats et les impacts du projet en combinant ces deux types d'indicateurs.

Gender in Agriculture: Sourcebook (2009) démontre quelques approches du suivi sensible au genre, qui utilisent les méthodes qualitative et quantitative, telles qu'elles sont décrites dans l'Encadré 6.

ENCADRÉ 6

SÉLECTION D'APPROCHES DE SUIVI & ÉVALUATION SENSIBLES AU GENRE

Le **suivi participatif** est un moyen qui consiste à impliquer les parties prenantes dès la phase initiale d'identification des activités et des indicateurs, en assurant les activités mêmes de suivi et en analysant les résultats aux fins d'amélioration des processus futurs. De surcroît, il contribue au développement du sens d'appropriation parmi les participants.

Le **suivi** ou **évaluation externe** fournit un feedback indépendant et externe sur le progrès et les résultats réalisés.

Les **évaluations d'impact** permettent de déterminer si un programme a généré les effets désirés et si un effet non anticipé s'est produit ou non.

Les **audits sur le genre** se distinguent des évaluations communes, car ils sont basés sur des auto-évaluations réalisées par un projet, une organisation ou un ministère de la manière dont la question du genre est traitée dans les activités d'un programme et les processus internes des organisations données. Un audit sur le genre n'est pas une évaluation externe mais elle est préconisée pour faciliter le changement et élaborer les plans d'action, ainsi que des systèmes de suivi.

Source: Banque mondiale, Gender in Agriculture: Sourcebook (2009); p. 676.

Outre son utilisation dans les processus d'évaluation, l'évaluation qualitative est requise pour comprendre aussi bien les effets produits par des interventions de développement que leur niveau d'efficacité dans la réalisation des objectifs de développement. La publication de la Banque mondiale intitulée *Combining Quantitative and Qualitative Methods for Program Monitoring and Evaluation: Why Mixed Methods Designs Are Best* (Combinaison des méthodes quantitatives et qualitatives dans le processus de Suivi & évaluation : pourquoi les modèles de méthodes mixtes sont les meilleurs) offre des orientations à cet égard :

Les méthodes qualitatives constituent aussi bien un moyen d'éclairer l'élaboration d'une enquête que d'identifier des moteurs et des effets sur le plan social et institutionnel difficiles à quantifier. Elles aident également à soulever des problèmes non anticipés et à assurer un suivi de l'impact. L'utilisation mixte des approches quantitatives et qualitatives permet d'aboutir à des conclusions plus cohérentes, fiables et utiles que lorsqu'elles sont utilisées séparément⁷.

Le manuel de DFID sur le genre (*DFID's Gender Manual, 2002*) contient certains exemples pratiques d'indicateurs qualitatifs communément utilisés (p.28) :

⁷ *Source: Adato, Michele, 2011. Combining Quantitative and Qualitative Methods for Program Monitoring and Evaluation: Why Mixed Methods Designs are Best. PREM Note 9. Banque mondiale.*
<http://siteresources.worldbank.org/INTPOVERTY/Resources/335642-1276521901256/premnoteME9.pdf>

- L'impact / efficacité des activités visant à répondre aux besoins sexo-spécifiques pratiques des hommes et des femmes, comme par exemple, leurs besoins d'acquisitions de nouvelles compétences, de connaissances, de ressources, d'opportunités ou de services dans le contexte du rôle existant défini par leur sexe.
- L'impact / efficacité des activités destinées à accroître l'égalité des sexes en termes d'opportunités, d'influence, ou de bénéfices. À titre d'exemple, les actions ciblées visant

une plus grande contribution des femmes dans la prise de décisions ou l'émergence de nouvelles opportunités pour les femmes et les hommes dans des domaines de compétences non traditionnels

- L'impact / efficacité des activités de sensibilisation au genre et de développement des compétences parmi les membres du personnel chargés d'élaboration des politiques, de gestion, et de mise en œuvre.

ENCADRÉ 7

ANALYSE EX-POST DU GENRE

Les problématiques liées au genre identifiées lors de préparation et de la mise en œuvre du projet nécessitent d'être examinées durant la phase finale pour déterminer dans quelle mesure l'intégration du genre dans les activités du projet est réussie et identifier les facteurs ayant contribué au succès ou à l'échec dans la réalisation de cet objectif.

Les enseignements de l'analyse du processus de mise en œuvre peuvent contribuer au dialogue politique et à la préparation des projets futurs. Reconnaître les problèmes rencontrés et les échecs peut s'avérer un aspect aussi précieux que la documentation des approches réussies. Une évaluation du plan d'action sur le genre doit déterminer si le PAG a été entièrement mis en œuvre selon le cadre de suivi des résultats, tel qu'indiqué dans le document d'évaluation du projet.

Les questions spécifiques à prendre en considération pour évaluer les effets sexo-spécifiques liés aux résultats du projet sont notamment :

- Les bénéficiaires du projet escomptés ont-ils équitablement touché les hommes et les femmes bénéficiaires, et plus particulièrement les hommes et les femmes à faible revenu au sein de la communauté ?
- Le projet a-t-il contribué à l'augmentation des capacités de la communauté à œuvrer ensemble à la réalisation des objectifs communs et à la réconciliation des intérêts divergents entre les hommes et les femmes ?
- Le projet a-t-il contribué à l'augmentation du niveau de transparence, d'équité et de prise en compte du genre des structures institutionnelles et organisationnelles pertinentes pour assurer l'égalité d'accès des hommes et des femmes au système d'approvisionnement en eau et de gestion des ressources ?
- Dans quelle mesure les améliorations relatives au genre sont-elles durables après la fin du projet ?
- Le projet a-t-il contribué à l'altération des relations entre les sexes ou au renforcement de l'équité ? De quelle manière ?
- Le projet a-t-il permis d'augmenter le temps dont disposent les femmes pour les activités productives et génératrices de revenus ? À titre d'exemple, l'installation des systèmes d'eau courante pour la communauté a-t-elle contribué à la réduction du temps consacré par les femmes à puiser de l'eau pour l'usage domestique ?
- Les agriculteurs hommes et femmes ont-ils tous reçu une formation sur les méthodes modernes de production de cultures économes en eau ?
- Le projet a-t-il réussi à promouvoir l'égalité des sexes en tant que l'un des objectifs clés de son plan d'action sur le genre ?

Source: Banque mondiale, *Gender Responsive Social Analysis: A Guidance Note* (2005); p. 23.(2005); p. 23.

- L'impact / efficacité des activités de promotion d'une plus grande égalité des sexes parmi les membres du personnel et au sein de la culture institutionnelle des organisations de développement, comme par exemple, l'impact des politiques de discrimination positive.

En examinant ces effets, il est important que les évaluateurs réfléchissent sur le potentiel de ces changements en termes

de durabilité, certains effets pouvant révéler un progrès à court terme, susceptible de s'inverser sous des conditions inappropriées.

Les indicateurs sensibles au genre suggérés pour les opérations du secteur de l'eau sont repris en Annexe II.

ENCADRÉ 8

BONNES PRATIQUES DE S&E DANS LE PROJET D'APPROVISIONNEMENT D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT EN MILIEU RURAL DE LA RÉPUBLIQUE KYRGIZE (P036977)

Le projet d'approvisionnement en eau et d'assainissement en milieu rural de la République kirghize a permis de démontrer de deux manières comment l'utilisation efficace des indicateurs et du suivi sensibles au genre pouvait contribuer à obtenir des résultats concrets en matière de développement tout en contribuant à promouvoir l'implication et l'autonomisation des femmes dans la gouvernance du secteur de l'eau.

Premièrement, les phases de conception et de mise en œuvre du projet se sont focalisées sur des mesures sensibles au genre dans deux domaines essentiels :

- Une évaluation socioéconomique qualitative entreprise dans chaque village a permis de documenter le rôle que jouent les femmes et les enfants dans la collecte et la gestion de l'eau pour usage domestique.
- Le projet a permis d'identifier le changement en termes de charge de travail des femmes (mesuré par le changement du pourcentage de la charge de travail

déclarée) comme étant un indicateur intermédiaire clé de résultat. Selon une étude d'évaluation d'impact, 66 pourcent des femmes ont affirmé que leur charge de travail s'était à présent « sensiblement réduite », et 31 pourcent ont déclaré des améliorations, bien que dans une moindre mesure.

Deuxièmement, le projet visant le transfert de la gestion des systèmes d'approvisionnement en eau de l'entité étatique centralisée vers les organes élus par la communauté (Syndicats communautaires des utilisateurs de l'eau potable ou SCUEP), une représentation adéquate de la population féminine au niveau des conseils des SCUEP était escomptée. En effet, les données du S&E ont montré que dans 67 des 102 villages, 60 pourcent ou plus des chefs des systèmes de bornes-fontaines étaient des femmes, et que chaque conseil de SCUEP comptait deux ou trois femmes.

Source: Banque mondiale, ICR du Projet d'approvisionnement en eau et d'assainissement en milieu rural (2009).

Défis en matière de S&E

Le défi le plus remarquable rencontré en matière de S&E sensible au genre est le manque de données fiables, y compris les données de référence, ce qui est souvent dû à une planification insuffisante. Durant la phase de préparation du projet, les membres de l'équipe doivent procéder, avec leurs homologues, à l'identification des indicateurs de performance, des sources de données et de la fréquence des collectes. Si l'équipe ne dispose pas d'indicateurs sensibles au genre mais désire toutefois évaluer les effets du projet en termes de genre sans trop dépendre de données subjectives, des informations secondaires peuvent être utilisées : à titre d'exemple, les données statistiques, les données du ministère de tutelle, les registres des instances gouvernementales locales ou les informations des services destinés aux usagers. De plus, selon la portée et les conditions du projet, les données secondaires peuvent être utilisées pour recouper ou vérifier des données principales recueillies durant la mise en œuvre du projet.

Un défi communément rencontré dans le processus de conception et d'exécution de plans de S&E sensibles au genre est le niveau limité de connaissances, compétences et capacités parmi les membres de l'équipe du projet. L'intégration du genre étant souvent perçue comme un exercice qui consiste à « cocher des cases », de nombreuses équipes de projet supposent bien entendu que leurs projets sont « neutres en termes de genre » et n'élaborent pas d'objectifs ni d'indicateurs sensibles à cette question durant la phase de préparation des projets. Cette omission peut, à long terme, augmenter les coûts de conception et de supervision. Si elle ne prend pas en compte la problématique du genre durant la préparation, l'équipe du projet peut se retrouver par la suite forcée de procéder à une remise à niveau des plans de S&E durant la supervision des projets afin de veiller à la mise en place d'actions et de plans de S&E sensibles au genre.

C'est pourquoi il est avantageux pour une équipe d'avoir, dès le début, un spécialiste en matière de genre qui peut concevoir, assurer le suivi et entretenir des données analytiques, ainsi que des produits d'analyse et de S&E pour le projet sensibles au genre. L'équipe devra particulièrement, à partir de la phase initiale de préparation du projet, identifier et sélectionner un spécialiste du genre ayant une expérience et une expertise sectorielles pertinentes. Si cela n'est pas possible en raison des limitations budgétaires, l'équipe devra envisager la possibilité d'utiliser les fonds fiduciaires disponibles pour couvrir les coûts liés à l'utilisation des services d'un spécialiste du genre. Une liste de ces spécialistes ayant une expérience et une expertise de travail dans le secteur de l'eau est disponible sur la page intranet des professionnels de la question du genre pour la région de l'Asie de l'Est et du Pacifique (EAP).

Enfin, assurer la participation et la représentation équilibrées des femmes dans les activités de S&E peut s'avérer une tâche difficile mais ne pas le faire comporte également ses propres inconvénients. Par exemple, les femmes bénéficiaires d'un projet peuvent se sentir intimidées dans une interview d'évaluation conduite par une équipe essentiellement composée d'hommes. Le fait de ne pas se sentir à l'aise pour exprimer leurs préoccupations et idées peut limiter leur capacité à répondre, et par conséquent le niveau de leur contribution. L'organisation de groupes de discussion composés uniquement des femmes et animés par des femmes est un moyen d'obtenir des informations et de prendre connaissance des préoccupations spécifiques des femmes lors des activités de S&E. La section suivante traite de manière plus approfondie du genre et de la participation tout au long d'un projet.



CIBLAGE ET PARTICIPATION DES FEMMES





En quoi une participation sensible au genre est-elle importante pour l'efficacité des investissements de développement ?

Le cadre stratégique pour l'intégration de l'engagement des citoyens dans les opérations du Groupe de la Banque mondiale (*Strategic Framework for Mainstreaming Citizen Engagement in World Bank Group Operations*) (2014) fournit un ensemble d'orientations pour l'amélioration de la participation dans les projets de la Banque mondiale. Le ciblage et la participation efficaces basés sur le genre constituent un facteur clé pour la réalisation de résultats du développement inclusifs dans des projets relatifs à l'eau. En effet, les différentes priorités des hommes et des femmes sont prises en compte en matière d'utilisation de l'eau, ainsi que les bénéfices différents tirés des investissements, ce qui permet, par conséquent, l'adéquation et la viabilité des infrastructures bâties et des services fournis.

Il convient premièrement de prendre en considération les priorités différentes et parfois contradictoires des hommes et des femmes quant à l'utilisation de l'eau. Pour les projets agricoles de gestion d'eau par exemple, le rôle des femmes dans l'agriculture et leurs droits fonciers ont une incidence sur l'allocation des ressources en eau. La perception dominante est que la composition du ménage est unitaire et que les ressources et bénéfices sont mis en commun dans leur totalité et partagés d'une manière équitable. En réalité, l'expérience démontre que l'organisation interne des ménages sur le plan agricole tend à fonctionner sur un modèle de négociation dans lequel les membres du ménage négocient les uns avec les autres pour obtenir des ressources pour leurs sous-unités de production. Les relations dominantes entre les sexes par exemple engendrent une utilisation inégale du fumier et de l'engrais, selon que la terre appartient à la femme ou à l'homme, ce dernier bénéficiant d'une quantité plus importante⁸.

Un projet qui contribue à l'amélioration de la participation des femmes dans le processus décisionnel permet une plus grande égalité et efficacité dans l'affectation et la réaffectation de ces facteurs de production, afin de s'assurer d'une amélioration équilibrée et équitable de la production du ménage.

En deuxième lieu, la contribution des femmes à l'élaboration des modèles des installations relatives à l'eau favorisera leur efficacité et viabilité. À titre d'exemple, les filles et les femmes ne fréquenteront pas, la nuit tombée, des installations sanitaires qui ne sont pas sécurisées et éclairées par crainte d'être agressées. Élaborer des projets en collaboration avec les filles et les femmes pour la localisation et les plans des installations communes ou privées destinées au bain et des toilettes et points d'eau permettra de réduire le temps passé à l'utilisation des installations sanitaires et à la collecte de l'eau, et par conséquent, l'exposition aux risques de violence liée au genre.

Un autre problème susceptible de se poser si la participation des femmes n'est pas une priorité et si la question du genre n'est pas traitée au cours de l'élaboration du projet est la prolongation d'inefficacités et d'une mauvaise gouvernance du projet. Cela pourrait, en conséquence, constituer un obstacle à la réalisation des objectifs du projet. Une participation significative préconise de veiller à une bonne représentation et une implication équitable des hommes et des femmes tout au long du projet.



⁸ *Water-Smart Agriculture in East Africa, une publication de CARE traite de ce problème d'une manière pertinente. Elle peut être consultée sur : <http://www.care.org/sites/default/files/documents/WaSA%20Sourcebook.pdf>*

LA PARTICIPATION DES FEMMES À L'AMÉLIORATION DE L'AFFECTATION DES RESSOURCES ET DE L'EFFICACITÉ DES OPÉRATIONS D'APPROVISIONNEMENT EN EAU : LE CAS DU SECTEUR DE L'IRRIGATION

Le manque de participation des femmes au stade de l'élaboration d'un projet exacerbe les iniquités en matière d'affectation des ressources et les rend plus vulnérables aux difficultés d'accès et de gestion des ressources en eau. Dans un système d'agriculture basé sur le genre par exemple, les hommes et les femmes cultivent des champs distincts. Au Cameroun, un projet a redistribué la culture du riz irrigué pour remplacer le sorgho que les femmes cultivaient traditionnellement en escomptant que les femmes s'occuperaient du champ de leur époux. Le projet ne s'est finalement pas avéré viable, car les femmes ont refusé de changer leur produit de culture traditionnelle. En d'autres termes, le fait que les femmes n'aient pas eu voix au chapitre en ce qui concerne le choix du terrain, les bénéficiaires, la redistribution des terres

et de l'eau pour le projet a entraîné un échec compte tenu des résultats initialement escomptés.

La participation et la contribution des femmes sont aussi requises pour un fonctionnement efficace des systèmes d'irrigation. Les femmes ont des préférences spécifiques par rapport aux opérations des systèmes d'irrigation et à la programmation du temps de livraison de l'eau, étant donnée leur charge de travail ménager et leur manque de flexibilité dans la gestion de leur temps. L'alternance en termes de livraison d'eau, qui rend inévitable l'irrigation en soirée est source de difficultés pour les femmes, qui ont tendance à éviter le travail des champs pendant la nuit, par peur du harcèlement sexuel et en raison des contraintes liées à la garde des enfants.

Source: FIDA, Gender and Water: Securing Water for Improved Rural Livelihood (2007) ; p.10.

Quels sont les obstacles à la participation des femmes ?

Une évaluation rapide et simple des difficultés liées à la participation des femmes peut informer la stratégie d'implication des parties prenantes d'un projet. La participation active de toutes les parties prenantes hommes et femmes, commence par la compréhension approfondie des défis à surmonter et offre des incitations à une participation égale. En conséquence, l'équipe doit le plus tôt possible durant les phases d'élaboration et de mise en œuvre du projet, procéder à l'évaluation des obstacles à la participation des femmes.

Il existe deux types d'obstacles à la voix et la participation des femmes : des obstacles qui relèvent de l'auto-perception et ceux qui sont imposés de l'extérieur. En dépit des meilleures intentions de l'équipe du projet de veiller à l'implication de tous, il demeure souvent des obstacles pour les parties prenantes femmes, davantage que pour les hommes. Par l'identification des causes sous-jacentes de ces obstacles, les équipes du projet peuvent mettre au point des stratégies appropriées pour s'assurer d'une représentation équitable des hommes et des femmes tout au long du projet.

L'équipe doit en premier lieu être consciente que la qualité de participation des femmes peut varier en fonction de leur manière de communiquer, qui peut être influencée par des normes comportementales telles qu'une parole douce et un respect des membres masculins de la communauté. Les femmes peuvent ainsi parfois éprouver des difficultés à participer à des réunions publiques dominées par les hommes. De plus, de nombreuses discussions et échanges en vue de résoudre des problèmes sont susceptibles de se produire entre les femmes au sein du foyer ou dans des lieux informels tels qu'autour des points d'eau.

Deuxièmement, les croyances culturelles et sociales prédominantes parmi les hommes, ainsi qu'un manque de sensibilisation au sein de la communauté en générale risquent de causer une réticence des femmes à la participation. Alors que les hommes ne sont pas nécessairement ouvertement hostiles à une participation des femmes, ils pourraient cependant résister au changement tout simplement parce qu'ils ne se rendent pas compte et n'apprécient pas les bénéfices potentiels d'une participation libre et ouverte des femmes. De nombreux hommes pensent représenter efficacement les besoins de leur famille et de nombreuses femmes sont susceptibles de renforcer cette perception.

Malheureusement, ces croyances sont un obstacle au rôle essentiel, aux connaissances uniques et à la vision des femmes en matière de gestion équitable et efficace des ressources en eau⁹. La question de la participation des femmes est souvent présentée aux hommes comme étant importante uniquement en raison du sexe, c'est-à-dire que la pratique insiste sur un idéal normatif selon lequel les hommes et les femmes devraient tous participer à des projets, mais sans appréciation réelle des avantages découlant d'une participation égale et équitable. Ainsi, il est recommandé aux équipes du projet d'accorder une attention particulière à la valeur ajoutée de la participation des femmes au projet, puisque ce sont des acteurs importantes de l'utilisation et de la gestion de l'eau.

La situation socioéconomique des femmes constitue un autre obstacle à une prise en compte totale de leur voix et de leur participation. Les enjeux liés à la participation et au niveau d'accès des hommes et femmes ayant un statut socioéconomique plus élevé diffèrent de ceux des hommes et femmes les plus pauvres. Lors du ciblage des différentes parties-prenantes, il convient donc de distinguer les pauvres, les élites riches et les femmes pauvres. Les femmes pauvres constituent le groupe le plus vulnérable et le moins capable de représenter ses propres besoins et préférences. L'équipe du projet devra donc faire un effort concerté pour tenir compte des moyens sociaux et économiques des parties prenantes afin de veiller à l'inclusion des voix et à la participation des femmes les plus pauvres.

ENCADRÉ 10

LA PARTICIPATION DES FEMMES AU PROJET D'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET D'ASSAINISSEMENT DE L'ENVIRONNEMENT EN MILIEU RURAL DE L'INDE (SWAJAL) (P064981)

Le projet SWAJAL est un modèle de lien direct entre l'inclusion du rôle des femmes et de leur participation et les résultats du projet. L'une de ses composantes, à savoir « les initiatives de développement des femmes », visait à promouvoir le rôle et la participation des femmes par cinq activités clés :

- La promotion de la représentation des femmes dans des comités villageois de l'eau et de l'assainissement
- L'offre de formation des femmes en alphabétisation et gestion
- Le ciblage des femmes en matière d'hygiène et d'assainissement de l'environnement
- La création de groupes de solidarité pour permettre aux femmes d'accéder au crédit
- Le recrutement de femmes comme personnels d'entretien des villages

Celles-ci ont produit d'importants résultats, en termes d'autonomisation des communautés et des parties prenantes femmes en leur permettant de devenir les décideurs et gestionnaires des dispositifs d'infrastructure du projet.

À travers ce projet, les femmes des régions de l'Uttar Pradesh et de l'Uttaranchal ont également adopté un outil de suivi communautaire dénommé *Healthy Home Survey* (Enquête pour un habitat sain). Celui-ci permet un suivi de l'hygiène personnelle, du foyer et de l'environnement et de promouvoir une évolution des comportements. Les femmes ont créé environ 1 045 groupes de solidarité dans l'Uttaranchal et 504 groupes dans l'Uttar Pradesh. Dans le cadre du plan d'action pour l'émancipation économique des femmes, celles des villages de Swajal ont employé leurs nouvelles compétences et expériences acquises dans les groupes de solidarité pour créer des micro-entreprises.

Source: Banque mondiale, ICR du Projet d'approvisionnement en eau et d'assainissement de l'environnement en milieu rural de l'Uttar Pradesh et de l'Uttaranchal (2003)

⁹ FIDA. *Renforcement de l'égalité de genre*.

Élaborer une stratégie pour améliorer la participation des femmes

1. INDICATEURS DE PROJET POUR UNE PARTICIPATION SENSIBLE AU GENRE

Plusieurs indicateurs, dont bon nombre d'indicateurs du projet ou de composantes peuvent être utilisés pour déterminer le niveau de prise en compte du genre pour la participation aux activités et investissements relatifs à la gestion de l'eau. Ces indicateurs examinent la situation des femmes par rapport à celle des hommes pour garantir une évaluation plus précise et éviter que le projet ne devienne partial en faveur des femmes. Ils peuvent être considérés comme paramètres susceptibles de guider la promotion de la participation des usagers femmes dans la prise de décisions relatives à l'eau (Voir en Annexe II pour des modèles d'indicateurs).

2. ASSURER LE SUIVI DE LA QUALITÉ DE LA PARTICIPATION DES FEMMES

Une bonne compréhension de la qualité de la participation des femmes va au-delà des indicateurs quantitatifs. S'il importe de suivre ces derniers, les questions de suivi additionnelles présentées ci-dessous peuvent contribuer à réunir des données plus pertinentes et nuancées, susceptibles d'informer diverses stratégies de réorientation et de garantir des normes élevées en termes de participation des femmes tout au long du projet.

- Les femmes participent-elles aux discussions tout en donnant leur opinion ?
- Les besoins des femmes sont-ils formulés ?
- Les femmes participant aux discussions sont-elles représentatives des différents groupes socioéconomiques ?
- La contribution des femmes est-elle suffisamment prise en compte dans le processus de prise des décisions ?

ENCADRÉ 11

AVOIR UNE VOIX, MAIS AUCUNE INFLUENCE

L'influence des femmes dans le processus décisionnel au cours de la mise en œuvre du projet affecte, en définitive, les bénéfices et résultats du projet. Pourtant, dans de nombreux cas, la perspective des femmes est entendue, mais n'est pas prise en compte. Si des exemples positifs de participation des femmes dans les communautés et comités d'usagers de l'eau et de l'assainissement (CUEA) existent, celles-ci éprouvent encore des difficultés à influencer les décisions.

Dans un projet d'approvisionnement en eau et d'assainissement au Népal par exemple, une femme membre du comité d'usagers de l'eau et de l'assainissement (CUES) a proposé d'installer un puits tubulaire près de la maison d'un vieil homme pour lui faciliter l'accès à l'eau, mais sa recommandation n'a pas

été prise en compte par les membres du comité, et cela, malgré le caractère pratique de la suggestion.

Dans la même communauté, une autre femme, sur la base de son expérience positive acquise avec la banque Chimeki (un établissement d'épargne et de crédit dédié aux femmes), a suggéré de percevoir 15 roupies népalais pour les services d'opération et de maintenance (O&M) des sources d'eau et des installations sanitaires, le CUEA a préféré fixer un tarif de 10 roupies. Le manque d'influence dans la prise des décisions illustré dans ces deux cas peut limiter les bénéfices que les femmes pourraient apporter à un projet et aux membres de leur communauté.

Source: Water Aid, Seen but not Heard? A Review of the Effectiveness of Gender Approaches in Water and Sanitation Service Provision (2009).

3. PROMOUVOIR L'IDENTITÉ COLLECTIVE POUR ENCOURAGER LA PARTICIPATION ET L'AUTONOMISATION DES FEMMES

Dans des projets qui remettent en question le rôle traditionnel des hommes et des femmes, par exemple à travers des réformes de l'utilisation et de la participation dans le secteur de l'eau – le renforcement de l'identité collective des femmes pour favoriser leur confiance en soi, ainsi que pour éviter toute désapprobation de la part de la société, peut contribuer à un changement durable. Ceci peut également faire évoluer la perception qu'ont les hommes des aptitudes des femmes et accroître le pouvoir de négociation des femmes au sein du ménage. Des formations pour acquérir des compétences en présentation et négociation et sur la création et la gestion d'organisations communautaires de femmes sont également importantes. Ces compétences aident les femmes à se sentir mieux préparées et davantage aptes à participer pleinement comme membres des institutions locales de gouvernance.

Le plaidoyer pour la voix et la participation des femmes peut être en partie institutionnalisé par la mise en place de réseaux et d'alliances avec des organisations et institutions locales. Au lieu de considérer les femmes comme des bénéficiaires passives, les interventions des projets doivent mettre l'accent sur leur rôle d'agent du changement et les encourager. Le recours aux processus participatifs de planification afin de garantir l'expression équitable des idées des hommes et des femmes sera utile, en ciblant l'opinion des femmes sur les questions d'utilisation domestique de l'eau, d'irrigation, d'accès aux sources d'eau, de technologie et d'administration des services d'eau ; par ailleurs, les spécialistes du genre des ONG locales, des universités ou d'autres instituts de recherche peuvent également contribuer à une amélioration de la participation des femmes. Les connaissances des ONG locales et leurs motivations pour améliorer la participation des parties prenantes peuvent aider les équipes du projet à exploiter les voies les plus efficaces de consultation des femmes, en déterminant, par exemple, s'il vaut mieux organiser des réunions en groupes séparés ou mixtes.



ENCOURAGER LA PARTICIPATION DES FEMMES DANS DES ASSOCIATIONS D'USAGERS DE L'EAU (AUE)

Les AUE prennent une place de plus en plus importante en tant que forums publics d'implication des femmes usagers de l'eau. Dans le cadre des efforts visant à améliorer la représentation et la participation des femmes à la gouvernance de l'eau et aux programmes d'irrigation, des dizaines de milliers d'AUE ont été créées dans des communautés du monde entier.

Ces associations sont conçues comme organes démocratiques redevables aux parties prenantes qui en élisent les représentants. La difficulté posée par ces associations est que ces dernières reflètent souvent les déséquilibres existants dans les systèmes politiques et sociaux dans lesquels elles s'inscrivent, car la dynamique des pouvoirs internes entre leurs membres joue un rôle clé dans l'accès et la répartition de bénéfices tels que les ressources en eau et en terres, ainsi que l'accès au crédit.

Une analyse transnationale montre que plusieurs facteurs limitent l'inclusion, et donc la participation des femmes dans les AUE. En voici quelques exemples :

- Les critères d'adhésion aux AUE nouvellement créées, par exemple au Bhoutan, en République démocratique populaire lao et en Tanzanie, sont basés sur les contributions de main d'œuvre pour la construction, l'opération et la maintenance des systèmes d'irrigation. Même lorsque les femmes participent à ces activités, elles sont plus souvent remplacées par des hommes de leur famille comme membres des AUE.
- La plupart des statuts réglementaires des AUE limite l'adhésion aux détenteurs de titres de propriété travaillant à temps plein dans une unité de production agricole. Les propriétaires fonciers sont souvent des hommes, par exemple au Moyen-Orient et dans certaines parties d'Asie du Sud.
- En raison des lacunes en termes de communication publique, les femmes ont souvent peu d'informations sur les activités des AUE et sur leurs droits en tant que membres.
- Les bailleurs de fonds, ainsi que d'autres organisations qui soutiennent la création d'AUE, sont susceptibles de ne pas connaître les obstacles à la participation

des femmes dans ces associations et la valeur de la contribution de celles-ci aux décisions relatives à la gestion des ressources en eau.

Il importe que les équipes du projet examinent ces possibilités afin de s'assurer que les initiatives de développement telles que les AUE donnent des résultats équitables pour les hommes et les femmes. En dépit des données probantes issues de nombreux pays tels que l'Inde, la République démocratique populaire lao, le Népal, le Pakistan et le Sri Lanka, qui montrent que la participation des femmes aux AUE est souvent inférieure à celle des hommes, de fausses perceptions persistent selon lesquelles les femmes participent à ces associations plus qu'elles ne le font en réalité.

L'application des mesures suivantes pourrait améliorer la participation des femmes aux AUE :

- ✓ Ensure project teams include women in suitable positions who are able to add women members to the WUA and can communicate well with them and with project beneficiaries.
- ✓ Assurer que les équipes du projet comprennent des femmes occupant des postes pertinents pour permettre d'ajouter des femmes dans les AUE et de maintenir un bon niveau de communication avec elles, ainsi qu'avec les bénéficiaires du projet.
- ✓ Instaurer un quota minimum de membres femmes dans les AUE pour leur permettre de participer aux processus de décisions.
- ✓ Fixer des cotisations légèrement inférieures pour les femmes afin de favoriser leur adhésion aux AUE.
- ✓ Ouvrir l'adhésion aux AUE aux usagers qui utilisent l'eau à des fins autres que l'irrigation (par exemple les éleveurs, les pêcheurs et les usagers à d'autres fins domestiques).
- ✓ Dans les délibérations des réunions des AUE, reconnaître et discuter publiquement des préoccupations des hommes et des femmes relatives aux usages multiples de l'eau au sein du foyer et à l'extérieur.



Adapté de : FIDA, Gender and Water: Securing Water for Improved Rural Livelihoods: The Multiple-Uses System Approach (2012).

SENSIBILISATION DU PUBLIC ET MARKETING SOCIAL





En quoi la promotion de la sensibilisation du public constitue-t-elle un appui aux projets et résultats sensibles au genre ?

Un obstacle courant à l'intégration de la question du genre est le niveau limité de compréhension, de la part du public, de la valeur et des bénéfices liés à la prise en compte des besoins et des connaissances des hommes comme des femmes, ainsi que de l'importance de leur participation dans le processus décisionnel. Ceci engendre trois problèmes majeurs auxquels sont confrontées les équipes du projet :

1. Les acteurs locaux — du ministère aux ménages — qui ne comprennent pas l'intérêt de traiter la marginalisation des femmes dans le processus décisionnel et en matière d'accès à l'eau peuvent résister aux activités et initiatives visant l'égalité des sexes.
2. Les messages sensibles au genre entravés par une communication inefficace n'atteindront pas le public visé.
3. Les hommes et les femmes pouvant percevoir différemment le message préconisant une évolution des comportements, il est d'une importance capitale que celui-ci soit adapté à leurs intérêts et préoccupations spécifiques.

Pour répondre à ces trois difficultés, les équipes du projet doivent prendre en considération les mesures suivantes :

1. MOBILISER LE SOUTIEN DU PUBLIC POUR L'INTÉGRATION DU GENRE

La solution clé au manque de reconnaissance et à l'ignorance des préoccupations des femmes est de formuler des messages stratégiques liant leur participation et contribution aux réussites démontrées en matière de développement grâce à une conception des projets sensible au genre. Voici quelques exemples de ces messages :

- **Expliquer comment une gouvernance des ressources collective impliquant aussi bien les hommes que les femmes est associée à des résultats positifs à l'échelle microéconomique comme macroéconomique.** Dans le cadre du programme de la Banque mondiale sur les moyens de subsistance et le développement économique à Aceh-Nias (P110635), la raison justifiant un soutien à la création d'associations d'usagers de l'eau composées d'hommes et de femmes était que cela faciliterait des décisions plus éclairées en assurant par conséquent une distribution de l'eau plus équitable et efficace. Cela entraînerait une hausse des rendements agricoles, contribuant ainsi à une amélioration de la sécurité alimentaire et à la réduction de la pauvreté des ménages.
- **Expliquer comment la participation des hommes et des femmes aux activités économiques productives contribue à la sécurité des moyens de subsistance et à la stabilité financière.** Dans le programme régional de l'Afrique de l'Ouest sur la pêche, l'équipe de la Banque mondiale a montré aux communautés bénéficiaires du Sénégal comment la participation des femmes augmenterait la valeur du secteur de la pêche, avec des effets positifs sur les moyens de subsistance au profit de leur ménage comme de leur communauté.
- **Expliquer comment de petits investissements dans les infrastructures et les ménages répondant aux besoins des hommes et des femmes contribuent à un statut social plus élevé.** Dans le projet de la Banque mondiale de déploiement des interventions d'assainissement au Vietnam (P152693), l'équipe a montré aux parties prenantes locales comment des latrines privées reflétaient le statut du ménage, suscitant ainsi le soutien et l'intérêt du public pour les initiatives d'investissement en matière de sanitaires au niveau des ménages.
- **Expliquer comment les investissements relatifs à l'eau qui améliorent la sécurité physique des filles et des femmes peuvent également contribuer aux campagnes pour la justice sociale et contre la violence liée au genre.** Dans le cadre de l'assistance technique (AT) pour la mise en œuvre d'un projet d'élaboration de politique nationale de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène en Papouasie-Nouvelle-Guinée (P144823), l'équipe chargée du projet s'est rendu compte que tous leurs homologues des entités publiques d'intervention n'avaient pas une bonne compréhension des liens existant entre l'eau, l'assainissement et les questions

de genre. Au même moment, des manifestations publiques ont vu le jour contre la violence liée au genre et en soutien aux activités de sensibilisation et aux actions en faveur de la sécurité des femmes. L'équipe a saisi cette occasion pour établir le lien entre la préoccupation de leurs homologues concernant la sécurité de leurs mères, sœurs, femmes et filles (qui participaient également aux manifestations) et l'importance du traitement de la question des risques auxquels les femmes sont exposées dans la conception du projet d'approvisionnement en eau et d'assainissement. Grâce à cette approche, l'équipe est parvenue à soulever la question et à sensibiliser les hommes au manque de sécurité auquel les femmes sont confrontées en Papouasie-Nouvelle-Guinée.

En outre, l'équipe du projet a diffusé des données issues des recherches entreprises localement et montrant comment les activités quotidiennes telles que la collecte de l'eau dans des endroits éloignés, la défécation en plein air loin de l'habitation et l'utilisation des latrines éloignées exposaient les femmes au harcèlement et à la violence. Un autre exemple de communication efficace : le cas d'un homme de haut rang très respecté localement, qui a bien compris ces liens et a su les expliquer clairement aux autres hommes. Ce message a suscité le soutien du responsable de la partie homologue pour des installations sanitaires et des sources d'approvisionnement en eau plus proches des habitations.

En bref, l'équipe du projet a su efficacement communiquer aux hommes que la question du genre et l'eau étaient inextricablement liées, et que ces questions touchaient leurs proches, notamment leurs femmes, leurs filles et leurs mères.

2. ÉLABORER DES STRATÉGIES DE DIFFUSION DE L'INFORMATION SENSIBLES AU GENRE

L'emploi stratégique d'un moyen de communication approprié est essentiel à la diffusion de messages efficaces à la population ciblée. Lors de la conception du projet, des plans de communication procèdent souvent à l'identification des moyens de communication appropriés tels que la radio, la télévision, les tableaux d'affichage communautaires, mais les moyens choisis par un public ciblé pour obtenir des informations peuvent évoluer au cours du projet. À titre d'exemple, à mesure que les infrastructures de technologies de l'information et de la communication, ainsi que l'accès à ces dernières s'améliore, les personnes sont susceptibles

de préférer utiliser internet et les réseaux sociaux comme source d'information plutôt que les journaux et la télévision. Afin d'en garantir l'efficacité, le choix du moyen de communication peut nécessiter une révision continue afin de s'adapter à l'évolution des besoins et intérêts.

Ce qui constitue un moyen de communication efficace peut varier non seulement selon la préférence du public mais aussi d'après les caractéristiques spécifiques du projet. La nature du projet peut nécessiter une sensibilisation par des campagnes médiatiques (de l'utilisation de haut-parleurs, à la radio, la télévision et les réseaux sociaux), des activités de résolution de problèmes (telles que la cartographie participative des ressources et les hackathons), l'emploi du théâtre populaire, des chansons et des danses pour soulever les problèmes, ainsi que des ateliers de formation. L'engagement à la prise en compte du genre ne doit pas rester superficiel dans les messages diffusés par ces communications stratégiques. Sur la base de la prise de conscience qu'elles suscitent au sein des agences publiques et des institutions locales, il est possible de constituer un groupe d'ambassadeurs pouvant assurer la promotion de stratégies sensibles au genre dans leurs organisations respectives et générer une adhésion pour des projets particuliers.

Les questions suivantes peuvent guider les actions d'intégration du genre dans des communications stratégiques. Tout au long du projet, ces questions peuvent également orienter la révision des plans et des stratégies de communication.

- Comment les hommes et les femmes obtiennent-ils les informations (dans ce cas, en ce qui concerne l'eau) ?
- Quel est le taux d'alphabétisation respectif des hommes et des femmes au sein de la population cible ?
- Quelles sont les langues parlées par les hommes et les femmes ?
- Y a-t-il des changements observés ou prévus dans la façon dont les hommes et les femmes obtiennent des informations sur l'eau ?
- Les publics hommes et femmes peuvent-ils obtenir eux-mêmes les informations ou doivent-ils plutôt compter sur autrui ?
- Le projet aura-t-il un impact sur la manière dont les personnes obtiennent des informations sur l'eau, par



exemple, à travers de nouveaux investissements ? Si oui, la stratégie de communication permet-elle de garantir au public un accès aux informations et d'être correctement informé ?

3. ADAPTER LES MESSAGES AUX PRÉOCCUPATIONS ET RÔLES DES HOMMES ET DES FEMMES

Les messages qui tiennent compte de la question du genre sont d'une importance capitale pour susciter l'évolution des comportements souhaitée. Du fait de leur rôle et priorités différents au sein de leur ménage et dans leur communauté, les hommes et les femmes bénéficiaires sont susceptibles d'obtenir les informations différemment. Les deux exemples suivants illustrent comment des messages sensibles au genre contribuent à l'obtention de résultats optimaux.

a) Communications pour promouvoir la participation des femmes

Parfois, les femmes ne participent pas aux projets en raison de l'ignorance des opportunités et des bénéfices qui y sont liés. Dans de tels cas, des efforts collectifs sont nécessaires pour informer et sensibiliser le public à l'importance de l'inclusion et de la participation des femmes. Par exemple,

dans le cadre du programme sur l'irrigation et l'utilisation de l'eau par des petits exploitants agricoles, soutenu par le Fonds international de développement agricole (FIDA) en Zambie, les troupes de théâtre locales ont diffusé des messages ciblés pour sensibiliser les hommes et les femmes du milieu rural aux questions de genre liées à l'eau, soulignant ainsi la nécessité de faire participer les femmes aux comités de gestion des systèmes d'irrigation. Ces troupes ont aussi contribué à communiquer aux communautés sur l'avantage et l'importance d'impliquer les femmes dans la gestion des AUE, ce qui a par conséquent entraîné une participation significative des femmes en tant qu'adhérentes et trésorières de la gestion des systèmes¹⁰.

b) Communications pour promouvoir une évolution des comportements en matière d'utilisation de l'eau et d'assainissement

Les groupes d'hommes et de femmes perçoivent et réagissent différemment aux changements des activités relatives à l'eau, tels que les comportements en matière d'assainissement et d'hygiène, les pratiques d'irrigation et l'utilisation de la technologie. Les bonnes pratiques montrent que l'évolution des comportements passe d'abord par la détermination par l'équipe du projet des priorités respectives de chaque groupe, et une communication efficace à l'adresse

ENCADRÉ 13

SENSIBILISATION DU PUBLIC AU YÉMEN : PARTICIPATION DES FEMMES AU PROJET DE GESTION DU BASSIN HYDRAULIQUE DE SANA'A (P064981)

Dans le but de sensibiliser le public aux risques de pénurie des eaux du bassin de Sana'a et à la conservation de l'eau destinée aux usages agricole et domestique, le Projet de Gestion de l'Eau du Bassin de Sana'a a procédé à l'identification de femmes comme agents potentiels de changement au sein des communautés participantes. Le Syndicat National des Femmes a ainsi joué un rôle déterminant en soutien à la participation des femmes à la gestion des ressources en eau au niveau communautaire. Au total, trente-sept AUE et groupes

dirigés par les femmes ont été créés pour promouvoir une meilleure compréhension de la situation critique des eaux souterraines du bassin. Grâce au partage des informations sur la conservation et l'utilisation efficace de l'eau avec les communautés touchées, cette compréhension par la communauté a entraîné une utilisation plus raisonnée de l'eau.

Source: Banque mondiale, ICR du Projet de gestion du bassin hydraulique de Sana'a (2010).

¹⁰ FIDA. 2000a. IFAD's Gender Strengthening Programme in Eastern and Southern Africa: Field Diagnostic Study, Zambia. Rome : FIDA.



de chaque public montrant comment l'évolution de certaines pratiques s'accorde avec ces priorités.

Par exemple, le projet sur la gestion du bassin hydraulique de Mindanao, aux Philippines, soutenu par le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE), a lieu dans la région fragile d'une forêt de nuages¹¹ où un lac utilisé pour la production de l'électricité s'était envasé à cause de la déforestation et l'érosion des sols. Le suivi du processus de perte et de récupération du sol s'est fait avec l'implication des institutions locales.

En premier lieu, le projet a invité de jeunes hommes à surveiller les ressources en eau pour déterminer si les techniques employées pour la conservation des sols réduisaient l'envasement. Le suivi des hommes présentait toutefois des irrégularités. Des agricultrices ont été ensuite chargées du suivi, mais une fois de plus, sans grand succès. Le projet a alors établi que les femmes étaient plus préoccupées par les questions liées à la santé qu'à la perte des sols. En découvrant les effets de la qualité de l'eau sur la santé de leurs familles, le projet s'est élargi pour détecter la présence de la bactérie *E. coli*. L'intérêt des femmes et leur participation au projet s'est accru et, par conséquent, elles se sont davantage impliquées dans les activités relatives à

l'environnement. En fin de compte, l'implication collective de la communauté a contribué à des résultats positifs en termes de développement grâce à une utilisation accrue des techniques de conservation des sols par les hommes et les femmes agriculteurs (GWA et PNUD, 2006).

Les hommes et les femmes influencent différemment les comportements sociaux, et par conséquent l'évolution des comportements. C'est pourquoi les messages de marketing social doivent, autant que possible, porter aussi bien sur les hommes que sur les femmes. En Indonésie, on a montré des messages tirés des matériels de marketing social illustrant une mère qui apprenait à ses cinq enfants à se laver les mains au savon. Les femmes ont réagi en déclarant : « Nous avons également besoin d'un homme sur l'image ; ce sont les hommes qui posent problème, car ils ne se lavent pas les mains, et nous ne pouvons pas leur dire de le faire. Les enfants feront comme leur père » et « Où est le père ? C'est une mère célibataire ? ». En dépit de bonnes intentions consistant à mettre en évidence les femmes, les messages centrés sur les rôles et comportements féminins qui excluent littéralement les hommes peuvent se révéler inefficaces¹².

¹¹ Les forêts de nuage sont généralement des forêts tropicales de montagne, humides caractérisées par une couverture nuageuse persistante, fréquente ou saisonnière.

¹² Yunita Wahyuningrum. *Pre-testing of Hand Washing with Soap (HWS) Communications Materials. Rapport. Water and Sanitation Program. Pas de date.*

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS ET DÉVELOPPEMENT ORGANISATIONNEL





Pourquoi faut-il améliorer les capacités dans une programmation sensible au genre ?

Les exigences d'une programmation sensible au genre vont au-delà du simple nombre des femmes présentes à une réunion du conseil de développement des services de l'eau ou de responsables femmes travaillant dans une compagnie des eaux. La pérennité d'un système de gouvernance des services de l'eau sensible au genre dépend de la qualité d'une participation et d'une représentation équitable des hommes et des femmes. Cette qualité de la participation des hommes et des femmes et de leurs contributions à la réalisation des résultats du projet ne peut être effective qu'à travers l'intégration d'une composante relative aux capacités renforcées dans un ensemble de parties prenantes clés.

Pour y parvenir, les capacités des équipes du projet, celles des institutions et organisations locales, ainsi que des parties prenantes individuelles (c'est-à-dire les femmes bénéficiaires) devront être renforcées. Voici quelques lignes-directrices simples afin d'évaluer les capacités, ainsi que des points de départ pour combler les lacunes potentielles.

1. CAPACITÉS DE L'ÉQUIPE DU PROJET EN MATIÈRE DE GENRE

Le manque de connaissances pratiques sur la question du genre parmi les membres des équipes du projet peut s'avérer doublement problématique. Premièrement, si l'équipe du projet n'a pas les connaissances internes sur la portée des problèmes liés au genre dans les zones du projet, ses membres ne seront pas à l'aise pour aborder les questions de genre avec le client. Tout malaise est susceptible d'être exacerbé par des hésitations et des incompréhensions si l'équipe doute de la pertinence culturelle de ces questions pendant la phase de préparation du projet.

Deuxièmement, les questions de genre qui émergent pendant la mise en œuvre du projet et pour lesquelles il n'y a eu ni préparation ni mécanismes établis pour y répondre peuvent affecter la réalisation d'une composante ou les résultats de développement du projet.

Pour traiter efficacement la question du genre, les équipes du projet seront mieux préparées si elles sont munies de connaissances et d'expérience dans plusieurs domaines :

- Connaissance des réalités du pays concernant les rôles assignés respectivement aux hommes et aux femmes ;
- Expérience pratique de la mise en œuvre de stratégies en matière de genre, mise en place d'activités participatives et consultatives, et suivi et évaluation
- Expérience en matière de recherche et d'analyse du genre
- Expérience de travail dans différents secteurs

L'expérience acquise au cours des projets antérieurs montre plusieurs façons de procéder combler le manque d'expertise en matière de genre :

- **Optimiser le rôle du spécialiste en matière de protection sociale.** Une fois que le chef de l'équipe du projet mandate le spécialiste de protection sociale, ce dernier peut jouer le rôle de garant des normes requises pour des pratiques sensibles au genre. Dans le cadre du projet de la Banque mondiale sur les moyens de subsistance et le développement économique à Aceh-Nias (P110635), par exemple, le spécialiste en matière de protection sociale a été mandaté par le chef d'équipe pour intervenir directement auprès du client afin de « soulever, examiner et critiquer » les aspects pertinents du projet liés au genre. Elle a soulevé des questions auprès des autorités locales, coordonné l'activité de collecte de données sur le processus de compensation (noms, compensation, valeurs de remplacement, effets sur les moyens de subsistance), assuré le suivi du processus de compensation et ses impacts en veillant au traitement équitable des femmes.

Le spécialiste en matière de protection sociale peut également avoir des connaissances pratiques relatives au genre dans les zones du projet. Dans le cas contraire, il / elle peut compléter ses connaissances en faisant appel aux services d'un spécialiste du genre au niveau local. Le spécialiste du genre, soit sous la direction du spécialiste en protection sociale, soit de manière indépendante, peut veiller à la compréhension du contexte culturel par l'équipe du projet et peut faire une « traduction culturelle » des questions de genre qui émergeront au cours des discussions techniques entre l'équipe du projet et le client.

- **S'associer à des organisations ayant des connaissances et une expérience locales de la mise en œuvre d'initiatives sensibles au genre.**

Si les unités de gestion du projet ont des lacunes en termes d'expertise interne de la question du genre, l'équipe du projet doit tenter de solliciter les organisations locales ayant une grande expérience de travail au sein de la communauté et une bonne compréhension de son fonctionnement en la matière. La richesse de cette expertise complètera celle de l'équipe du projet et lui permettra de traiter efficacement les questions relatives au genre avec le client et les homologues, en particulier ceux qui sont réticents à une conception du projet sensible au genre.

- **Faciliter l'apprentissage sur le tas.** Outre les sources de connaissances en matière de genre mentionnées ci-dessus, l'équipe peut également utiliser de simples outils d'apprentissage disponibles en ligne. Par exemple, le renforcement des capacités en matière de gestion durable des ressources hydrauliques (Cap-Net) et l'Alliance Genre et Eau (GWA), en partenariat avec le Programme des Nations Unies pour le développement, ont élaboré un cours intitulé Why Gender Matters (L'importance du genre), qui a pour but d'initier les professionnels du secteur de l'eau aux approches d'amélioration de l'efficacité en matière d'utilisation de l'eau et de la viabilité de l'environnement sensibles au genre. Le didacticiel présente d'abord les concepts de genre et d'intégration du genre, et discute en détail de quelques sous-secteurs de l'eau : eau potable, assainissement, agriculture, environnement et changement climatique.

De plus, le didacticiel explique minutieusement les « méthodes » d'intégration du genre et fournit des références et des liens vers les manuels, outils, centres de ressource et études de cas pertinents. Des documents supplémentaires destinés à l'auto-formation et adaptés aux différents secteurs de l'eau sont disponibles en Annexe IV.

2. RENFORCER LES CAPACITÉS DES INSTITUTIONS LOCALES

Les équipes de projets travaillant avec les institutions locales tels que les services publics et les agences de réglementation peuvent apprécier le niveau d'intégration de la question du genre en examinant leur programme de travail et leur culture professionnelle en la matière.

L'Annexe III propose des questions pertinentes afin d'identifier les lacunes en termes de capacités, ainsi que des mesures et des activités pour combler ces dernières (GWA et PNUD 2006, 140–1).

Les organisations locales dirigées par des femmes peuvent constituer une ressource importante pour parer au manque de capacités en matière de genre dans les institutions locales des eaux. Au Vietnam, le Syndicat des Femmes est souvent impliqué dans les investissements de la Banque mondiale dans ce pays, les bailleurs de fonds et la population locale le percevant comme responsable et efficace pour l'implication des femmes et l'identification et la défense de leurs besoins.

Lorsque les capacités internes en ressources humaines ne sont pas suffisantes pour répondre à la demande, le projet peut envisager de financer la création de nouveaux postes. Dans le cadre du projet de la Banque de déploiement des interventions d'assainissement (P152693), le Syndicat des Femmes au Vietnam n'avait pas suffisamment de personnel pour traiter des questions de genre au niveau de la communauté et de la commune. Le projet a donc financé la création de nouveaux postes au sein de l'organisation pour tirer parti de ses connaissances techniques et de sa bonne réputation.

3. AMÉLIORER LES CAPACITÉS PARMIS LES FEMMES BÉNÉFICIAIRES

L'expérience montre que les projets du secteur de l'eau ayant des composantes de soutien, telles que la formation sur les aspects techniques, la gestion, l'alphabétisation, le développement de la confiance en soi, les compétences en matière de leadership, l'opération et maintenance, ainsi que l'accès aux services financiers et au crédit, sont davantage susceptibles de réussir à traiter les préoccupations des femmes et à les impliquer dans les activités du projet. Il y a plusieurs points de départ pour renforcer les capacités des femmes bénéficiaires et améliorer ainsi l'ensemble des résultats de développement :

- **La formation en matière de leadership.** Si les femmes doivent jouer un rôle de leadership dans un environnement où cela n'est pas une pratique courante, la formation en leadership et le renforcement des capacités techniques doivent être incorporés dans la conception du projet pour soutenir directement cet objectif. En fait, la formation des femmes en leadership peut contribuer à réduire les inquiétudes des femmes au sujet de leur participation à la



vie publique, à condition que cette formation leur fournisse les outils nécessaires pour influencer une distribution équitable des bénéfices du projet et des résultats de développement. Cependant, pour que les femmes accèdent et conservent ces postes et rôles de leadership dans des sociétés conservatrices, l'implication des hommes et leur adhésion à ce processus de développement de leadership des femmes sont nécessaires.

- **Formation professionnelle.** Pour accroître de manière durable le niveau de prise en compte du genre dans le secteur de l'eau, deux mesures importantes nécessitent d'être prises dans l'enseignement supérieur et technique.

Premièrement, les programmes d'enseignement supérieur doivent activement recruter des femmes dans les disciplines de génie hydraulique pour créer ainsi une réserve d'expertes techniques locales au sein de sa main d'œuvre. Deuxièmement, tous programmes relatifs à l'eau dans l'enseignement supérieur et postsecondaire doivent comporter des cours sur la question du genre afin que ces sujets soient profondément ancrés dans la pensée des hommes et des femmes travaillant dans le secteur.

- **Une représentation coordonnée grâce à des ONG expérimentées dirigées par des femmes.** Les femmes de la communauté désirant participer à des projets

ENCADRÉ 14

LES BÉNÉFICES EN TERMES D'EMPLOI ET D'ÉCONOMIE SONT-ILS RÉPARTIS ÉQUITABLEMENT ENTRE LES HOMMES ET LES FEMMES ?

Les investissements dans les infrastructures et services de l'eau peuvent créer des emplois rémunérés pour les hommes comme pour les femmes. Alors qu'il convient de noter que d'un point de vue juridique, la plupart des pays protègent le droit à l'égalité des chances d'accès au travail rémunéré, souvent, cela n'est pas le cas dans la pratique. Le travail rémunéré est souvent attribué aux hommes et le travail non payé, aux femmes. Lorsque les femmes sont payées, elles sont susceptibles de l'être moins que les hommes. De telles disparités liées au genre doivent être examinées en cas d'opportunités d'emploi dans le cadre des investissements en infrastructures hydrauliques. Pour s'assurer que les hommes et les femmes profitent de ces opportunités, les deux ont besoin de formation. Ces besoins de formation, en matière de construction, et opération et maintenance, doivent être évalués séparément. La discrimination positive peut s'avérer nécessaire pour garantir la participation des femmes et contribuer ainsi à l'augmentation du nombre de femmes dans les organes de gestion, en tant qu'opératrices ou membres du personnel de diverses agences. Il convient également

d'examiner la possibilité d'une compensation pour le travail du personnel non qualifié souvent assigné aux femmes, comme par exemple le nettoyage des canaux.

Lorsque les équipes du projet réfléchissent à la validation des investissements de renforcement des capacités, elles peuvent également envisager l'intérêt d'un travail rémunéré pour les femmes :

- Génération de revenus et création d'emplois décents
- Formation technique sur le tas pour une représentation accrue des usagers de l'eau (hommes et femmes)
- Assurance de services plus accessibles à tous les groupes d'usagers (hommes et femmes)
- Meilleure visibilité et reconnaissance des contributions des femmes
- Participation accrue des femmes dans la prise des décisions et amélioration de leurs moyens de subsistance.

Source: Interviews avec des membres de l'équipe du projet

relatifs à l'eau peuvent faire face à plusieurs problèmes de capacités : des connaissances limitées des droits des citoyens (notamment le droit au travail rémunéré - voir l'Encadré 13) ; une mauvaise compréhension des besoins du groupe et du pouvoir de l'action collective ; un manque de confiance en soi dans un environnement dominé par les hommes. Les ONG dirigées par des femmes sont un point de départ important pour répondre à ces problèmes et améliorer la capacité individuelle des femmes à s'impliquer véritablement. Lorsqu'un projet cherche à faire évoluer les rôles traditionnels liés au genre et les comportements, par exemple dans la participation à la politique publique ou les activités liées à l'utilisation de l'eau, il est d'une

importance capitale de créer des liens avec des ONG de femmes bien établies au niveau local, et particulièrement avec les femmes de la communauté. Lorsque les femmes sont susceptibles d'être réservées, les ONG peuvent contribuer à développer leur identité collective, renforcer leur niveau de confiance en soi et les protéger de toute pénalisation pour transgression des normes sociales. L'appui d'organisations de femmes établies et respectées peut également contribuer à l'évolution de la perception des capacités des femmes par les hommes et renforcer leur pouvoir de négociation dans les situations nécessitant ce type de compétence.

ENCADRÉ 15

BONNE PRATIQUE DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DANS LE PROJET DE DÉVELOPPEMENT DE L'AGRICULTURE PLUVIALE AU MAROC (P069124)

Le Projet du développement de l'agriculture pluviale au Maroc a démontré de bonnes pratiques pour la réalisation de l'analyse sociale et dans l'impact de cette dernière sur l'approche et la conception du projet. L'analyse sociale avait un double objectif : il convenait avant tout d'identifier les causes de la pauvreté et de faire ensuite une évaluation minutieuse du rôle des femmes dans la communauté et dans la production agricole. L'étude a permis de bien évaluer les aspects spécifiques du rôle des femmes, ainsi que leur marginalisation à cause d'un niveau d'études inférieur, de limitations en termes de droits fonciers, de leur pouvoir limité dans la prise de décisions au niveau du ménage, etc. Dans l'ensemble, l'analyse a montré que dans le cadre du projet, les femmes et les ménages ayant une femme à leur tête, constituaient les groupes les plus vulnérables mais qu'elles pouvaient aussi participer à l'apport de solutions.

Par conséquent, le projet a, d'une manière proactive et cohérente, cherché des indicateurs et aspects reflétant

au mieux les besoins des femmes, et les impacts potentiels du projet sur ces dernières. Des mesures de conception appropriées ont été mises en place pour aider les femmes à faire entendre leur voix au cours du processus diagnostique et décisionnel. La composante du projet relative au « renforcement des capacités au niveau local » a mis l'accent sur l'élaboration de programmes au niveau local, et des « animateurs » hommes et femmes ont été recrutés en soutien aux activités participatives de programmation au niveau local. Le projet a également reconnu que l'organisation des communautés affectées par le projet impliquait également la participation des femmes en tant qu'actrices clés dans la perspective de continuité de la production agricole. Tout programme ou intervention de renforcement des capacités s'appuyait sur une analyse spécifique du rôle des femmes dans la prise de décisions et dans la gestion des ressources en l'absence des hommes, le temps et le volume de travail qui leur sont alloués, le niveau de stratification, etc.

Source: Banque mondiale, ICR pour le Projet de Développement de l'agriculture pluviale, 2012.

ANNEXE I.

**QUEL EST
LE RAPPORT
ENTRE LE
GENRE ET MON
TRAVAIL DANS
LE SECTEUR DE
L'EAU ?**

L'étude de la Banque mondiale réalisée en 2006 sur l'intégration du genre dans la gestion des ressources en eau (*Gender Mainstreaming in Water Resource Management*) présente un cadre pour aider les équipes de projets à concevoir la pertinence de la question du genre dans les sous-secteurs de l'eau respectifs dans lesquels elles interviennent. D'après cette étude, certains sous-secteurs sont simplement caractérisés par des investissements plus localisés, et plus l'investissement est local, plus le projet est proche des bénéficiaires locaux, qui sont des hommes et des femmes aux priorités et préoccupations différentes.

Ce cadre, résumé dans la Figure 3, illustre de façon générale si les impacts en termes de genre ont un niveau de pertinence faible (F), moyen (M), ou élevé (E) pour un investissement dans un sous-secteur donné. Alors que l'axe X représente le « niveau de gestion », l'axe Y illustre le « niveau d'intrant technique ». Le secteur est divisé en quatre sous-groupes différents :

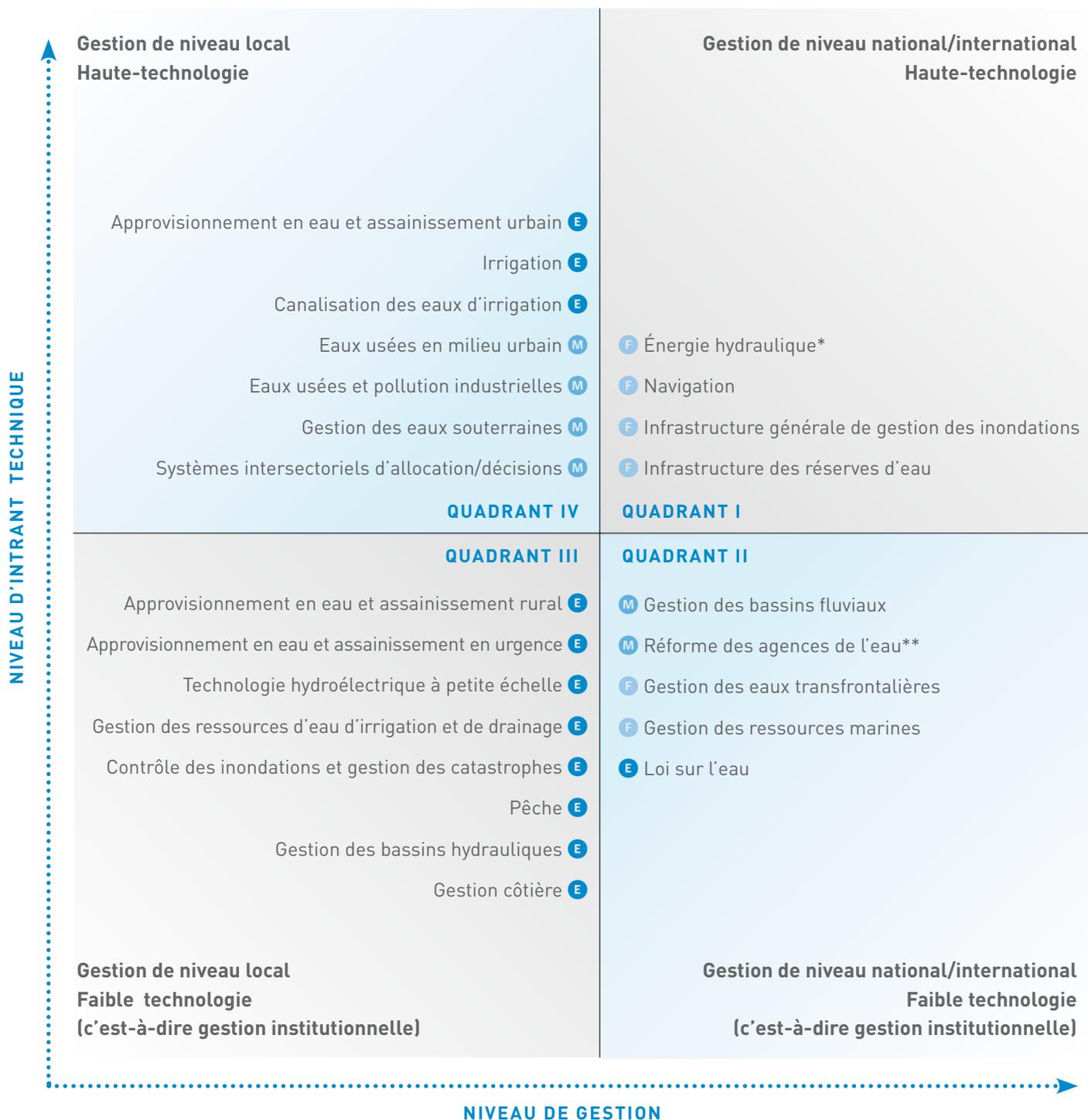
- Quadrant I:** Gestion de niveau national/international et haute-technologie
- Quadrant II:** Gestion de niveau national/international et faible technologie
- Quadrant III:** Gestion de niveau local et faible technologie
- Quadrant IV:** Gestion de niveau local et haute-technologie

Les sous-secteurs des Quadrants III et IV correspondent à des investissements de projets au niveau local davantage susceptibles de produire des impacts en termes de genre ; cela doit être pris en compte dans la conception et la mise en œuvre du projet. En revanche, les projets des sous-secteurs des Quadrants I et II sont généralement considérés comme étant « plus éloignés de la population », leur gestion se faisant davantage aux niveaux national et international, du bassin hydraulique ou transfrontalier. Ce type de projets n'est toutefois pas nécessairement « neutre sur le plan du genre », car ces projets peuvent comporter des activités au niveau local (par exemple, un projet de gestion du bassin hydraulique peut inclure une composante sur la création d'associations locales des usagers de l'eau). En outre, chaque composante du projet aura des retombées – par exemple, les politiques nationales et internationales et les réformes de la gouvernance auront un impact sur les institutions locales et leurs bénéficiaires.

Pour réfléchir à leurs projets à la lumière de ces quadrants, et par conséquent l'application de l'aspect du genre, les équipes de projets doivent examiner séparément toutes les composantes des sous-secteurs du projet et anticiper les impacts secondaires et tertiaires en termes de genre des investissements à tous les niveaux.



FIGURE 3 : GENRE ET SOUS-SECTEURS DE L'EAU



Source : Kuriakose et al., *Gender Mainstreaming in Water Resource Management* (2006); p. 26.

Remarques : La pertinence des impacts en termes de genre des investissements dans les sous-secteurs particuliers est classée comme étant faible (F), moyenne (M), ou élevée (E).

* À l'exception des cas de réinstallation relative au genre.

** À l'exception du recrutement de personnel féminin et des questions de tarif de l'eau.



ANNEXE II.
INDICATEURS
PROPOSÉS
POUR UN SUIVI
& ÉVALUATION
SENSIBLE AU
GENRE

ACCÈS AUX SERVICES

- Nombre et pourcentage d'hommes et de femmes vivant dans un rayon d'1,5 km d'une source d'eau améliorée en milieu rural
- Nombre et pourcentage d'hommes et de femmes vivant dans un rayon d'1 km d'une source d'eau améliorée en milieu urbain
- Taux de distribution équitable en matière d'approvisionnement en eau et d'assainissement et pourcentage de population raccordée et non raccordée au réseau
- Nombre et pourcentage des hommes et des femmes ayant accès à des installations sanitaires améliorées près de leur habitation
- Nombre et pourcentage des écoles ayant des toilettes et latrines séparées pour les garçons et filles (ratio des filles et des garçons par toilettes)
- Ratio des toilettes pour filles et pour garçons dans des écoles primaires et / ou élémentaires
- Ratio des toilettes et des lavabos pour les hommes et les femmes par ménage
- Nombre et pourcentage des hommes et des femmes ayant accès à un lavabo
- Amélioration de la sécurité et équité en matière d'approvisionnement en eau pour les agriculteurs pauvres, les femmes et les groupes défavorisés
- Accès à l'eau pour les agricultrices aux fins de production agricole au niveau de la ferme

UTILISATION EFFICACE DES SERVICES

- Nombre d'hommes et de femmes utilisant les toilettes ou les latrines
- Nombre d'hommes et de femmes se lavant les mains au bon moment (après être allé aux toilettes, avant de manger)
- Nombre d'hommes et de femmes utilisant des ressources en eau améliorées
- Pourcentage d'hommes et de femmes formés en gestion des systèmes

ÉCONOMIE DE TEMPS

- Nombre d'heures consacrées (dans un jour ou une semaine) par les femmes et les hommes pour avoir accès aux services d'approvisionnement en eau et d'assainissement (collecte de l'eau, purification et accès aux installations sanitaires)
- Pourcentage des femmes et des hommes dans un rayon de X km de la source d'eau et d'assainissement (se référer aux cibles définies au niveau national pour les zones urbaine et rurale)
- Distance couverte par les hommes et les femmes (données ventilées) pour la collecte d'eau potable
- Temps consacré au soin des enfants et adultes ayant des maladies hydriques

ACCESSIBILITÉ FINANCIÈRE

- Pourcentage des revenus dépensés par les hommes et les femmes pour avoir accès à l'eau au sein des différentes zones du projet
- Pourcentage des ménages investissant dans des installations sanitaires
- Coûts partagés entre hommes et femmes pour obtenir l'eau potable

PARTICIPATION

- Nombre d'hommes et de femmes impliqués dans des activités de promotion de l'hygiène
- Ratio hommes / femmes ayant bénéficié d'une formation sanitaire
- Pourcentage de femmes bénéficiaires d'une composante particulière du projet (par exemple, création d'un fonds pour les groupes vulnérables ou d'un régime communautaire de prêt pour les activités génératrices de revenu), d'un projet tout entier ou les deux
- Nombre d'hommes et de femmes formés à la construction, l'opération et maintenance de nouvelles installations ou systèmes d'approvisionnement en eau construits dans le cadre du projet
- Nombre des initiatives d'apprentissage mutuel ou de programmes de formation pour les personnes affectées par le projet intégrant la participation des femmes
- Pourcentage en termes d'augmentation de la demande de travail (rémunéré) pour les femmes grâce au projet
- Nombre des femmes ayant accès à, et pouvant contrôler, des entreprises qui dépendent de l'eau

VOIX DANS LA PRISE DE DÉCISIONS ET GOUVERNANCE

- Ratio des contributions des hommes et des femmes (par exemple, le temps accordé à chaque orateur) dans des réunions de prise de décisions
- Nombre/pourcentage de la représentation des femmes, y compris dans les rôles de leadership, dans les conseils communautaires de développement des services de l'eau ou les associations d'usagers de l'eau
- Nombre/pourcentage d'hommes et de femmes représentés dans des postes de techniciens ou de gestionnaires politiques et/ou opérationnels des agences de l'eau
- Pourcentage d'hommes et de femmes impliqués dans l'initiation, la localisation, la mise en œuvre et l'utilisation des activités d'opération et maintenance dans les services d'eau et d'assainissement
- Nombre/pourcentage des femmes engagées comme animatrices pour la bonne gouvernance des programmes locaux de développement des services de l'eau
- Pourcentage de femmes occupant un emploi dans le secteur de l'eau, par exemple dans la compagnie des eaux ou un ministère donné
- Nombre/pourcentage des décisions adoptées dans des réunions suite à une contribution importante des femmes
- Nombre des politiques et stratégies diffusées avec une contribution importante des femmes
- Nombre de politiques sensibles au genre aux niveaux national et sectoriel
- Nombre de politiques en matière de genre au sein des agences impliquées dans le développement sectoriel

REVENU

- Pourcentage des augmentations du revenu des hommes et des femmes dues à une utilisation productive de l'eau
- Amélioration des compétences pratiques des femmes (telles que la communication et la négociation), sur la base des indicateurs démographiques et de santé (de même, une évaluation qualitative difficile à vérifier)

BÉNÉFICES EN TERMES DE SANTÉ

- Taux de morbidité et mortalité des enfants de moins de 5 ans
- Réduction des cas de décès parmi les hommes et les femmes en raison de maladies hydriques, par âge
- Réduction des cas de maladies hydriques parmi les hommes et les femmes, par âge.



Pour des conseils supplémentaires en matière d'indicateurs de S&E, consulter la liste de références fournie en Annexe V.

ANNEXE III.

**ÉVALUATION ET
ACTIONS POUR LE
RENFORCEMENT
DES CAPACITÉS
RELATIVES AU
GENRE DANS LES
OPÉRATIONS**

CATÉGORIE DE LA REQUÊTE	QUESTIONS À CONSIDÉRER	ÉTAPES POUR UN CHANGEMENT ORGANISATIONNEL
CULTURE DE TRAVAIL		
<p>Politique et plans d'action Prise en compte du genre dans toutes les politiques</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Y-a-t-il une politique relative au genre ? • Quand a-t-elle été élaborée, et qui a participé à son élaboration ? • Cette politique utilise-t-elle des données ventilées par sexe ? Y a-t-il un suivi de sa mise en œuvre ? 	<ul style="list-style-type: none"> • S'il n'existe aucune politique relative au genre et s'il y a une volonté de traiter les questions d'inégalités entre les hommes et les femmes, il faut combler cette lacune en réalisant des analyses situationnelles, en définissant un « énoncé de vision » relatif au genre et en préparant une stratégie de mise en œuvre. Les orientations fournies dans le tableau ci-dessous constituent un complément d'information.¹³
<p>Influence sur la politique</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Quelle est l'attitude des hauts cadres de direction à l'égard de la question du genre ? Qui sont les leaders d'opinion formels et informels ? • Quelles sont les agences et personnes externes ayant de l'influence sur l'organisation ? • Quelles sont les organes décisionnaires ? 	<ul style="list-style-type: none"> • Déterminer quels sont les ardents défenseurs de l'égalité et l'équité entre les sexes • Impliquer tout le personnel, ainsi que les membres potentiels du personnel et les cadres de direction concernés • Créer un environnement participatif et inclusif pour l'élaboration de la politique
<p>Ressources humaines</p> <ul style="list-style-type: none"> • Personnel concerné par le genre • Tout le personnel 	<ul style="list-style-type: none"> • Y-a-t-il une unité ou un point focal chargé de la question du genre ? • Quelle sont les responsabilités respectives de cette unité ou point focal ? Quelles ressources utilise-t-il pour cela ? • Les autres membres du personnel sont-ils « sensibilisés au genre » ? • La prise en compte de la question du genre fait-elle partie du descriptif des postes ? Est-elle prise en considération dans les évaluations professionnelles ? 	<ul style="list-style-type: none"> • Avoir des TDR clairs pour les différentes unités et points focaux • Organiser la formation sur l'intégration du genre et sa promotion en tant que processus continu avec des objectifs précis pour les différentes actions • Avoir un soutien professionnel pour la promotion des activités relatives au genre • Impliquer les unités focales comme parties intégrantes des processus et programmes existants
<p>Les ressources financières et en termes de temps</p> <ul style="list-style-type: none"> • Pour les initiatives d'égalité des sexes sur le terrain • Pour les initiatives de renforcement des capacités du personnel 	<ul style="list-style-type: none"> • Y-a-t-il des financements pour le renforcement des capacités relatives au genre ? • Y-a-t-il des financements pour les activités relatives au genre sur le terrain ? 	<ul style="list-style-type: none"> • Prévoir des fonds pour le renforcement des capacités du personnel et les activités sur terrain • Prévoir du temps pour les activités au niveau opérationnel • Concevoir des indicateurs pour le suivi des progrès

¹³ D'autres conseils sur l'élaboration de politiques relatives au genre sont disponibles ici : Alliance Genre et Eau (GWA) et Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), *Resource Guide: Mainstreaming Gender in Water Management. Version 2.1. Novembre 2006 ; pp 138-140.*

CATÉGORIE DE LA REQUÊTE	QUESTIONS À CONSIDÉRER	ÉTAPES POUR UN CHANGEMENT ORGANISATIONNEL
CULTURE DE TRAVAIL		
Systemes, procédures et outils	<ul style="list-style-type: none"> • La prise en considération de la question du genre est-elle intégrée dans les systèmes et procédures quotidiens (systèmes d'information, évaluations, planification et suivi) ? • Le personnel a-t-il reçu des directives sur l'intégration du genre ? 	<ul style="list-style-type: none"> • Intégrer le genre dans les systèmes et les procédures • Mettre en place des systèmes de données ventilées par sexe • Intégrer le genre dans les TDR du personnel et les interviews • Définir des indicateurs pour le suivi des progrès de la mise en œuvre des activités sensibles au genre • Établir des listes de vérification et des lignes directrices
Statistiques sur le personnel	<ul style="list-style-type: none"> • Combien d'hommes et de femmes y a-t-il à chaque niveau de l'organisation et à travers les rôles et secteurs ? • Quelles sont les politiques d'emploi et du recrutement de l'organisation ? 	<ul style="list-style-type: none"> • Mettre en place des politiques de recrutement sensibles au genre qui ne sont pas discriminatoires, tout en tenant compte du fait que la question du genre ne se limite pas à des chiffres • Donner au personnel l'accès aux processus décisionnels
Les besoins pratiques et stratégiques des hommes et des femmes	<ul style="list-style-type: none"> • L'organisation favorise-t-elle un environnement sécurisé et pratique pour les hommes et femmes - par exemple en ce qui concerne le transport, les toilettes, la garde des enfants, la flexibilité des heures de travail ? 	<ul style="list-style-type: none"> • Évaluer l'organisation dans sa prise en compte des besoins des hommes et des femmes • Évaluer les biens de l'organisation, tels que l'équipement, les meubles, les modèles et accès aux toilettes, etc. Sont-ils adaptés pour les hommes et femmes ?
Culture organisationnelle	<ul style="list-style-type: none"> • Comment les informations circulent-elles et dans quelle mesure les hommes et les femmes sont-ils impliqués dans la chaîne de communication ? • Quelles sont les valeurs principales partagées dans l'organisation ? Favorisent-elles la promotion de l'égalité, et particulièrement l'égalité entre les sexes ? • Le processus de prise de décisions est-il centralisé ou décentralisé ? Quel est son lien avec la promotion de l'égalité entre les sexes par les décideurs ? • Quelles sont les attitudes prévalant aux différents niveaux de l'organisation à l'égard des membres du personnel hommes et femmes ? 	<ul style="list-style-type: none"> • Mettre en place une culture organisationnelle qui tienne compte de manière égale de la perspective des hommes et des femmes • Citer explicitement les engagements pris par l'organisation en matière d'égalité des sexes dans les politiques et programmes • Décentraliser le processus décisionnel pour permettre aux hommes et aux femmes de participer à ce processus au sein de l'organisation

CATÉGORIE DE LA REQUÊTE	QUESTIONS À CONSIDÉRER	ÉTAPES POUR UN CHANGEMENT ORGANISATIONNEL
CULTURE DE TRAVAIL		
Perception du personnel	<ul style="list-style-type: none"> • Comment le personnel perçoit-il le comportement vis-à-vis des femmes et de l'égalité des sexes dans l'organisation ? 	<ul style="list-style-type: none"> • Organiser des programmes de renforcement des capacités et de sensibilisation, surtout dans les cas où la notion de genre est perçue comme une exigence externe des bailleurs et pas nécessairement intégrée comme valeur au sein de l'organisation
Politiques et actions	<ul style="list-style-type: none"> • L'organisation a-t-elle des politiques d'égalité des chances ? • Quel est le contenu de ces politiques ? Accordent-elles une attention particulière aux femmes ? • Comment fait-on la promotion et la mise en œuvre de ces politiques ? 	<ul style="list-style-type: none"> • Mettre l'accent sur l'égalité dans la structure, la culture, les effectifs du personnel des organisations, ainsi que dans leurs programmes, politiques et procédures • Examiner et évaluer en continu ces politiques à travers des indicateurs sensibles au genre qui permettent de faire une évaluation détaillée



Source : Alliance Genre et Eau (GWA) et Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) *Resource Guide: Mainstreaming Gender in Water Management (2006), Version 2.1. Novembre*

ANNEXE IV.
MODÈLES DE
TERMES DE
RÉFÉRENCE
POUR LES
SPÉCIALISTES
DU GENRE DANS
LES PROJETS
DU SECTEUR DE
L'EAU

Cette section présente trois modèles de termes de référence (TDR) pour des spécialistes du genre recrutés à divers étapes du cycle du projet, à savoir : les TDR pour l'analyse du genre pendant la conception du projet ; les TDR pour l'analyse du genre pendant la phase de la mise en œuvre du projet et les TDR pour l'analyse du genre pendant la phase de suivi et évaluation. Les chefs d'équipes peuvent adapter ces TDR pour se conformer aux contextes pays dans lesquels ils travaillent.

A. Termes de référence pour l'analyse du genre pendant la préparation du projet

RESPONSABILITÉS GÉNÉRALES

Le spécialiste du genre s'assurera que la question du genre est prise en considération pendant les phases de préparation et de conception du projet. L'accent sera mis sur les aspects suivants : la collecte des données, la définition des objectifs généraux et des activités du projet, et la conception d'un projet sensible au genre

TÂCHES

1. La collecte des données

Le spécialiste s'assurera que les données sont collectées d'une manière appropriée et ventilées par sexe. Les données recueillies relatives au genre doivent être suffisantes pour informer la conception du projet et concerner entre autres les sujets suivants :

- Les politiques relatives au genre des gouvernements et des agences en général, et portant sur l'eau et l'assainissement en particulier
- Un résumé du statut et du rôle respectif des hommes et des femmes dans la zone du projet, surtout dans les activités liées à l'eau et à l'assainissement
- Les groupes communautaires et ONG existant dans la zone du projet, et le rôle joué par les hommes et les femmes dans chacun d'eux, notamment les organisations de femmes
- Expérience antérieure du gouvernement ou des agences d'exécution en matière de conception et de mise en œuvre de projets relatifs à l'eau qui sont sensibles au genre dans la zone du projet ou dans une zone semblable du pays

- Point de vue des hommes et des femmes sur les systèmes d'eau et d'assainissement au sein de la communauté

2. Planification et conception du projet

Sur la base des informations recueillies, le spécialiste travaillera en collaboration avec les membres de la communauté et le reste de l'équipe du projet pour définir les priorités et activités du projet. Un effort particulier devrait être fourni pour assurer que les résultats de l'analyse du genre sont incorporés dans le plan du projet. En particulier, le spécialiste aura pour responsabilités de :

- S'assurer que les buts, objectifs, processus et activités du projet sont sensibles au genre et qu'ils répondent aux besoins et priorités des hommes et femmes du village
- Identifier les obstacles à la participation des femmes et élaborer des stratégies visant à les réduire ou les éliminer
- Prendre des dispositions appropriées concernant le personnel et le budget pour l'implication des femmes et des hommes, notamment prévoir de recruter des femmes, particulièrement si les femmes du village ont des réticences à parler avec les hommes
- Élaborer une stratégie de formation du personnel pour l'analyse du genre (dans le cas où le personnel n'a pas encore été formé) et identifier les besoins communautaires de formation en ce qui concerne la participation des femmes
- Dans les cas où le projet utilise les comités villageois, s'assurer que sa conception tient compte de l'intégration de la question du genre dans les statuts de ces comités et envisager la création de comités séparés dans les cas où les hommes et les femmes ne se réunissent pas
- S'assurer que les hommes et les femmes participent à la prise des décisions importantes du projet, telles que le choix de la technologie, les niveaux de services, les dispositions en opération et maintenance, et les mécanismes de recouvrement des coûts

RAPPORT

Dans un délai d'un mois, le consultant rédigera un rapport descriptif et analytique présentant les principaux résultats de l'analyse du genre menée pendant la phase de préparation du projet et fera des suggestions en termes de recommandations et d'options appropriées pour la résolution des problèmes et la réduction des risques identifiés.

B. Termes de référence pour l'analyse du genre dans la phase de mise en œuvre

RESPONSABILITÉS GÉNÉRALES

Le rôle de spécialiste du genre dans l'équipe de la mise en œuvre du projet est de s'assurer de la bonne exécution du plan du projet sensible au genre. Si le genre n'a pas été pris en considération au cours de la phase de conception du projet, le spécialiste proposera des modifications du plan pendant sa mise en œuvre. En particulier, le spécialiste aura pour responsabilité de :

- Élaborer une stratégie relative au genre pour le projet ou peaufiner au besoin la stratégie élaborée pendant la préparation de projet
- S'assurer que les activités du projet impliquant les femmes sont menées à des moments et dans des lieux qui leurs conviennent
- Recruter et assurer la supervision du personnel dont le travail portera essentiellement sur la question du genre
- Organiser des sessions de formation portant sur le genre pour la sensibilisation de tout le personnel

- Organiser, au besoin, des formations au niveau de la communauté, sur la participation et la question du genre, ainsi que des formations spécifiques pour les femmes en vue d'acquérir les compétences requises pour le projet
- Travailler en collaboration avec d'autres membres du personnel du projet, ainsi qu'avec la communauté à l'élaboration et au maintien d'un système de suivi et évaluation avec des données ventilées par sexe et d'autres offrant des indicateurs sur la participation des hommes et des femmes
- Reformuler le projet et effectuer, le cas échéant, des corrections à mi-parcours de la mise en œuvre pour prendre en compte davantage l'aspect du genre, selon les résultats issus du suivi
- Concevoir des canaux appropriés d'échange d'informations entre les femmes et les hommes du village d'une part, et entre l'équipe du projet et le gouvernement d'autre part

RAPPORT

Dans un délai d'un mois, le consultant rédigera un rapport présentant les conclusions principales et proposera des options et des recommandations appropriées.



C. Termes de référence pour l'analyse du genre pendant le suivi et l'évaluation

RESPONSABILITÉS GÉNÉRALES

Le spécialiste du genre sera chargé de l'élaboration et de la mise en œuvre de systèmes de suivi et évaluation sensibles au genre. Les questions relatives au genre feront partie intégrante du cadre général de suivi et évaluation. En particulier, le spécialiste aura pour responsabilité de :

- S'assurer que le système de S&E peut fournir des données ventilées par sexe et des indicateurs pouvant être utilisés pour évaluer la pertinence de la prise en compte de la question du genre par les activités du projet. Le système devrait être conçu pour fournir au personnel et à la communauté des informations en temps opportun pouvant être utilisées pour adapter et reformuler le projet en cours d'exécution, selon les besoins
- Évaluer séparément les effets et l'impact du projet pour les hommes et les femmes
- Analyser la participation des hommes et des femmes au projet, ainsi que leur possibilité d'accès et de contrôle de la gestion et des ressources. Il s'agit d'évaluer les différents niveaux d'implication : prise de décision, participation financière, participation aux comités, gestion, maintenance, etc. Par exemple, combien de femmes et hommes font partie des comités et quel rôle jouent-ils ?
- Évaluer l'attitude du personnel à l'égard de la question du genre et la manière dont celle-ci affecte les résultats du projet. Le personnel est-il en faveur de la prise en compte du genre ? A-t-il suivi une formation à ce sujet ? Si oui, quel a été l'impact de cette formation ? Y-a-t-il besoin d'une formation supplémentaire ou d'un suivi de formation ?
- Évaluer la formation des hommes et femmes en maintenance, éducation sanitaire et d'autres domaines de compétences. Quel est le pourcentage des femmes par rapport à celui des hommes formés dans chaque domaine

? Quels sont les avantages de cette formation ? Qu'est-ce qui pourrait être fait différemment ? Y-a-t-il une différence entre la performance des hommes et celle des femmes ?

- Examiner le rôle des hommes et des femmes dans le choix de la technologie, l'emplacement des installations, et déterminer si des installations supplémentaires pour le bain et la toilette sont requises
- Impliquer les hommes et les femmes de la communauté dans la collecte et l'interprétation des données, ainsi que dans la conception des systèmes
- Organiser des réunions ou des ateliers, ou bien les deux pour informer le personnel du projet et la communauté des conclusions du processus de S&E
- Identifier des domaines requérant des recherches plus approfondies. Idéalement, le spécialiste fera partie de l'équipe de S&E
- Faire l'analyse des bénéfices additionnels, tels que les gains de temps réalisés respectivement par les hommes et les femmes grâce au projet
- Déterminer comment ces gains en temps ont été utilisés pour des raisons d'ordre économique ou social, et pourquoi. Le projet avait-il anticipé ou prévu ces utilisations ?
- Analyser les coûts additionnels occasionnés par les activités du projet en temps et travail pour les hommes et les femmes
- Tirer les enseignements et faire des recommandations pour de futurs projets

RAPPORT

Dans un délai d'un mois, le consultant rédigera un rapport descriptif et analytique présentant les principales conclusions et suggérant les options et les recommandations appropriées mentionnées ci-dessus.

Source : WSP, Toolkit on Gender in Water and Sanitation: Gender Toolkit Series No.2, 2006.

Remarque : D'autres modèles de TDR et une liste de spécialistes du genre sont disponibles sur la page intranet des professionnels de la question du genre pour la région de l'Asie de l'Est et du Pacifique (EAP).

ANNEXE V.

**BIBLIOGRAPHIE
ANNOTÉE**

Vous trouverez ci-dessous une bibliographie annotée de la documentation recommandée sur l'intégration de la question du genre dans le secteur de l'eau. Ces différentes ressources bibliographiques sont classées en quatre catégories : (A) Ressources par sous-secteur de l'eau, (B) Orientations pour l'analyse du genre et méthodologies participatives, (C) Suivi et évaluation, (D) Informations sur la volonté de payer et le genre.

A. Ressources par sous-secteur de l'eau

1. EAU ET AGRICULTURE (IRRIGATION)

Jordans, E. *Socioeconomic and Gender Analysis (SEAGA) Programme Sector Guide: Irrigation*. Rome : Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), 1998. Web. <ftp://ftp.fao.org/agl/aglw/fwm/SEAGASectorGuideIrrigation.pdf>.

Ce guide a été élaboré pour des professionnels du domaine du développement impliqués dans la planification, conception et mise en œuvre des programmes d'irrigation. Il soutient la planification participative sensible au genre des systèmes d'irrigation pour renforcer le statut des femmes et des groupes défavorisés en milieu rural.

FAO. *Passport to Mainstreaming Gender in Water Programmes: Key Questions for Interventions in the Agricultural Sector*. Rome: FAO, 2012. <http://www.fao.org/docrep/017/i3173e/i3173e.pdf>.

Ce livret de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), qui a été produit à l'intention des professionnels du domaine de l'eau et de l'agriculture, fournit des orientations au personnel de terrain sur la conception, la mise en œuvre, l'opération et la maintenance, ainsi que la gestion des projets de production agricole. Utilisé comme outil d'évaluation rapide, ce livret aide les professionnels pour l'intégration du genre pendant les phases de planification, mise en œuvre et gestion des projets et programmes de gestion de l'eau pour l'agriculture. Il les soutient dans la conception et l'évaluation de l'impact chez les hommes et les femmes des interventions sensibles au genre à travers une approche participative.

Fonds international de développement agricole(FIDA).
Gender and Water: Securing Water for Improved Rural Livelihoods: The Multiple-Uses System Approach. 2007.

Gender and Water examine les programmes et projets du Fonds international de développement agricole (FIDA) et en analyse les impacts sur les femmes, ainsi que le rôle des femmes dans la gestion des ressources en eau, et les contraintes auxquelles les femmes sont soumises pour accéder à l'eau. Il présente les enseignements tirés et les bonnes pratiques provenant des projets soutenus par le FIDA et se termine par des recommandations à incorporer dans la conception du projet, l'O&M et le renforcement des capacités.

2. APPROVISIONNEMENT EN EAU ET ASSAINISSEMENT

La Direction du Développement et de la Coopération suisse (DDC). *Gender & Water: Mainstreaming Gender Equality in Water, Hygiene, and Sanitation Interventions*. Département fédéral suisse des Affaires étrangères (DFA). Berne : Suisse, 2005. Web.

<http://static1.squarespace.com/static/536c4ee8e4b0b60bc6ca7c74/t/53c54145e4b0d5974bf10c6/1405436229252/SDC+gender++water.pdf>.

Gender & Water: Mainstreaming Gender Equality souligne les domaines pour lesquels l'aspect du genre doit être intégré dans la conception des interventions de développement du secteur de l'eau. Divisé en analyse, planification, mise en œuvre, suivi et évaluation, chaque étape comprend des questions clés pour lancer le débat et la réflexion, et présente des informations supplémentaires, ainsi que des améliorations possibles de la pratique.

Programme Eau et Assainissement (WSP). *Gender in Water and Sanitation Water and Sanitation Program: Working Paper*. Novembre 2010. Web. <http://www.wsp.org/sites/wsp.org/files/publications/WSP-gender-water-sanitation.pdf>.

Ce document de travail du Programme Eau et Assainissement (WSP) met en exergue les approches envisagées pour réduire les inégalités de genre dans le secteur de l'eau et de l'assainissement, ainsi que dans les pratiques émergentes. L'analyse a pour vocation de servir de référence pratique pour les ministres du secteur, les donateurs, les citoyens, les banques de développement, les organisations non gouvernementales et les fournisseurs de services de l'eau et de l'assainissement impliqués dans les efforts d'intégration du genre dans le secteur.

WaterAid. *Seen But Not Heard? A Review of the Effectiveness of Gender Approaches in Water and Sanitation Service Provision*. Juillet 2009. Web. <www.wateraid.org/nepal>.

L'étude de WaterAid, destinée aux professionnels du développement et à ceux qui s'intéressent aux questions de développement portant sur l'égalité des sexes, fait une évaluation du niveau de participation des hommes et des femmes dans les activités des projets et la prise de décisions. Elle identifie également les obstacles susceptibles d'entraver la participation des femmes aux activités des projets et évalue si le projet répond aux besoins d'approvisionnement en eau et d'assainissement, et si les hommes et les femmes profitent de manière égale des avantages liés au projet.

Banque mondiale. *Social Development & Infrastructure: Making Water Supply and Sanitation Work for Women and Men Tools for Task Teams*. Washington, DC: Banque mondiale, 2010. Web. <http://siteresources.worldbank.org/EXTSOCIALDEVELOPMENT/Resources/244362-1265299949041/6766328-1270752196897/Making_Water_Supply_and_Sanitation_Work_for_Women_and_Men.pdf>.

Social Development & Infrastructure fournit des outils pertinents et pratiques pour les équipes de travail de la Banque mondiale et leurs homologues dans les pays, afin de faciliter le processus de prise en compte des questions de genre et d'autres questions d'ordre sociale dans les politiques et projets relatifs à l'approvisionnement de l'eau et l'assainissement. L'outil répond ainsi à la demande des équipes de projet de restructurer et condenser les outils existants relatifs au genre dans les opérations d'approvisionnement en eau et d'assainissement, selon les formats les plus pertinents pour ce type d'opérations. Ces outils pourraient également servir de ressources de formation sur la question du genre dans les services d'approvisionnement en eau et d'assainissement. Les auteurs emploient le terme « outil » pour bien transmettre la notion selon laquelle il s'agit là du matériel adapté aux besoins en insistant sur le fait que leur utilisation n'est ni requise ni imposée.

3. GESTION DES RESSOURCES EN EAU

L'Alliance Genre et Eau (GWA) et le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). *Resource Guide: Mainstreaming Gender in Water Management*. Version 2.1. Novembre 2006. Web.

<<http://www.undp.org/content/dam/aplaws/publication/en/publications/environment-energy/www-ee-library/water-governance/resource-guide-mainstreaming-gender-in-water-management/IWRMGenderResourceGuide-English-200610.pdf>>.

Ce guide est un document de référence pour aider les praticiens et professionnels du genre et du secteur de l'eau, ainsi que des personnes responsables de l'intégration du genre ou toute autre personne étant intéressée par le secteur de l'eau. Il s'agit d'une compilation de ressources plus récentes sur l'intégration du genre dans la gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) – documents, articles, livres, études cas, outils, boîte à outils. Il soutient l'action ou constitue une documentation et des recherches supplémentaires. Il est destiné avant tout aux directeurs de programmes, spécialistes du genre et chercheurs dans le secteur de la gestion intégrée des ressources en eau (GIRE).

Kuriakose, A. T., et al. *Gender Mainstreaming in Water Resources Management*. Washington, DC: Banque mondiale, 2006. Web. <http://www-wds.worldbank.org/external/default/WDSContentServer/WDS/IB/2006/11/20/000090341_20061120110045/Rendered/PDF/379450PAPER0GenderMainstreaming1in1WRM.pdf>.

Ce rapport donne un aperçu général de l'intégration du genre dans une sélection de projets de gestion de ressources en eau financés par la Banque mondiale. Le rapport est basé sur une analyse approfondie des projets de gestion des ressources en eau, ainsi que sur des interviews avec les chefs des équipes de projet. Il révèle un faible niveau d'intégration du genre dans un sous-ensemble de projets de gestion des ressources en eau de la Banque mondiale et analyse des questions non résolues. Il se termine par des conclusions et recommandations visant à améliorer l'intégration du genre dans ces projets de GIRE, avec des suggestions pratiques et des modèles de listes de contrôle et d'indicateurs des résultats.

4. GESTION DES RISQUES DE CATASTROPHE

Banque mondiale. *Making Women's Voices Count: Integrating Gender Issues in Disaster Risk Management: Overview and Recourses for Guidance Notes*. Washington, D.C.: Banque mondiale, 2012. Web. <http://imagebank.worldbank.org/servlet/WDSContentServer/IW3P/IB/2012/10/25/000386194_20121025020000/Rendered/PDF/658410REVISED00view0Final0for0email.pdf>.

Cet aperçu général d'une série de huit notes d'orientation pour l'intégration du genre aux projets de gestion des risques de catastrophe, dont des programmes de développement menés par les communautés, souligne qu'en cas de catastrophes, les femmes font face à des risques disproportionnés en raison des conditions socioéconomiques existantes, des croyances culturelles et des pratiques traditionnelles. Il est donc important de prendre en compte les préoccupations des hommes et des femmes pendant la conception et la mise en œuvre des projets de gestion des risques de catastrophe pour limiter l'aggravation des inégalités de genre existantes. Les femmes peuvent contribuer aux efforts de gestion des risques de catastrophe à travers leur autonomisation et leur participation aux processus de planification, prise de décisions et mise en œuvre.

B. Orientations pour l'analyse du genre et méthodologies participatives

Bamberger, M., M. Blackden, L. Fort, et V. Manoukian. *Gender in a Sourcebook for Poverty Reduction Strategies*. In *A Sourcebook for Poverty Reduction Strategies*, ed. Jeni Klugman, chapitre 10, 333–74. Washington, DC: Banque mondiale, 2002.

Gender in a Sourcebook for Poverty Reduction Strategies détaille l'argumentaire d'une préconisation de l'intégration du genre dans les stratégies de réduction de la pauvreté et décrit le processus en trois étapes. Il évalue les différents outils et méthodes disponibles pour l'identification des questions de genre dans l'analyse de la pauvreté et discute des différences entre les contraintes de pauvreté auxquels se heurtent les hommes et les femmes et suggère des méthodes pouvant servir à l'analyse des différences liées au genre. Enfin, ce document explique les expériences spécifiques du Pakistan dans l'intégration du genre dans les stratégies de réduction de la pauvreté et discute des différences entre les aspects théoriques du document stratégique sur la réduction de la pauvreté, (DSRP) et la pratique sur le terrain.

Department for International Development (DFID). *Gender Manual: A Practical Guide*. London: DFID, 2008. Web. <<http://webarchive.nationalarchives.gov.uk/+http://www.dfid.gov.uk/Documents/publications/dfid-gender-manual-2008.pdf>>

Ce guide élaboré par DFID est destiné à aider les non spécialistes du genre afin qu'ils puissent reconnaître et traiter les questions du genre dans le cadre de leur travail. Bien que conçu pour le DFID et ses organisations partenaires, le manuel fournit également des informations et orientations pratiques utiles pour tout membre des services publics ou de la société civile concerné par la question du genre. En outre, il se veut comme un outil de facilitation plutôt qu'un ensemble de prescriptions. Il met l'accent sur les processus de l'intégration du genre qui se retrouvent dans tous les autres secteurs et toutes les régions, et pour quelques-uns, sont semblables aux autres processus de développement social et de changement organisationnel.

Alliance Genre et Eau. *Gender, Water and Development Report 2003: Gender Perspectives on Policies in the Water Sector*. Loughborough: Water, Engineering and Development Centre (WEDC), 2003. Web. <http://www.unwater.org/downloads/Gender_Perspectives_Policies.pdf>

Ce rapport examine comment la belle rhétorique sur l'intégration du genre soutenue à la Haye se traduit en politiques concrètes par les gouvernements et les bailleurs deux ans plus tard.

Fonds international de développement agricole (FIDA). *Gender and Water: Securing Water for Improved Rural Livelihoods: The Multiple-Uses Systems Approach*. 2012. Web.

Gender and Water examine les programmes et projets du Fonds international de développement agricole (FIDA) et analyse les impacts sur les femmes, le rôle des femmes dans la gestion des ressources en eau, et les contraintes auxquelles les femmes sont soumises pour accéder à l'eau. Il montre les enseignements tirés et les bonnes pratiques provenant des projets soutenus par le FIDA et se termine par des recommandations à incorporer dans la conception du projet, l'O&M et le renforcement des capacités.

March, C., I. Smyth, et M. Mukhopadhyay. *A Guide to Gender Analysis Frameworks*. Oxford, UK: Oxfam, 1999.

Les auteurs présentent des cadres de bonnes pratiques d'analyse du genre établis pour la recherche en développement et la planification, avec des commentaires des utilisateurs de chaque cadre. Ces commentaires proviennent principalement du personnel d'Oxfam à travers le monde, ainsi que de leurs collègues et associés des réseaux de formation sur le genre et des institutions académiques.

Organisation de Coopération et de Développement économique (OCDE). (1995). *Gender Equality Moving Towards Sustainable, People-Centered Development*. Paris: OCDE, 1995.

En Mai 1995, lors de la réunion de haut niveau du Comité d'Aide au Développement (CAD), l'égalité des sexes a été adoptée comme un facteur essentiel pour le développement et les initiatives d'aide au développement. Cet ouvrage précurseur énumère des principes généraux et des directives à suivre pour s'assurer que les projets de développement prennent en compte les rôles, intérêts et besoins particuliers des hommes et femmes.

Slocum, R., L. Wichhart, D. Rocheleau, et B. Thomas-Slayter. *Power, Process and Participation - Tools for Change*. London: Intermediate Technology Publications, 1995.

Power, Process and Participation présente une gamme d'outils englobant un éventail de questions se rapportant respectivement à la sensibilisation, la collecte des données, la prise de décisions, organisés en ordre alphabétique pour suggérer qu'il n'existe aucun schéma préconçu pour le développement participatif sensible au genre. L'ouvrage encourage plutôt les professionnels à utiliser l'outil différemment selon les besoins et les différents moments et situations. Pour chaque outil, l'ouvrage donne une explication de l'objectif poursuivi, discute du temps et du matériel nécessaires pour son utilisation et donne une description détaillée de son emploi, étape par étape. Chaque description est accompagnée par un exemple de son emploi par des professionnels et chercheurs à travers le monde. La plupart des descriptions sont accompagnées de cartes, tableaux et diagrammes. Sont également inclus des listes de questions à poser, des éléments à garder à l'esprit et quelques suggestions sur la façon d'utiliser conjointement d'autres outils que ceux décrits dans l'ouvrage.

AUSAID, CGIAR, et Oxfam. *The Gender Impact Assessment Process: Dans Balancing the Scales: Using Gender Impact Assessment in Hydropower Development*. pp. 34-61. 2013. Web. <<https://www.oxfam.org.au/explore/infrastructure-people-and-environment/save-the-mekong/gia-manual/>>.

Ce guide porte sur les bassins hydrauliques. Il préconise l'intégration du genre dans les évaluations de l'impact des projets hydroélectriques et explique comment entreprendre cette intégration tout au long du projet.

C. Suivi et évaluation

Gautam, S. R. et Kuriakose, A. *Gender-Sensitive Planning, Monitoring and Evaluation in Agricultural Water Management*. Investment Note 10.4. Washington, D.C.: Banque mondiale, 2008. Web. <http://siteresources.worldbank.org/INTGENAGRLIVSOUBOOK/Resources/AWM_Note_4_M&E_Jan08.pdf>.

Les projets de gestion de l'eau pour l'agriculture qui adoptent une approche participative, inclusive et sensible au genre à toutes les étapes du projet contribuent à l'efficacité du projet et à traiter de façon adaptée les préoccupations des femmes et des populations pauvres du milieu rural quant à leurs moyens de subsistance. Les méthodes participatives de planification, la conception des indicateurs spécifiques au genre, le suivi continu et l'évaluation de l'impact du projet par les bénéficiaires constituent des éléments clés de cette approche.

Kusek, Jody Zall et Ray C. Rist. *A Handbook for Development Practitioners: Ten Steps to a Results-Based Monitoring and Evaluation System*. Washington, DC: Banque mondiale, 2004.

Ce manuel est principalement destiné aux responsables confrontés au défi du suivi et évaluation des résultats. Il peut également être utilisé d'une manière autonome en tant que guide pour la conception et la formulation d'un système de S&E basé sur les résultats dans le secteur public. Le guide peut également être utilisé conjointement avec un atelier développé par la Banque mondiale : *Conception et Mise en place d'un système de Suivi & évaluation basé sur les résultats : un outil pour la gestion du secteur public*. Ce manuel a pour objectif de préparer les professionnels à planifier, concevoir et mettre en œuvre un système de S&E basé sur les résultats. Il démontre également comment un système de S&E basé sur les résultats peut constituer un outil important pour une gestion efficace des affaires publiques.

Banque mondiale. *Module 4: Gender in Monitoring and Evaluation.* Dans *Gender and Development: A Trainer's Manual*. Web. <<http://info.worldbank.org/etools/docs/library/192862/Module4/Module4a.html>>.

Ce module de formation élaboré par la Banque mondiale offre un aperçu détaillé des méthodes de suivi et évaluation destinées aux spécialistes du genre et aux autres professionnels du secteur de développement cherchant à garantir de bonnes pratiques de suivi et évaluation dans les projets. Le module convient davantage aux individus ayant des connaissances techniques de base en matière de S&E.

Banque mondiale. *Integrating a Gender Dimension into Monitoring & Evaluation of Rural Development Projects.* 2001. Web. <<https://www.ndi.org/files/Handout%20%20-%20Integrating%20a%20Gender%20Dimension%20into%20Monitoring%20and%20Evaluation.pdf>>.

Cette boîte à outils pour l'intégration du genre dans le processus de suivi et évaluation aide les équipes de projets, les emprunteurs et les partenaires à reconnaître et traiter les questions de genre dans l'élaboration des projets de développement en milieu rural, à suivre les progrès en termes d'intégration du genre dans la mise en œuvre du projet et à évaluer son impact dans l'amélioration de la qualité de vie en milieu rural.

UNESCO. Programme mondial des Nations Unies pour l'évaluation des ressources en eau (WWAP), *Project for Gender Sensitive Water Monitoring Assessment Reporting.* Web. <<http://www.unesco.org/new/en/natural-sciences/environment/water/wwap/water-and-gender/project-overview-and-phases/>>.

L'objectif du Programme mondial pour l'évaluation des ressources en eau (WWAP), organisé et mené par l'UNESCO, est d'élaborer et de tester un ensemble de données clés relatives à l'eau et ventilées par sexe. Plus particulièrement, WWAP élaborera un ensemble d'indicateurs prioritaires sensibles au genre et une méthodologie d'analyse des données ventilées par sexe. Ceux-ci seront ensuite testés sur le terrain par les pays membres dans les différentes régions. L'objectif de WWAP repose sur le postulat selon lequel plus de 45% des pays ne produisent pas de données statistiques ventilées par sexe en rapport avec l'eau, ce qui

entraîne le besoin réel d'une approche systématique pour la collecte d'indicateurs ventilés par sexe dans le secteur de l'eau. Ceux-ci permettent de déterminer le niveau de performance et l'impact sur l'autonomisation des femmes et leur participation à la prise de décisions relatives à la gestion de l'eau. WWAP est une intervention de trois ans prévue sur la période de 2014 - 2016.

D. Information sur la volonté de payer et le genre

Dupont, D. P. *Gender and Willingness-to-Pay for Recreational Benefits from Water Quality Improvements.* Article présenté à la 10^{ème} Conférence IIFET, Corvallis, Oregon, États-Unis, 10-14 juillet 2000. Web. <<http://ir.library.oregonstate.edu/xmlui/handle/1957/31020>>.

Gender and Willingness-to-Pay for Recreational Benefits from Water Quality Improvements analyse les différences de genre existant dans divers aspects des comportements de choix, plus particulièrement dans la valorisation économique des ressources environnementales, telles que les améliorations de la qualité de l'eau. L'auteur suppose que pour plusieurs raisons, les femmes ont une volonté de payer pour l'amélioration de l'environnement inférieure à celles des hommes. En s'appuyant sur les données issues de groupes d'intervention et de groupes témoins, elle démontre que, même en tenant compte des différences existantes en termes de revenus, les femmes ont, de manière constante, une volonté de payer inférieure. Les conclusions de cette étude peuvent donc avoir d'importantes conséquences sur le calcul des bénéfices ventilés par sexe provenant des évaluations contingentes ne prenant pas en compte le rôle du genre.



WORLD BANK GROUP

1818 H Street, NW Washington, DC 20433